

Direction des Statistiques d'Entreprises

E 2015/07

**L'agriculture en 2014
Rapport sur les comptes**

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

*Commission des comptes de l'agriculture de la Nation
Session du 3 juillet 2015*

E 2015/07

L'agriculture en 2014

Rapport sur les comptes

*Le compte national de l'agriculture a été présenté
à la Commission des comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN), lors de la session du 3 juillet 2015.
La rédaction du rapport a été assurée par Marie-Hélène Blonde, Guillaume Lubatti et Alexandre Bernaudeau de
l'Insee, Direction des Statistiques d'Entreprises (DSE), Division Industrie - Agriculture.*

L'AGRICULTURE EN 2014

Résumé :

En 2014, dans l'Union européenne à 28, la valeur de la production agricole diminue sensiblement, la hausse des volumes produits ne compensant pas la forte baisse des prix. La valeur des consommations intermédiaires décroît aussi avec le prix des intrants. Au total, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels fléchit légèrement ; son niveau est quasiment stable depuis 2011.

En France, selon les données provisoires les plus récentes, ce revenu se redresse nettement (+ 10,5 %), après le fort recul de 2013. Cette progression provient essentiellement des productions de vin et de lait.

L'excédent extérieur français en produits agroalimentaires se réduit, passant de 11,7 à 9,7 milliards d'euros principalement sous l'effet des baisses de prix des exportations.

Mots-clés : agriculture, revenus, comptes

AGRICULTURAL INCOME IN 2014

Abstract :

In 2014, in the EU 28, the value of agricultural production decreases significantly, the increase in production volumes did not offset the sharp decline in prices. The value of intermediate consumption also decreases with input prices. Overall, the agricultural factor income per labour unit declines slightly in real terms; its level is almost stable since 2011.

In France, according to the most recent provisional data, this income recovers clearly (+ 10,5%), after the sharp drop of 2013. This increase results essentially from wine and milk productions.

The French surplus of foreign trade in food products is reduced from 11,7 to 9,7 billion euros, mainly due to export price declines.

Key words : agriculture, income, accounts

LE COMPTE NATIONAL

| | |
|--|-----------|
| Vue d'ensemble | 5 |
| Le contexte européen..... | 9 |
| Tableau de bord..... | 13 |
| Le compte national de l'agriculture | 19 |
| La production | 19 |
| Les consommations intermédiaires | 24 |
| La valeur ajoutée | 27 |
| Le revenu des facteurs de la branche agricole | 29 |
| Le revenu net de la branche agricole | 29 |
| L'investissement agricole | 32 |
| Le commerce extérieur agroalimentaire de la France..... | 35 |
| Annexes | |
| Chronologie de l'année 2014..... | 45 |
| La production agricole en 2014 : fiches par produits..... | 49 |
| Les comptes 2012, 2013 et 2014 | 57 |
| Éléments du compte de capital, investissement agricole..... | 73 |
| Les échanges extérieurs agro-alimentaires | 79 |
| Les révisions des comptes | 87 |
| Liens internet | 89 |

Les comptes de l'agriculture

Compte CCAN et compte européen

Le compte de l'agriculture, dit « compte spécifique », présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 2010) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen.

Les comptes nationaux ont adopté un rythme de rebasement quinquennal. La base 2010 succède donc à la base 2005. Le compte spécifique de l'agriculture n'est pas impacté par les modifications conceptuelles qui ont touché le cadre central. En revanche le nom des agrégats a été modifié : les termes « revenu des facteurs de la branche agricole (RFBA) » et « revenu net de la branche agricole (RNBA) » remplacent respectivement « résultat agricole net » et « revenu net d'entreprise agricole ». Par ailleurs les agrégats du commerce extérieur comprennent désormais le négoce international. Les évaluations ont été revues et intègrent les révisions de la Statistique agricole annuelle (SAA) et du Réseau d'information comptable agricole (RICA) liées au recensement agricole de 2010 (voir p. 91). Le Tableau de bord présenté dans ce rapport et les séries longues correspondantes publiées sur Internet ont été modifiés en conséquence.

Le compte spécifique de l'agriculture s'écarte cependant du compte national sur les points suivants :

- les activités non agricoles non séparables des exploitations agricoles font partie du champ du compte spécifique mais pas du cadre central ;
- les établissements produisant des semences certifiées et les jardins familiaux ne font pas partie du compte spécifique, alors qu'ils sont couverts par le cadre central.

Par ailleurs, le compte spécifique de l'agriculture va au-delà du compte d'exploitation par branche des comptes nationaux. Il permet d'estimer les indicateurs de revenu spécifiques, tels que le revenu des facteurs de la branche agricole par unité de travail agricole ou le revenu net de la branche agricole par unité de travail agricole non salarié, en termes réels.

Le champ du compte spécifique est plus large que celui des comptes par catégorie d'exploitations et des comptes régionaux présentés à la CCAN par le Service de la statistique et de la prospective (SSP). Établis sur le champ des exploitations agricoles métropolitaines professionnelles, ceux-ci ne couvrent pas les exploitations des DOM et les exploitations non professionnelles, ni les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

*
* *

Ce rapport présente les comptes spécifiques définitif 2012, semi-définitif 2013 et provisoire 2014. Les séries longues 1959-2014 des comptes courants sont disponibles sur le site internet de l'Insee : www.insee.fr, dans la rubrique *Comptes nationaux / Comptes nationaux annuels / Comptes spécialisés / Agriculture*.

A noter que dans ce rapport les comparaisons internationales ne sont menées que sur les **comptes prévisionnels** 2014 des États membres, arrêtés en janvier 2015 et publiés par l'Office statistique des communautés européennes (Eurostat) sur son site en mai. Parfois incomplets, ces comptes sont susceptibles d'être fortement révisés ultérieurement.

L'agriculture européenne et française en 2014

Vue d'ensemble

○ D'après les **comptes prévisionnels européens**, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif aurait baissé de 1,2 % en 2014 sur le champ de l'UE-28, après une hausse de 3,3 % en 2013, ces évolutions étant exprimées en termes réels, c'est-à-dire déflatées par l'indice de prix du PIB de chaque pays. En 2014, le volume de la production agricole européenne aurait augmenté de 3,0 % tandis que les prix des producteurs continuaient de baisser (-6,1 %) : en valeur, la production au prix de base aurait diminué de 3,4 %. Les consommations intermédiaires se seraient réduites de 3,8 % et la valeur ajoutée brute aurait baissé de 2,8 %. La réduction de la main-d'œuvre agricole aurait atteint -2,1 %. Le revenu des facteurs de la branche agricole par actif aurait progressé dans 12 des États membres sur 28.

○ En ce qui concerne **la France**, le **compte provisoire 2014** montre une croissance (+ 10,5 %) du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels après le recul de 2013.

La valeur de la production hors subventions sur les produits croît de 1,1 % en 2014 sous l'effet conjugué d'une augmentation des volumes produits (+ 6,5 %) et d'une baisse des prix (-5,1 %). En volume, la hausse des **productions végétales** (+ 9,8 %) est quasiment générale. Les conditions climatiques ont été particulièrement favorables aux productions de vins, pommes de terre et oléagineux. Seules les productions de blé dur et de champagne reculent. Globalement, les prix fléchissent (-8,3 %). Les prix de la plupart des céréales, oléagineux, protéagineux et pommes de terre diminuent fortement sous l'effet d'une offre abondante tandis que ceux du vin et surtout du blé dur se renchérissent. Mis à part les veaux, les **productions animales** repartent à la hausse en volume (+ 2,4 %). Si les prix du lait et des ovins-caprins augmentent (resp. + 6,1 % et + 2,6 %), ceux des veaux et des œufs stagnent et ceux des gros bovins et des volailles baissent sensiblement. Au total, la baisse atteint -0,8 %.

La valeur des **consommations intermédiaires** de la branche agricole baisse de 3,1 % en 2014 après avoir augmenté de + 2,6 % en 2013. La baisse des prix des aliments pour animaux et de l'énergie ont tiré le coût des consommations intermédiaires à la baisse (-4,8 %). Leur évolution en volume est faible à l'exception de l'intra-consommation des aliments pour animaux.

L'ensemble des **subventions** sur les produits et les subventions d'exploitation restent quasiment stables autour de 9,1 milliards d'euros en 2014 comme en 2013,

L'écart entre l'évolution de la valeur de la production et celle de l'ensemble des charges se répercute sur le revenu des facteurs de la branche agricole (RFBA) qui augmente nettement (+ 10,2 %) après le recul de 2013. Compte tenu de la baisse de l'emploi (-0,8 %) et de la hausse du prix du PIB (+ 0,6 %), le **RFBA par actif en termes réels progresse donc en 2014 (+ 10,5 %)**.

La rémunération des salariés, les fermages et le paiement des intérêts étant pris en compte, le revenu net de la branche agricole (RNBA) augmente de 18,8 % en valeur nominale. En moyenne mobile sur trois ans, le RNBA est en léger retrait mais il conserve un niveau élevé.

En 2014, y compris négoce international, l'excédent du **commerce extérieur** en produits agroalimentaires est de 9,7 milliards d'euros : 3,3 milliards pour les produits agricoles et 6,4 milliards pour les produits transformés. Après trois années à un niveau record, il baisse de 17 %. La détérioration du solde provient à la fois des produits agricoles bruts et des produits transformés. L'excédent diminue à la fois avec les pays tiers et l'Union Européenne.

Définitions

Le compte spécifique de la branche agriculture, présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi en conformité avec le SEC 2010 et selon la méthodologie harmonisée au niveau européen.

- La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture) ; élevage d'animaux ; activités de travaux agricoles à façon ; chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.

- La **production** de la branche agriculture est valorisée au prix de base. Le **prix de base** est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

- Les subventions à la branche agriculture sont scindées en **subventions sur les produits et subventions d'exploitation** :

- les premières comprennent notamment les aides aux protéagineux, partiellement la prime à la vache allaitante. Elles entrent dans le calcul de la production au prix de base.

- les subventions d'exploitation comprennent le paiement unique, les aides agri-environnementales, les aides pour calamités agricoles. Elles figurent au compte d'exploitation.

- Les **consommations intermédiaires** de la branche agricole correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent, entre autres, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), qui représentent les services bancaires non facturés imputés à la branche agriculture. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent indirectement en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

- La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement, et non au coût historique utilisé en comptabilité privée. De plus, les durées de vie des actifs sont des durées de vie économiques et non fiscales. La consommation de capital fixe est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux qui, eux, sont déclassés en fin de vie.

- Plusieurs indicateurs sont définis à partir des soldes comptables :

- le **revenu des facteurs de la branche agricole (RFBA)** correspond à la "valeur ajoutée nette au coût des facteurs" (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution du **revenu des facteurs de la branche agricole par actif (RFBA/UTA)**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

- le **revenu net de la branche agricole (RNBA)** est égal à : revenu des facteurs de la branche agricole - salaires - cotisations sociales sur les salaires - intérêts versés - charges locatives nettes. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel des non-salariés (ou équivalents temps plein) : on obtient l'évolution du **revenu net de la branche agricole par actif non salarié (RNBA/UTANS)**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

- Les évolutions **en termes réels** correspondent aux évolutions corrigées de l'inflation, mesurée ici par l'indice de prix du produit intérieur brut. Une évolution positive des indicateurs de revenu signifie que les indicateurs de revenu augmentent plus rapidement que l'inflation générale ; une évolution négative indique une évolution moins rapide que l'inflation générale.

Comptes de la branche agriculture

Compte de production

| Emplois | Ressources |
|--|---|
| Consommations intermédiaires (y c. SIFIM) Valeur ajoutée brute | Production au prix de base¹ |
| <i>Total emplois</i> | <i>Total ressources</i> |

| Emplois | Ressources |
|---|-----------------------------|
| Consommation de capital fixe Valeur ajoutée nette | Valeur ajoutée brute |
| <i>Total emplois</i> | <i>Total ressources</i> |

Compte d'exploitation

| Emplois | Ressources |
|--|--|
| Autres impôts sur la production - Impôts fonciers - Autres | Valeur ajoutée nette Subventions d'exploitation (y c. bonifications d'intérêts) |
| Revenu des facteurs de la branche agricole (1) | |
| <i>Total emplois</i> | <i>Total ressources</i> |

| Emplois | Ressources |
|--|---|
| Rémunération des salariés - Salaires bruts - Cotisations sociales à la charge des employeurs | Revenu des facteurs de la branche agricole |
| Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net | |
| <i>Total emplois</i> | <i>Total ressources</i> |

Compte de revenu d'entreprise

| Emplois | Ressources |
|---|---|
| Intérêts (y c. bonifications) hors SIFIM Charges locatives nettes (hors impôts fonciers sur les terres en fermage) | Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net |
| Revenu net de la branche agricole (2) | |
| <i>Total emplois</i> | <i>Total ressources</i> |

| | |
|--|-----|
| Évolution du nombre d'UTA ² totales | (3) |
| Évolution du nombre d'UTA ² non salariées | (4) |
| Évolution du prix du PIB | (5) |

Indicateurs de revenu (évolution en %)

| | |
|---|------------------|
| Revenu des facteurs de la branche agricole par actif | (1) (1) / (3) |
| Revenu net de la branche agricole par actif non salarié | (2) (2) / (4) |

Indicateurs de revenu en termes réels³ (évolution en %)

| | |
|---|------------------------|
| Revenu des facteurs de la branche agricole par actif | (A) (1) / (3) / (5) |
| Revenu net de la branche agricole par actif non salarié | (B) (2) / (4) / (5) |

1. Le prix de base correspond au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

3. Déflaté par l'indice de prix du PIB.

NB. La méthodologie est commune aux comptes français et européens. Pour les besoins des comparaisons internationales, Eurostat ne définit que des indicateurs de revenu en termes réels : le revenu des facteurs de la branche agricole par actif (indicateur A), le revenu net de la branche agricole par actif non salarié (indicateur B), le revenu net de la branche agricole (indicateur C).

Baisse du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels en 2014 dans l'UE-28¹

Par rapport à 2013, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif aurait diminué de 1,2 % en termes réels dans l'UE-28 en 2014, selon les estimations publiées par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Cette diminution résulterait d'une baisse du revenu des facteurs de la branche agricole (-3,2 %), en partie compensée par une réduction de la main-d'œuvre agricole (-2,1 %). Les estimations de l'UE-28 sont basées sur les données transmises par les autorités nationales des États membres et établies selon une méthodologie commune mais avec quelques exceptions².

Selon les mêmes estimations, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif aurait augmenté entre 2005 et 2014 dans l'UE-28 de 34,6 %, tandis que la main-d'œuvre agricole diminuait de 24,6 %.

En 2014, la baisse du revenu des facteurs de la branche agricole dans l'UE-28 serait principalement due à la diminution de la valeur de la production (-3,4 %) malgré une baisse supérieure de celle des intrants (-3,8 %) en termes réels.

En 2014, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif aurait augmenté dans douze États membres et baissé dans seize. Les plus fortes hausses seraient observées en Slovaquie (+ 13,5 %), en Hongrie (+ 11,5 %), en République tchèque (+ 9,0 %) ainsi qu'en Croatie (+ 8,0 %), et les baisses les plus marquées en Finlande (-17,4 %), en Belgique (-13,6 %), au Danemark (-10,1%) et en Italie (-10,0 %).

Par rapport à 2013, la valeur de la production agricole aux prix à la production en 2014 aurait reculé dans l'UE-28 de 3,3 %, principalement en raison de la chute de la valeur de la production végétale (-5,8%) et d'une baisse moins marquée de la valeur de la production animale (-1,1 %) en termes réels.

La baisse de la valeur de la **production végétale** résulterait d'une augmentation des volumes de production (+4,1 %) associée à une réduction significative des prix (-9,5%). Ainsi la croissance des **volumes** pour l'huile d'olive (+45,3%), la betterave à sucre (+11,2 %), les graines oléagineuses (+ 9,5 %), les pommes de terre (+ 7,0 %), les céréales (+ 6,5 %), les légumes frais (+ 1,1 %) et les fruits (+ 0,8 %) serait accompagnée d'une baisse des **prix** pour les pommes de terre (-28,6 %), les graines oléagineuses (-13,8 %), les céréales (-12,9 %), la betterave à sucre (-12,0 %), les fruits (-9,8 %), l'huile d'olive (-7,2 %) et les légumes frais (-7,1 %).

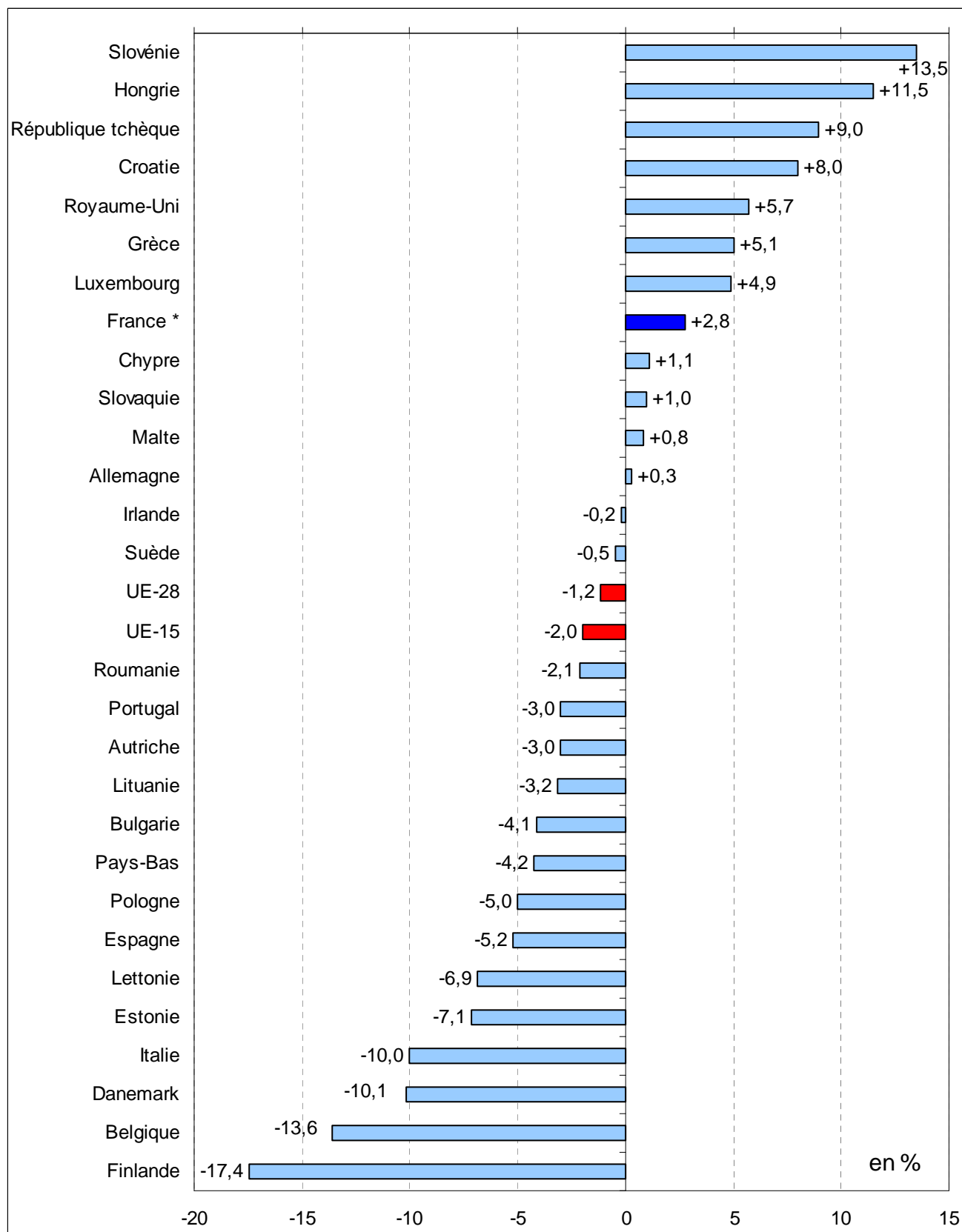
La diminution de la valeur de la **production animale** proviendrait de la baisse des prix (-2,9 %), en partie compensée par la hausse du volume de production (+ 1,9 %). Les prix auraient diminué pour les porcins (-7,1 %), les bovins (-5,3 %), les œufs (-3,8 %) ainsi que pour la volaille (-3,8 %) mais augmenté pour le lait et les ovins-caprins (resp. + 1,0 % et + 1,9 %). Le volume de la production aurait progressé pour le lait (+ 3,5 %), la volaille (+ 3,2 %), les bovins (+1,6 %) et les porcins (+ 0,3 %), mais reculé pour les œufs ainsi que pour les ovins & caprins (-1,0 %).

Dans l'UE-28, la valeur des intrants agricoles (consommation intermédiaire) en 2014 aurait diminué de 3,8 % en termes réels, principalement du fait des réductions significatives du côté des aliments pour animaux (-8,3 %), des engrais et amendements (-6,2 %) ainsi que du poste énergie et lubrifiants (-4,1 %).

¹Ce chapitre a été rédigé à partir du communiqué d'Eurostat 194/2014, paru le 15 décembre 2015. Il a été mis à jour en utilisant les données prévisionnelles européennes communiquées à Eurostat en janvier 2015. La terminologie a été légèrement modifiée, des graphiques et des tableaux ont été ajoutés. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, car elles intègrent des révisions arrêtées en mai 2015. En particulier, pour la France, la hausse du revenu des facteurs de la branche agricole présentée dans le graphique 1 a été estimée en mai 2015 à + 10,5 % (au lieu de + 2,3 % dans la base des données prévisionnelles d'Eurostat).

²En particulier les prix peuvent être estimés en campagne ou en année civile.

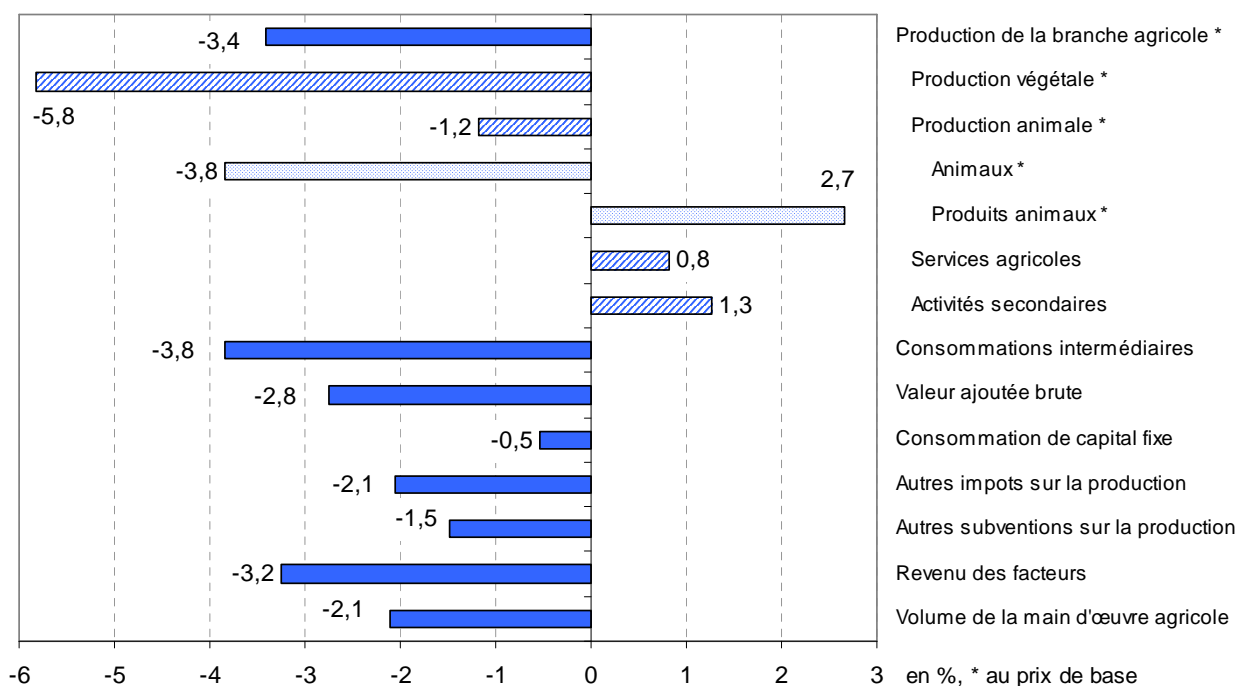
Graphique 1
Variation du revenu des facteurs de la branche agricole net par actif en 2014
en termes réels dans l'UE



Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2015)

* Pour la France, ce chiffre prévisionnel a été réévalué à +10,5 % au compte provisoire. En juin 2015, les révisions ne sont pas encore connues pour les autres pays.

Graphique 2
Évolution 2014/2013 en termes réels des principales composantes
du revenu des facteurs de la branche agricole de l'UE



Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2015)

Tableau 1
Variations des productions aux prix du producteur (en termes réels) en 2014/2013 dans l'UE-28

| | en % | | |
|------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| | Volume | Prix | Valeur |
| Production totale | + 3,0 | - 6,1 | - 3,3 |
| Céréales | + 6,5 | - 12,9 | - 7,2 |
| Oléagineux | + 9,5 | - 13,8 | - 5,7 |
| Betteraves sucrières | + 11,2 | - 12,0 | - 2,2 |
| Légumes frais | + 1,1 | - 7,1 | - 6,1 |
| Pommes de terre | + 7,0 | - 28,6 | - 23,7 |
| Fruits | + 0,8 | - 9,8 | - 9,1 |
| Vin | - 2,4 | - 4,2 | - 6,6 |
| Huile d'olive | + 45,3 | - 7,2 | +34,6 |
| Production végétale | + 4,1 | - 9,5 | - 5,8 |
| Bovins | + 1,6 | - 5,3 | - 3,8 |
| Porcins | + 0,3 | - 7,1 | - 6,8 |
| Ovins et caprins | - 1,0 | + 1,9 | + 0,8 |
| Volailles | + 3,2 | - 3,7 | - 0,6 |
| Lait | + 3,5 | + 1,0 | + 4,5 |
| Œufs | - 1,0 | - 3,8 | - 4,7 |
| Production animale | + 1,9 | - 2,9 | - 1,1 |
| Services agricoles | + 0,7 | + 0,2 | + 0,8 |
| Activités secondaires | + 1,7 | - 0,5 | + 1,3 |

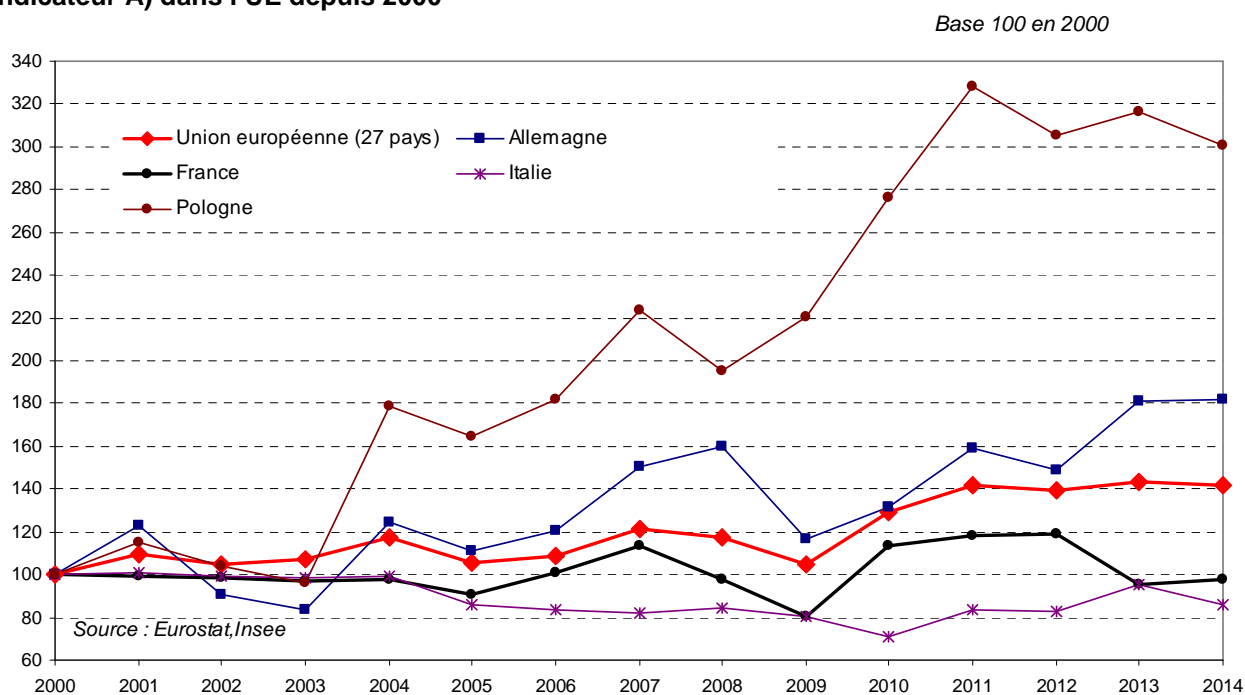
Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2015)

Tableau 2
Variations des consommations intermédiaires 2014/2013 (en termes réels) dans l'UE-28

| | en % | | |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|
| | Volume | Prix | Valeur |
| Ensemble, dont : | + 0,7 | - 4,5 | - 3,8 |
| - énergie | - 0,9 | - 3,3 | - 4,1 |
| - engrais et amendements | + 0,9 | - 7,1 | - 6,2 |
| - produits phytosanitaires | + 1,2 | + 0,1 | + 1,3 |
| - alimentation animale | + 1,2 | - 9,4 | - 8,3 |

Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2015)

Graphique 3
Évolution du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels
(indicateur A) dans l'UE depuis 2000



Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2015)

Révision des comptes européens

Les comptes européens de l'agriculture sont révisés dans l'ensemble des pays.

A titre d'illustration, le petit tableau ci-contre donne pour les pays du Graphique 3 ci-dessus l'écart en points entre les taux de croissance de l'indicateur A mesurés en janvier 2015 et en janvier 2014.

Lecture : en Allemagne, l'évolution de l'indicateur A pour 2013 est passée de -11,3 % en janvier 2014 à +22,1 % en janvier 2015, soit une révision de +33,4 points.

| | 2011 | 2012 | 2013 |
|------------------|--------|-------|--------|
| Allemagne | + 11,4 | -13,3 | + 33,4 |
| France | - 3,8 | - 2,6 | - 4,3 |
| Italie | - 0,7 | + 3,2 | + 7,8 |
| Pologne | + 0,1 | - 0,1 | + 5,5 |
| UE 27 | + 1,0 | - 1,6 | + 4,4 |

TABLEAU DE BORD

L'AGRICULTURE DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Le lecteur se reportera aux encadrés pour la définition précise des termes employés, en ce qui concerne le champ des différentes branches et les indicateurs retenus dans les tableaux. Le tableau de bord 2014 présente les niveaux 2012 (compte définitif) et des évolutions pour les années suivantes. Les tableaux de ce rapport proviennent des comptes nationaux en base 2010.

En 2014, selon les comptes provisoires de la Nation, **la valeur ajoutée brute** de l'ensemble des entreprises françaises¹ est quasi stable en volume, après + 0,6 % en 2013. L'activité augmente en volume pour les services et le commerce. Elle diminue légèrement dans l'industrie. La baisse est plus sensible pour les industries agroalimentaires (IAA). Pour l'agriculture, elle se redresse nettement : la production agricole augmente de façon soutenue après deux ans de repli, les productions végétales contribuant largement à cette évolution ; les consommations intermédiaires augmentent également, en particulier les intraconsommations en aliments pour animaux, mais dans des proportions moindres.

Le **prix de la production** se replie en 2014 pour l'ensemble des entreprises (- 0,7 %), après avoir stagné en 2013. Il diminue dans le commerce, les IAA et l'industrie. Il est stable dans les services, bien que recouvrant des situations contrastées : en particulier, une forte baisse dans les télécommunications contre une hausse dans l'hébergement-restauration. Il diminue nettement pour l'agriculture : le prix de chacune des principales productions diminue ou est quasi stable, avec toutefois les exceptions notables que sont le blé dur, les vins et le lait.

Le **prix des consommations intermédiaires** enregistre une baisse de 1,3 % pour l'ensemble des entreprises, après - 0,3 % en 2013. Il diminue dans l'industrie manufacturière, les services, le commerce et les IAA. Pour l'agriculture, les prix refluent, interrompant un tant soit peu une lourde tendance haussière. Les prix des aliments pour animaux sont en net repli, dans le sillage des cours des matières premières. De même, les prix de l'énergie (à l'exception de l'électricité) et ceux des engrais diminuent.

L'**emploi** reste sur sa tendance à la baisse dans l'agriculture et l'industrie manufacturière. Inversement, il poursuit sa tendance haussière dans les services. Il est stable dans le commerce.

Pour les IAA, il diminue pour la deuxième année consécutive. Globalement, pour l'ensemble des entreprises, il augmente légèrement, mais n'atteint pas son niveau de 2008, avant la crise économique.

En matière de **résultat**, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs poursuit sa hausse pour l'ensemble des entreprises, sans pour autant atteindre les rythmes observés avant 2009. Elle augmente pour les services et l'industrie, mais se replie pour les IAA. Pour l'agriculture, elle se redresse après sa chute en 2013.

En 2014, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif poursuit sa croissance pour l'industrie, les services et les commerces. Elle recule en revanche pour les IAA. Dans l'agriculture, elle se redresse nettement après sa chute en 2013.

Globalement pour l'ensemble des entreprises, l'excédent brut d'exploitation, diminue pour la troisième année consécutive. La mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) ne suffit pas à compenser le dynamisme des salaires. L'excédent brut d'exploitation diminue pour le commerce, les services et les IAA. Il confirme sa hausse de 2013 pour l'industrie. Pour l'agriculture, il se redresse, essentiellement parce que la croissance du volume de la production est sensiblement plus rapide que celle des intrants, générant une forte hausse du volume de la valeur ajoutée.

Les **investissements** de l'ensemble des entreprises sont plus dynamiques qu'en 2013 (+ 2,0 % en volume), grâce à une reprise dans la fabrication de matériels de transport et les services d'information-communication, et une accélération dans la construction. Ils restent toutefois inférieurs à leur niveau de 2008. Les investissements effectués par les agriculteurs reculent après avoir déjà fléchi l'année précédente. Si l'investissement en bâtiments agricoles repart à la hausse, celui en matériel agricole se retourne à la baisse après le haut niveau des années précédentes.

¹ La valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie est restreinte ici à la valeur ajoutée des sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Voir encadrés p. 14 et 15 pour les choix méthodologiques.

Le solde du **commerce extérieur**, déficitaire depuis une dizaine d'année, se stabilise en 2014 (+ 0,1 milliards d'euros) après une amélioration sur deux ans. Le solde reste positif pour les produits agroalimentaires, mais se dégrade : l'excédent des échanges en produits bruts chute à cause du repli de la valeur des exportations, elle-même plombée notamment par le recul des prix des céréales ; l'excédent en produits transformés se dégrade lui aussi, pour la troisième année consécutive. Il pâtit d'un recul des ventes de produits à base de viandes et de poissons, ainsi que des ventes de boissons.

Les flux d'échanges extérieurs augmentent légèrement. La hausse des importations en volume concerne principalement les biens d'équipements et les autres biens manufacturés, en particulier les produits pharmaceutiques. Les exportations tirent leur dynamisme des autres biens manufacturés et des services aux entreprises. Les importations s'accroissent en volume davantage que les

exportations. En revanche, en valeur, leur rythme d'accroissement est proche, le prix des importations étant entraîné à la baisse par les cours du pétrole.

La **demande intérieure** s'accroît en volume au même rythme que 2013. La consommation des ménages continue d'augmenter. Les achats d'automobiles interrompent pratiquement leur chute, et les dépenses en biens d'équipements accélèrent pour retrouver leur croissance de long terme. Les dépenses de services ralentissent légèrement, notamment dans l'information-communication et dans les services non marchands. Les dépenses en énergie-eau-déchets chute du fait notamment des températures exceptionnellement clémentes. La consommation des touristes français à l'étranger augmente fortement. Du côté de l'investissement réalisé par l'ensemble des agents économiques, celui-ci se contracte du fait en particulier de la chute de l'investissement des ménages dans la construction.

Lecture des tableaux et méthodologie

1 - Le champ retenu (les colonnes des tableaux)

Les tableaux de bord présentés ici ont été mis en place à la suite des travaux menés à l'automne 2002 au sein d'un groupe de réflexion de la CCAN puis, en 2003, par un groupe de travail du CNIS Agriculture. Ils ont été amendés par un groupe de travail de la CCAN lors du passage à la base 2010.

Ils visent à comparer les évolutions de l'agriculture avec celles des autres grandes activités, pour les années 2013 et 2014.

*Les activités y sont considérées en tant que **branches**.*

- La **branche agriculture** est ici celle des comptes de la CCAN.
- La **proximité économique des industries agroalimentaires** avec l'agriculture a conduit à les isoler de l'industrie. En conséquence, l'**industrie** est définie ici comme l'industrie manufacturière hors IAA. L'énergie ne fait pas partie de ce regroupement.
- Le **champ retenu pour les services** est restreint aux seules branches qui sont principalement constituées de sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Ils regroupent ainsi les services principalement marchands, hormis le commerce qui est isolé dans une autre rubrique. Ils comprennent donc l'hébergement et restauration, les transports, l'information et communication (y compris activités informatiques), les activités scientifiques et techniques et les autres services tels que les arts et spectacles. Ils ne comprennent pas l'administration, l'éducation-santé-action sociale, les activités financières et d'assurance et les activités immobilières (dans lesquelles se trouve la grande masse des loyers réels ou imputés aux propriétaires occupants).
- L'importance des entreprises individuelles dans le **commerce** constitue, pour les comparaisons avec l'agriculture, un intérêt particulier qui a conduit à isoler cette activité.

On n'a ainsi retenu que des branches dont l'évolution macro-économique est guidée par celle des SNF-EI.

Dans l'ensemble de l'économie, la prédominance des SNF-EI est moins manifeste, ce qui pose des problèmes de comparabilité avec l'agriculture. C'est pourquoi, les comparaisons avec l'ensemble de l'économie s'entendent ici en restreignant l'économie aux seules SNF-EI (mais toutes activités confondues y compris énergie et construction).

2 - Les indicateurs retenus (les lignes des tableaux)

- En ce qui concerne les indicateurs retenus, l'activité des branches est caractérisée de façon très classique par l'évolution de la **valeur ajoutée brute** (c'est-à-dire sans enlever la consommation de capital fixe), au prix de base, et considérée en volume.
- L'évolution des **prix** est calculée pour la production et pour les consommations intermédiaires.
- Pour **l'emploi**, on retient l'emploi total, salarié et non salarié, en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle unité de travail annuel (UTA).
- La **productivité** apparente du travail est retracée sur le graphique 3. Elle est définie ici à partir du ratio de l'indice du volume de la valeur ajoutée brute par l'indice de l'emploi total en équivalent temps plein, conformément à ce qui, pour l'agriculture, est calculé pour Eurostat à partir des comptes de la CCAN.
- Les premiers indicateurs de résultat, global et par actif, sont les **valeurs ajoutées au coût des facteurs**, rapportées ou non à l'emploi total en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle revenu des facteurs de la branche agricole (global ou par UTA). Elle est alors calculée nette des amortissements, ce qui est en soi préférable s'agissant de mesurer un résultat proche de la notion de revenu. Dans le tableau de bord, les indicateurs de résultat ont cependant dû être exprimés en **brut** puisque la valeur des consommations de capital fixe n'est pas disponible pour les autres branches d'activité.
- L'**excédent brut d'exploitation** complète ces indicateurs de résultats. Dans le cadre central, c'est le dernier agrégat disponible par branche
- L'**investissement** est caractérisé de façon très classique par la formation brute de capital fixe (FBCF) en volume, ce qui n'inclut pas les terrains.
- Le **commerce extérieur** est établi par produits et non par branches ; en conséquence, l'ensemble de l'économie représente l'ensemble des échanges, sans référence aux SNF-EI ; l'ensemble de la filière agroalimentaire est agrégé ; le solde extérieur constitue l'unique agrégat du tableau qui n'est pas calculé en évolution ; sa variation est présentée également en euros et non en pourcentage d'évolution ; ces deux agrégats, complétés par les évolutions (en pourcentage) des flux d'exportations et d'importations, sont présentés à prix courants et non en volume. Par ailleurs, la comparabilité entre les produits des différentes branches n'est pas parfaite puisque les importations des différents biens sont, dans les comptes nationaux, valorisées y compris assurance et transport (CAF) alors que celles des services, du commerce et de l'ensemble de l'économie sont valorisées en considérant que les produits sont globalement valorisés hors assurance et transport (FAB) puisqu'une correction CAF-FAB est effectuée globalement sur l'ensemble des produits. L'ensemble de l'économie intègre également une importante correction liée à la prise en compte du tourisme, tous produits confondus.
- Le tableau s'achève avec la **demande intérieure finale** en volume par produit, laquelle regroupe la consommation finale et la FBCF.

Tableau de bord : agrégats en valeur en 2012

En milliards d'euros ¹

| Indicateurs | Agriculture | IAA | Industrie hors IAA et énergie | Services | Commerce | Ensemble des SNF-EI ² |
|--|-------------|-------|-------------------------------|----------|----------|----------------------------------|
| Indicateur d'activité | | | | | | |
| Valeur ajoutée brute | 30,0 | 41,9 | 168,3 | 530,1 | 194,0 | 1193,9 |
| Indicateur de facteurs de production | | | | | | |
| Emploi total en équivalent temps plein ¹ | 788,2 | 595,1 | 2041,9 | 8043,5 | 3375,7 | 17494,0 |
| Indicateurs de résultat | | | | | | |
| Valeur ajoutée brute au coût des facteurs | 36,8 | 39,8 | 160,3 | 517,7 | 185,7 | 1155,5 |
| Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif ¹ | 46,7 | 66,8 | 78,5 | 64,4 | 55,0 | 66,1 |
| Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte | 29,5 | 17,7 | 49,9 | 167,5 | 56,7 | 435,4 |
| Indicateur d'investissement | | | | | | |
| FBCF | 12,2 | | | | | 251,1 |
| Indicateurs du commerce extérieur | | | | | | |
| Exportations | 58,8 | | 350,6 | 97,2 | 4,2 | 595,2 |
| Importations | 47,7 | | 363,9 | 104,9 | 6,5 | 640,2 |
| Indicateur de demande intérieure | | | | | | |
| Demande intérieure finale | 200,9 | | 368,2 | 419,2 | 12,3 | 2128,4 |

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf emploi exprimé en milliers de personnes en équivalent temps plein,

et valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif exprimée en milliers d'euros.

2. Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

Sources : Compte spécifique CCAN et comptes nationaux (Insee).

Graphique 1 : Évolution comparée de la valeur ajoutée brute de différentes branches en volume

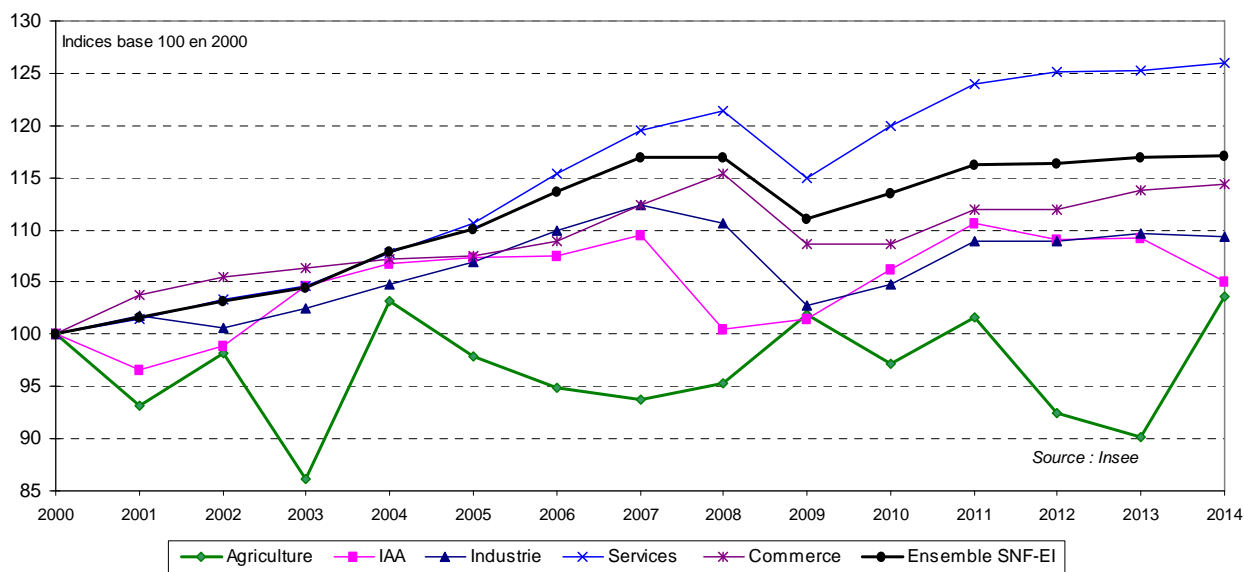


Tableau de bord : évolutions 2013

Variations par rapport à 2012¹

| Indicateurs | Agriculture | IAA | Industrie hors IAA et énergie | Services | Commerce | Ensemble des SNF-EI [*] |
|---|-------------|--------|-------------------------------|-----------|----------|----------------------------------|
| Indicateur d'activité | | | | | | |
| Valeur ajoutée brute en volume (%) | -2,4 % | +0,1 % | +0,6 % | +0,2 % | +1,8 % | +0,6 % |
| Indicateurs de prix | | | | | | |
| Prix de la production (%) | -2,3 % | +2,5 % | -0,5 % | +0,2 % | -0,1 % | -0,1 % |
| Prix des consommations intermédiaires (%) | +2,3 % | +2,2 % | -0,6 % | -0,1 % | -0,2 % | -0,3 % |
| Indicateur de facteurs de production | | | | | | |
| Emploi total en équivalent temps plein (%) | -1,0 % | -1,2 % | -1,7 % | +0,3 % | -0,3 % | -0,1 % |
| Indicateurs de résultat | | | | | | |
| Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%) | -10,5 % | -0,3 % | +1,1 % | +0,8 % | +0,5 % | +0,5 % |
| Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%) | -9,7 % | +0,9 % | +2,8 % | +0,5 % | +0,9 % | 0,6 % |
| Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%) | -14,2 % | -3,9 % | +3,6 % | 0,0 % | -0,3 % | -0,8 % |
| Indicateur d'investissement | | | | | | |
| FBCF en volume (%) | -1,1 % | | | | | +0,5 % |
| Indicateurs du commerce extérieur | | | | | | |
| Solde extérieur (en milliards d'euros) | +11,7 Md€ | | -4,3 Md€ | -14,8 Md€ | -2,5 Md€ | -39,3 Md€ |
| Variation du solde (en milliards d'euros) | +0,5 Md€ | | +9,0 Md€ | -7,1 Md€ | -0,2 Md€ | +5,7 Md€ |
| Exportations (en %) | +4,5 % | | +1,0 % | +2,7 % | +11,1 % | +1,3 % |
| Importations (en %) | +4,4 % | | -1,6 % | +9,3 % | +11,0 % | +0,4 % |
| Indicateur de demande intérieure | | | | | | |
| Demande intérieure finale en volume (%) | +0,3 % | | -0,7 % | +0,5 % | -1,3 % | +0,5 % |

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

* Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

Graphique 2 : Évolution comparée de l'excédent brut d'exploitation de différentes branches

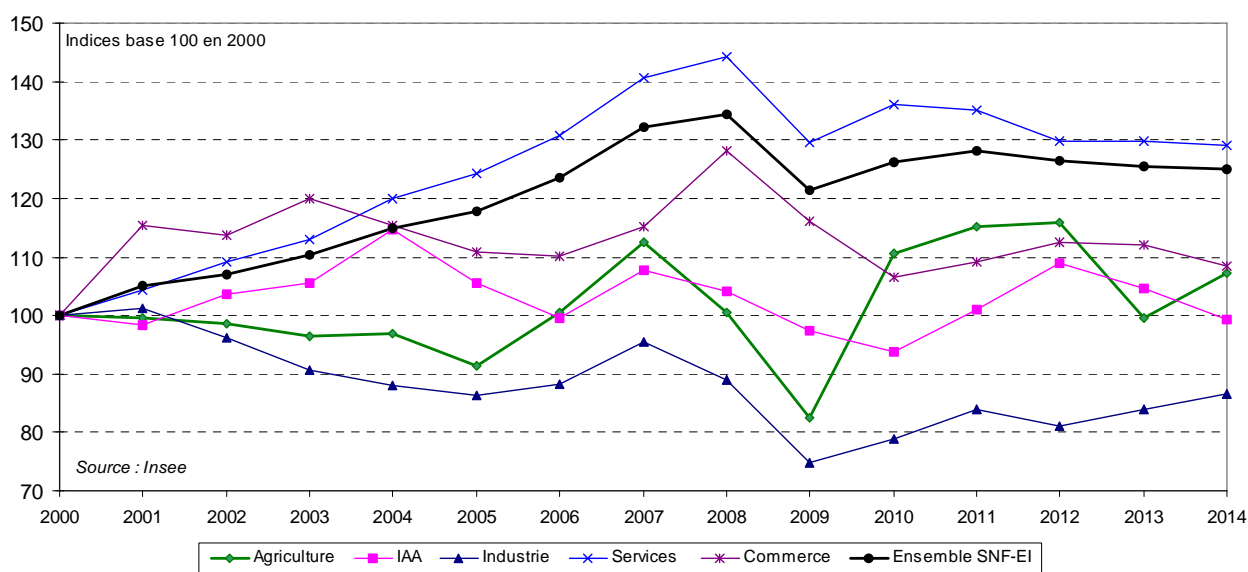


Tableau de bord : évolutions 2014

Variations par rapport à 2013¹

| Indicateurs | Agriculture | IAA | Industrie hors IAA et énergie | Services | Commerce | Ensemble des SNF-EI [*] |
|---|-------------|--------|-------------------------------|-----------|----------|----------------------------------|
| Indicateur d'activité | | | | | | |
| Valeur ajoutée brute en volume (%) | +15,0 % | -3,7 % | -0,2 % | +0,5 % | +0,5 % | +0,1 % |
| Indicateurs de prix | | | | | | |
| Prix de la production (%) | -5,1 % | -0,5 % | -0,6 % | 0,0 % | -1,2 % | -0,7 % |
| Prix des consommations intermédiaires (%) | -4,8 % | -1,4 % | -1,5 % | -0,5 % | -1,2 % | -1,3 % |
| Indicateur de facteurs de production | | | | | | |
| Emploi total en équivalent temps plein (%) | -0,8 % | -0,2 % | -1,7 % | +0,6 % | 0,0 % | +0,1 % |
| Indicateurs de résultat | | | | | | |
| Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%) | +6,6 % | -1,4 % | +1,2 % | +1,4 % | +0,2 % | +0,9 % |
| Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%) | +7,5 % | -1,2 % | +3,0 % | +0,8 % | +0,2 % | +0,8 % |
| Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%) | +7,8 % | -5,1 % | +3,2 % | -0,5 % | -3,2 % | -0,5 % |
| Indicateur d'investissement | | | | | | |
| FBCF en volume (%) | -4,6 % | | | | | +2,0 % |
| Indicateurs du commerce extérieur | | | | | | |
| Solde extérieur (en milliards d'euros) | +9,7 Md€ | | -7,0 Md€ | -17,5 Md€ | -3,0 Md€ | -39,2 Md€ |
| Variation du solde (en milliards d'euros) | -2,0 Md€ | | -2,7 Md€ | -2,7 Md€ | -0,5 Md€ | +0,1 Md€ |
| Exportations (en %) | -3,0 % | | +1,5 % | +5,5 % | +13,5 % | +1,4 % |
| Importations (en %) | +0,3 % | | +2,2 % | +7,2 % | 15,3 % | +1,3 % |
| Indicateur de demande intérieure | | | | | | |
| Demande intérieure finale en volume (%) | +0,1 % | | +2,1 % | +0,4 % | -2,0 % | +0,5 % |

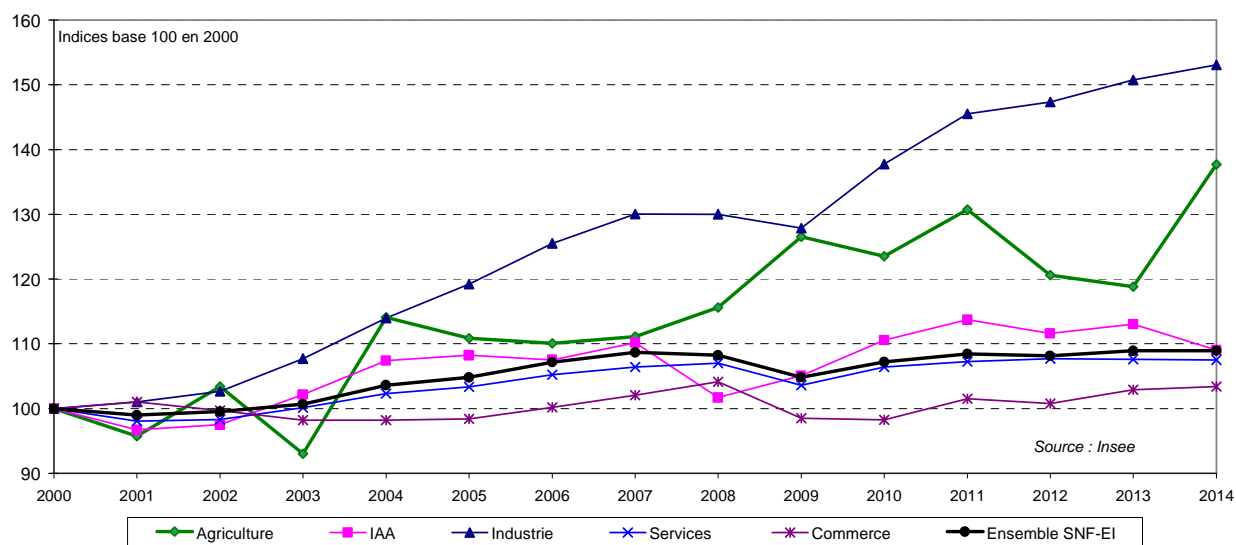
Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

* Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

Graphique 3 : Évolution comparée de la productivité



LE COMPTE NATIONAL DE L'AGRICULTURE

Données provisoires arrêtées en mai 2015

La valeur de la production de la branche agriculture progresse à nouveau en 2014 après son recul de 2013. Les volumes augmentent mais les prix baissent. C'est le cas également pour les consommations intermédiaires, leur croissance en volume étant plus faible que celle de la production.

Le revenu de la branche agriculture augmente donc sensiblement en 2014. La croissance globale résulte d'évolutions différenciées selon les activités.

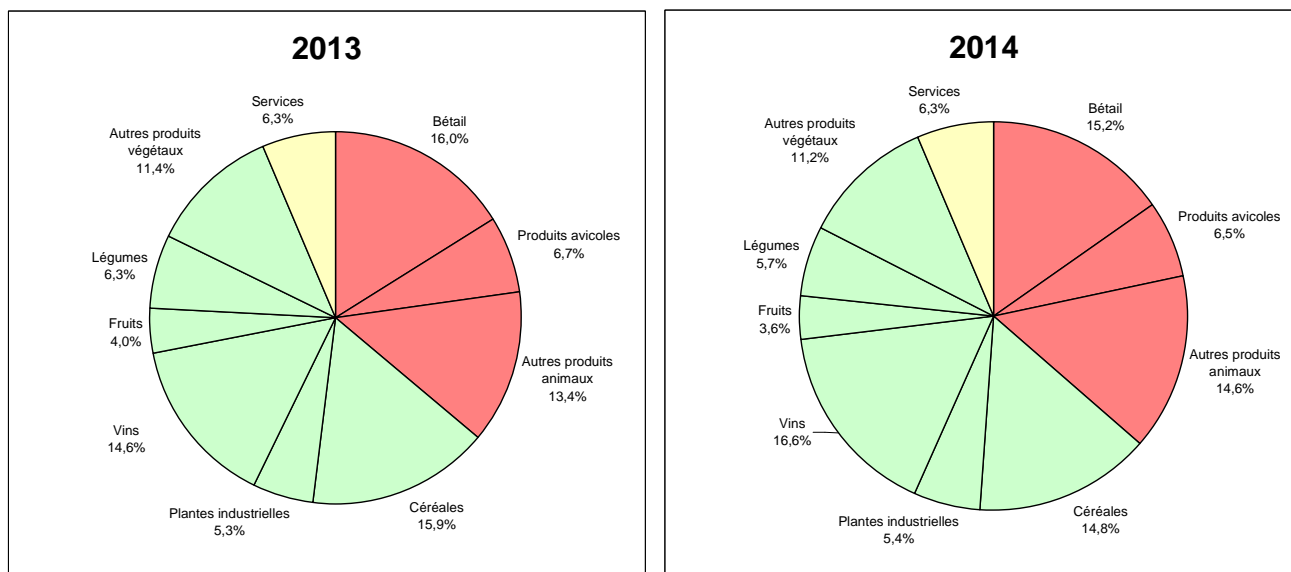
Toutefois, les investissements reculent suite à la baisse des revenus de l'année 2013.

La production

O La valeur de la production hors subventions sur les produits s'oriente à la hausse (+ 1,1 %). Le surcroît de volume de la production (+ 6,5 %) est en partie effacé par une nouvelle baisse sensible des prix (- 5,1 %). Atteignant un montant total de 74,3 milliards d'euros en 2014, elle est supérieure de 0,8 milliards à celle de 2013 (graphique 2). Ces mouvements contraires sur les volumes d'une part et sur les prix d'autre part s'observent pour les grandes cultures ainsi que pour le bétail dans de moindres proportions.

Graphique 1

Part des différents produits dans la valeur de la production agricole (hors subventions) en 2013 et 2014



Source : Insee

Céréales : blé dur, blé tendre, maïs, orge, autres céréales

Plantes industrielles : oléagineux, protéagineux, tabac, betteraves, autres plantes industrielles

Légumes : légumes frais, pommes de terre

Fruits : fruits frais

Vins : vins d'appellation d'origine, autres vins

Autres produits végétaux : plantes fourragères, plantes et fleurs

Bétail : gros bovins, veaux, ovins-caprins, équidés, porcins

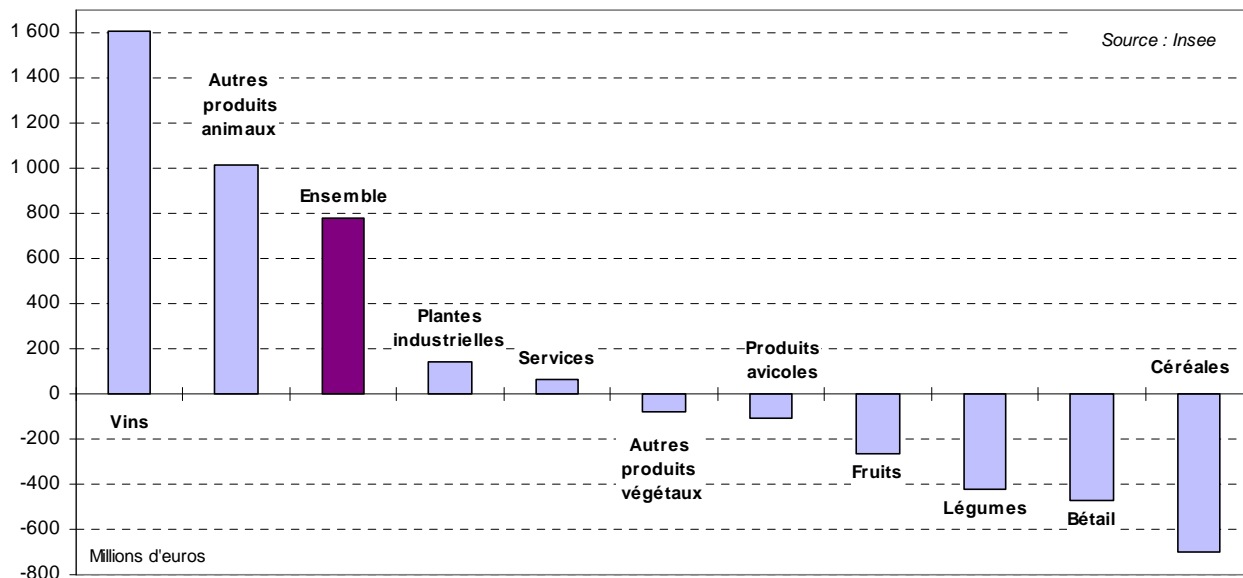
Produits avicoles : volailles, œufs

Autres produits animaux : lait et produits laitiers, autres produits de l'élevage

Services : activités principales de travaux agricoles, activités secondaires de services

Graphique 2

Variation de la valeur de la production agricole (hors subventions) entre 2013 et 2014



○ **Le volume** de la production agricole progresse fortement en 2014 (+ 6,5 %) après deux ans de repli. Les productions végétales contribuent largement à cette évolution.

Les productions végétales progressent de 9,8 % en volume. Dans un contexte météorologique favorable aux rendements, les récoltes de céréales, oléagineux et protéagineux enregistrent une hausse quasi généralisée. Elles sont particulièrement abondantes pour le maïs et pour l'orge. Les rendements du colza retrouvent des niveaux plus habituels. En revanche, la récolte de blé dur recule du fait de moindres surfaces. Les rendements de la betterave sont meilleurs. Les récoltes de fruits et de légumes augmentent de façon modérée. La production de pommes de terre, toujours fluctuante d'une année à l'autre, effectue une poussée. Pour les vins, la récolte s'oriente également à la hausse, mettant un terme à deux années médiocres.

Les productions animales augmentent de 2,4 % en volume. La production de gros bovins progresse légèrement après deux années de baisse, avec en particulier une hausse des abattages de vaches de réforme dans la perspective de la fin des quotas laitiers. Celle des veaux ralentit sa baisse mais reste à un niveau bas. La production de porcins augmente timidement, les exportations étant en particulier pénalisées par l'embargo russe pour motif sanitaire et celle des ovins-caprins, tendanciellement en baisse, se redresse. La production de volailles augmente, tout comme celle des œufs. La collecte laitière s'accroît, stimulée par

la bonne orientation des prix ainsi que par un moindre coût des aliments pour animaux.

○ **Le prix hors subventions** de la production agricole accentue son repli en 2014 (- 5,1 %). La baisse se poursuit en effet pour les productions végétales et atteint désormais les productions animales.

Le prix des productions végétales diminue de 8,3 %. Les cours des céréales, oléagineux et protéagineux subissent une nouvelle baisse importante. Parmi les grandes cultures, seul le blé dur se renchérit. Les prix des betteraves diminuent une nouvelle fois, la baisse des cours mondiaux du sucre se poursuivant. Le prix des fruits et des légumes se retournent. Au final, parmi les principales cultures végétales, seuls les vins bénéficient à la fois d'une hausse des volumes et d'une bonne orientation des prix en raison de stocks toujours faibles.

Le prix hors subventions des productions animales décroît de 0,8 %. Pour les gros bovins, le prix reflue mais reste supérieur à son niveau moyen des cinq dernières années. Celui des veaux évolue peu. Le prix des porcins décroche en lien avec l'importance de l'offre européenne. Celui des ovins-caprins augmente en raison de moindres disponibilités. Le prix des volailles se retourne à la baisse. Celui des œufs interrompt sa chute de 2013. Les cours du lait conservent leur dynamique de l'année précédente grâce notamment à la demande mondiale.

Les subventions sur les produits

En millions d'euros

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|-------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Subventions* | | | | | | |
| sur les productions végétales | 1 396,5 | 376,4 | 354,3 | 311,6 | 281,0 | 289,7 |
| sur les productions animales | 1 103,4 | 834,5 | 787,3 | 757,2 | 764,6 | 769,7 |
| Total | 2 499,9 | 1 210,9 | 1 141,6 | 1 068,8 | 1 045,6 | 1 059,4 |

* Les subventions sur les produits sont présentées en montants dus au titre de la campagne.

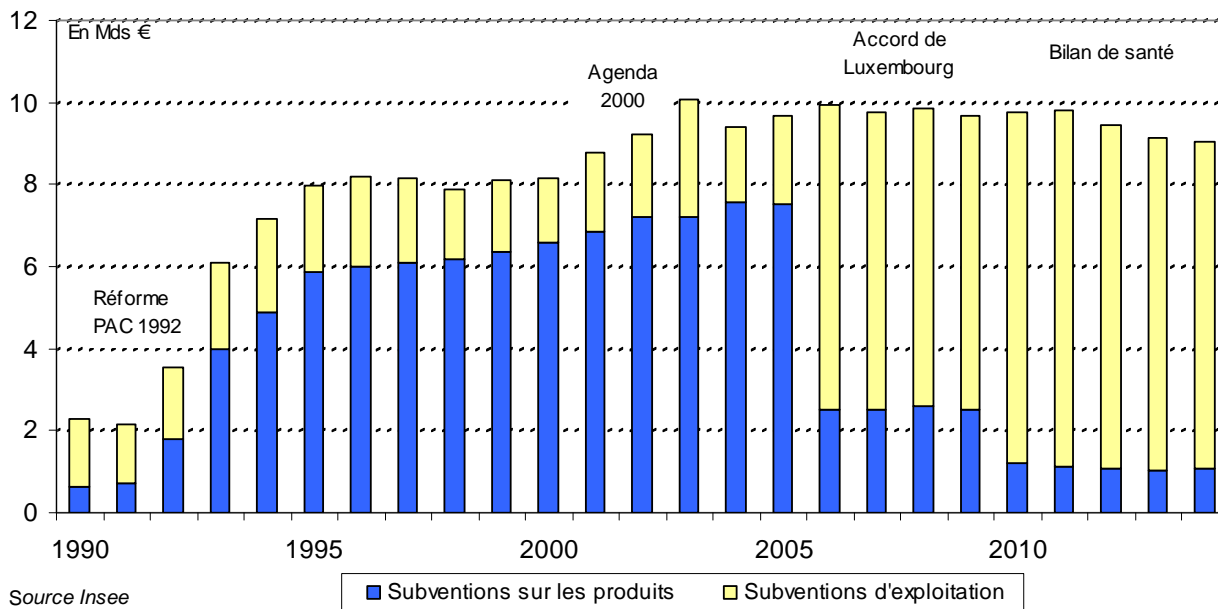
Source : ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Offices agricoles

Depuis la mise en œuvre du Bilan de santé de la PAC en 2010, les subventions d'exploitation se sont largement substituées aux aides directes aux productions (voir page 27). La subvention la plus importante de cette catégorie est la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) dont le dispositif évolue en 2014 : la part nationale de l'aide disparaît et est remplacée par une aide complémentaire de l'UE. L'ensemble fléchit légèrement (-0,9 %).

Une nouvelle aide est mise en place pour les pommes de terre de féculerie.

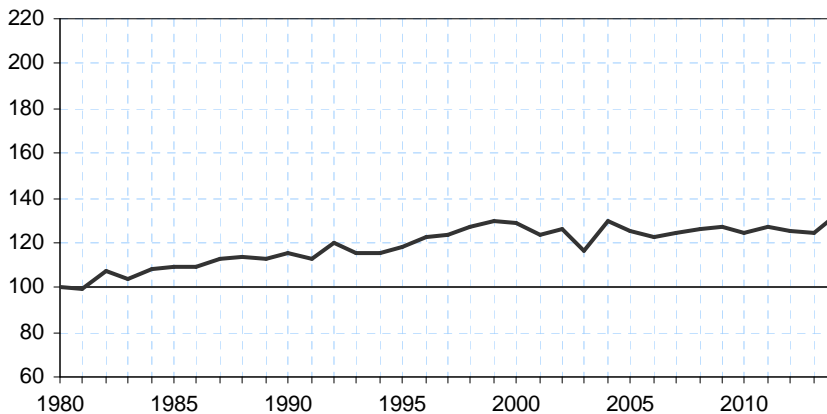
Globalement, les subventions sur les produits augmentent de 1,3 %, dont +3,1 % pour les productions végétales et +0,7 % pour les productions animales.

Graphique 3
Évolution des subventions à l'agriculture



Source Insee

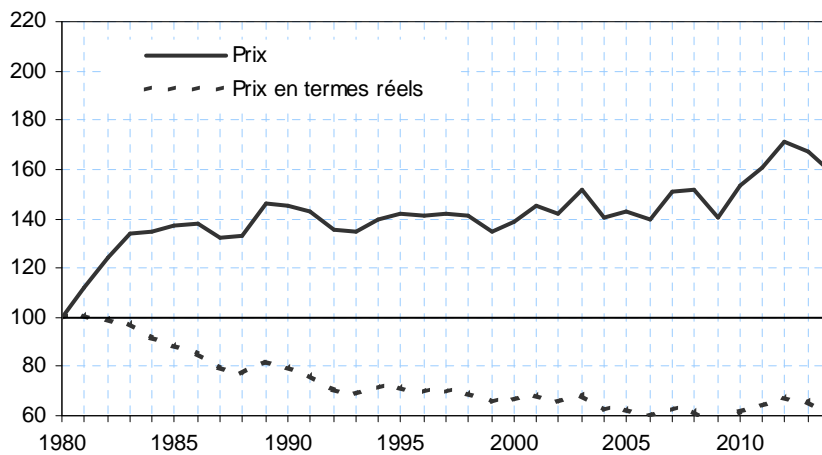
Graphique 4
Production agricole : évolution du volume



Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de volume aux prix de l'année précédente.

Source : Insee

Graphique 5
Production agricole : évolution du prix de base



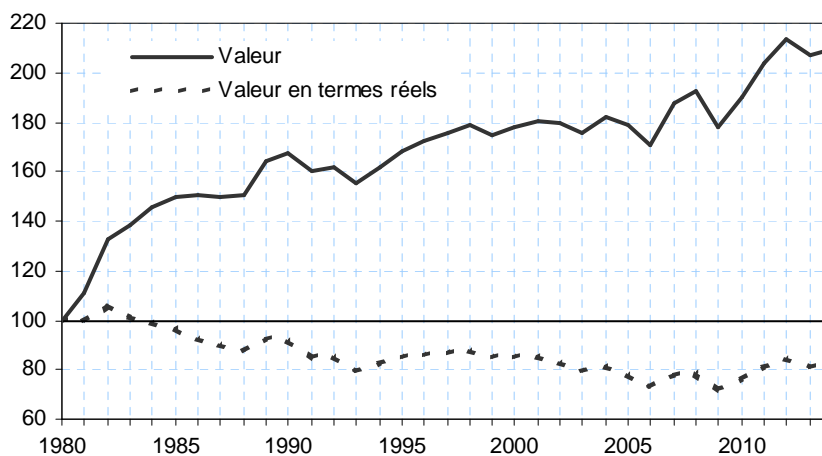
Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de prix (prix de base, c'est-à-dire y compris subventions et hors impôts sur les produits)
 Les indices en termes réels sont déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement

En 2006 et 2010, la baisse du prix de base de la production intègre un effet purement comptable des réformes de la PAC : des subventions sur les produits, auparavant incluses dans la production au prix de base donc dans la valeur ajoutée, ont été remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Source : Insee

Graphique 6
Production agricole : évolution de la valeur en termes réels



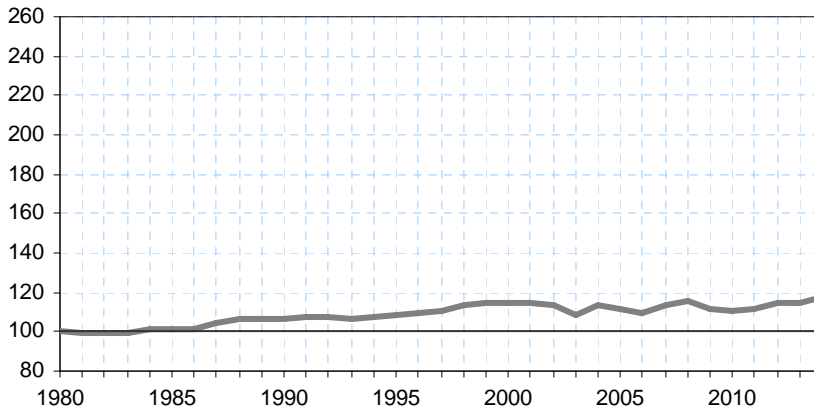
Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de valeur de la production au prix de base (y compris subventions et hors impôts sur les produits)
 Les indices en termes réels sont déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement

En 2006 et 2010, la baisse de la valeur de la production au prix de base intègre un effet purement comptable de la réforme de la PAC.

Source : Insee

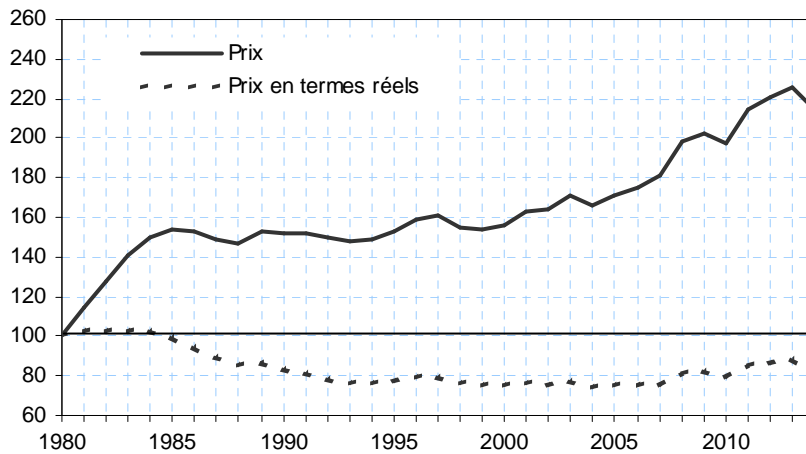
Graphique 7
Consommations intermédiaires : évolution du volume



Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de volume, aux prix de l'année précédente.

Source : Insee

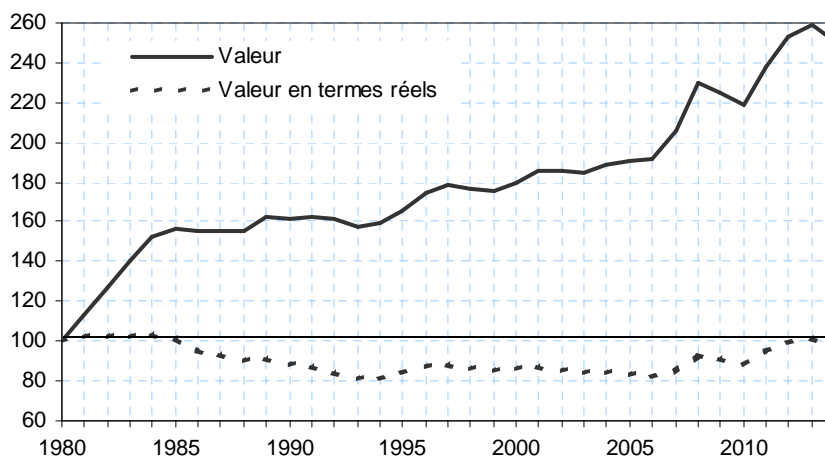
Graphique 8
Consommations intermédiaires : évolution du prix en termes réels



Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de prix
 Les indices en termes réels sont déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Graphique 9
Consommations intermédiaires : évolution de la valeur en termes réels



Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de valeur
 Les indices en termes réels sont déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

La production au prix de base

Dans les comptes, la production est valorisée au prix de base, c'est-à-dire y compris subventions sur les produits. En 2014, la production au prix de base augmente de 1,1 % en valeur.

Compte tenu du faible niveau atteint par les subventions sur les produits, cette évolution est désormais très proche de celle de la production hors subventions, avec des différences selon les productions.

Les consommations intermédiaires

En 2014, la valeur des consommations intermédiaires de la branche agriculture diminue de 3,1 %. Les consommations intermédiaires croissent en volume de 1,8 % mais le prix moyen recule de 4,8 %. Cette baisse intervient après trois années consécutives de hausse, l'alourdissement des charges entre 2010 et 2013 atteignant 18,8 %.

L'allègement de la facture s'explique par la nette réduction du montant des achats en aliments, en engrais et dans une moindre mesure en énergie et lubrifiants.

Les dépenses en **aliments pour animaux** achetés en dehors de la branche agricole diminuent de 7,8 % en 2014, après des progressions de 15,2 % en 2011, 6,3 % en 2012 et 4,6 % en 2013.

Après avoir atteint leur plus haut niveau des dix dernières années en 2012, les cours des matières premières entrant dans la fabrication des aliments composés avaient reculé de 4,4 % en 2013. Ils s'étaient toutefois maintenus à un niveau élevé en fin d'année 2013 et étaient repartis à la hausse durant le premier trimestre 2014. Ils ont ensuite chuté sensiblement à partir du mois d'avril et ce jusqu'en octobre, avant de remonter au cours des deux derniers mois de l'année. En 2014, les cours sont ainsi en repli de 13 % par rapport à 2013. Cette

baisse des cours des matières premières se répercute, atténuée, sur le prix moyen des aliments composés payé par les éleveurs, qui recule de 8 %.

En dehors du prix des aliments pour l'allaitement qui ne recule que de 1,2 %, la baisse des prix des différentes catégories d'aliments composés est assez sensible. Celle-ci est de 11,5 % pour les aliments des porcins, de 9 % pour les aliments des volailles et de 6,4 % pour les aliments des bovins.

Les quantités consommées d'aliments composés sont en léger recul (- 0,8 %) avec des évolutions variables selon les catégories d'aliments. La consommation d'aliments pour bovins progresse de 1,8 %. Elles est portée par la demande en aliments pour vaches laitières, dans un contexte plutôt favorable à la production de lait. La consommation d'aliments pour les volailles est relativement stable. Celle en aliments pour les porcins est orientée à la baisse (- 3,4 %), de même que la demande en aliments destinés à l'allaitement des veaux (- 4,2 %).

Hors aliments composés, la facture en tourteaux de soja et de colza augmente de 3,4 %. Les prix sont en repli de 4,6 % mais la hausse des utilisations est de 8,4 %.

Tableau 3
Évolution des consommations intermédiaires en 2014

| | | En % | | |
|---|----------------|--------------|--------------|--------------|
| | | Volume | Prix | Valeur |
| Ensemble des consommations intermédiaires* | 100,0 % | + 1,8 | - 4,8 | - 3,1 |
| Ensemble hors aliments intra consommés | 84,4 % | + 0,3 | - 2,5 | - 2,2 |
| dont : Aliments pour animaux ** | 19,3 % | - 0,3 | - 7,5 | - 7,8 |
| Engrais et amendements | 9,7 % | + 0,1 | - 10,0 | - 10,0 |
| Énergie et lubrifiants | 9,6 % | + 0,2 | - 3,7 | - 3,6 |
| Produits de protection des cultures | 6,5 % | + 0,0 | + 0,3 | + 0,3 |

* Y compris services bancaires non facturés ou services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim).

** Aliments pour animaux achetés aux industries agroalimentaires (aliments composés, tourteaux, luzerne déshydratée, pulpes de betteraves...); ils ne comprennent pas les produits agricoles intra consommés, tels que les fourrages.

Les pourcentages indiqués correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de l'ensemble des consommations intermédiaires en 2013.

Source : Insee

La charge en produits de **protection des cultures** croît de 0,3 %, après deux années où la hausse était voisine de 7 %. Le prix des herbicides est en hausse de 1,5 % et ceux des fongicides et insecticides restent stables. Pour les autres produits de traitements divers, il est en recul de 1,2 %.

La facture du poste « **énergie et lubrifiants** » s'allège de 3,6 % en 2014 en raison du repli des prix des produits pétroliers. Son niveau est cependant très élevé, conséquence des fortes hausses enregistrées les années précédentes, en particulier entre 2009 et 2012 (+ 15 % par an en moyenne).

Sur l'année 2014, le prix moyen du baril de pétrole brut « Brent » côté à Rotterdam recule de 7,5 euros (-9 %) par rapport à 2013, entraînant dans son sillage une baisse de 5,7 % du prix moyen des produits pétroliers. Le prix du gazole non routier, carburant qui représente un peu plus de la moitié de la facture, décroît de 5,7 % et celui du fioul lourd de 6,7 %. L'évolution à la baisse est plus marquée pour le fioul domestique (- 8,3 %) et le GPL (-11,4 %). Les reculs des prix de l'essence et du gazole sont respectivement de 4,1 % et 4,6 %. Seul le prix des lubrifiants est en légère hausse (+ 0,7 %). Hors produits pétroliers, le prix du gaz naturel décroît de 6,3 % tandis que celui de l'électricité progresse de 5,7 %.

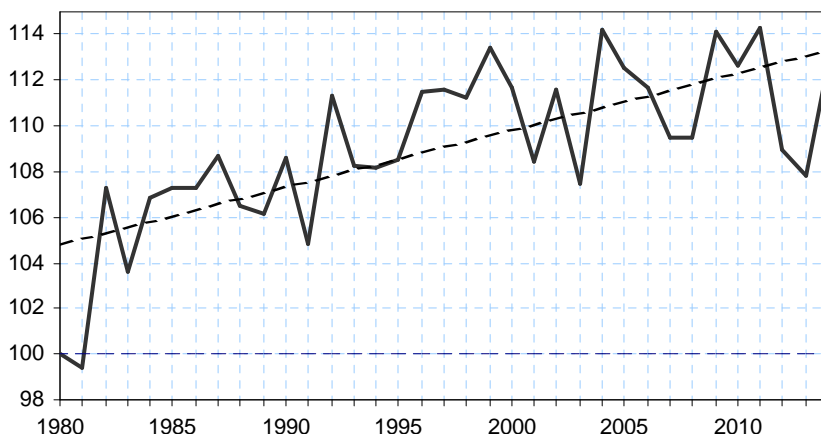
Ces estimations tiennent compte de la hausse à partir du 1er avril 2014 des taxes sur le gazole non routier, le fioul lourd et le gaz naturel ainsi que de la

reconduction du remboursement partiel de ces taxes.

Les dépenses en **engrais et amendements** diminuent de 10 %, en raison de la chute du prix moyen. Les prix des différentes familles d'engrais sont tous orientés en nette baisse. En particulier, le prix des engrais simples azotés a reculé de 11 % entre les campagnes 2012/2013 et 2013/2014, influencé par le recul du prix du gaz naturel. Ce dernier constitue la principale matière première pour la fabrication de l'ammoniac, élément précurseur des engrais azotés. Le recul est de 11,7 % pour les engrais simples phosphatés et de 5,6 % pour les engrais simples potassiques. Pour les engrais composés, la contraction des prix est de 13,6 % pour les binaires azote-phosphore, de 5,9 % pour les binaires phosphore-potassium, et de 9,5 % pour les engrais ternaires.

Les livraisons d'engrais restent globalement stables par rapport à la campagne 2012/2013, avec des évolutions variables selon les catégories. Les livraisons d'engrais simples azotés sont en progression de 2,8 %. Elles sont également orientées à la hausse pour les engrais composés contenant de l'azote : + 2,8 % pour les binaires azote-phosphore et + 1,5 % pour les ternaires. À l'inverse, les livraisons sont en recul de 17,2 % pour les engrais simples phosphatés, de 4,8 % pour les engrais simples potassiques et de 14,1 % pour les binaires phosphore-potassium.

Graphique 10
Évolution de la productivité des consommations intermédiaires

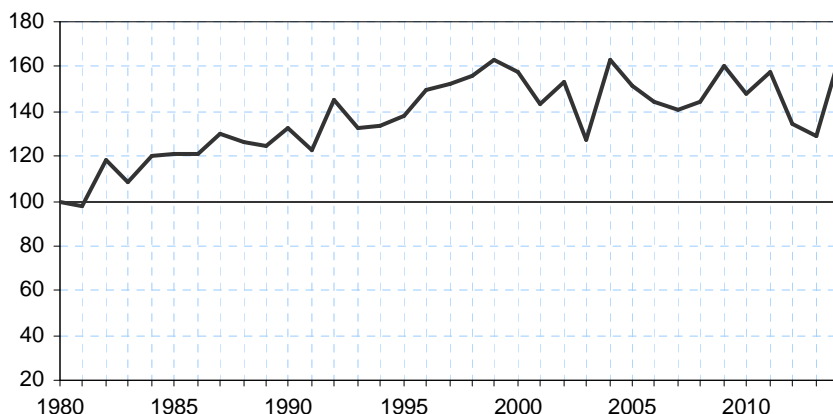


Indice 100 en 1980
La productivité des consommations intermédiaires est définie comme le rapport de l'indice de volume de la production sur l'indice de volume des consommations intermédiaires

Les aléas climatiques pèsent beaucoup sur les fluctuations annuelles de cet indicateur. Sur le long terme, on observe cependant une amélioration de la productivité.

Source : Insee

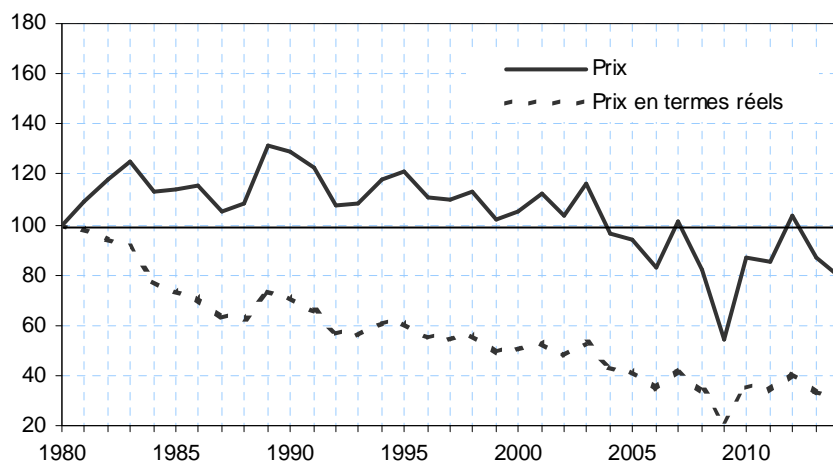
Graphique 11
Valeur ajoutée nette : évolution du volume



Source : Insee

Indice 100 en 1980
Chaînage des indices de volume, au prix de l'année précédente.

Graphique 12
Valeur ajoutée nette : évolution du prix

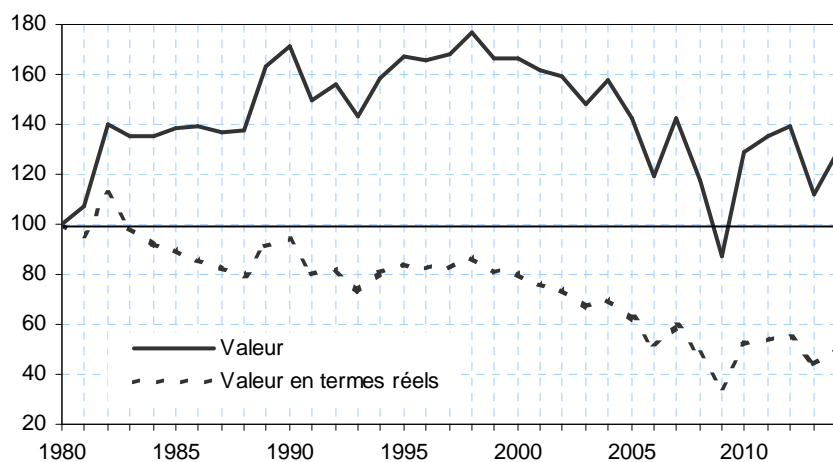


Source : Insee

Indice 100 en 1980
Chaînage des indices de prix
Les indices en termes réels sont déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
En 2006 et 2010, la chute du prix de la valeur ajoutée intègre un effet purement comptable des réformes de la PAC : des subventions sur les produits, auparavant incluses dans la production au prix de base donc dans la valeur ajoutée, ont été remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Graphique 13
Valeur ajoutée nette : évolution de la valeur en termes réels



Source : Insee

Indice 100 en 1980
Chaînage des indices de valeur
Les indices en termes réels sont déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement
En 2006 et 2010, la chute de la valeur ajoutée en termes réels intègre un effet purement comptable de la réforme de la PAC.

La valeur ajoutée

La **valeur ajoutée brute**, premier solde comptable, est égale à la production au prix de base diminuée des consommations intermédiaires. En 2014, elle repart à la hausse en valeur (+ 8,6 %) après la baisse de 2013. Cette évolution s'explique essentiellement par la croissance du volume de la production sensiblement plus rapide que celle des intrants, générant une forte hausse du volume de la valeur ajoutée (+ 15 %). Côté prix, l'impact est négatif, mais de moindre importance. Cette évolution de la valeur ajoutée de la branche agriculture considérée globalement ne touche pas toutes les catégories d'exploitations de la même façon, céréaliers et viticulteurs se trouvant dans les situations extrêmes.

La **consommation de capital fixe** représente l'amortissement économique du capital de la branche, réévalué au prix de l'année étudiée. Elle porte sur l'ensemble des biens de capital fixe (plantations, matériels, bâtiments), à l'exception des animaux. En 2014, la consommation de capital fixe diminue de 0,2 %. Conséquence de la dépréciation des générations d'investissement passées, la hausse de la consommation de capital fixe en volume répercute l'évolution passée des investissements. En prix, sa baisse découle de celle du prix des actifs fixes en 2014, notamment des machines agricoles.

La **valeur ajoutée nette** se déduit de la valeur ajoutée brute au prix de base en enlevant la consommation de capital fixe. Du fait du poids et de l'évolution de cette dernière, la valeur ajoutée nette augmente davantage que la valeur ajoutée brute.

Tableau 2
La valeur ajoutée en 2014

Valeurs en millions d'euros - Évolution en %

| | Valeur 2014 | Évolution volume | Évolution prix | Évolution valeur |
|-----------------------------------|-----------------|------------------|----------------|------------------|
| Production au prix de base | 75 360,6 | 6,5 | -5,1 | 1,1 |
| Consommations intermédiaires | 46 665,0 | 1,8 | -4,8 | -3,1 |
| Valeur ajoutée brute | 28 695,6 | 15,0 | -5,6 | 8,6 |
| Consommation de capital fixe | 11 131,0 | 0,2 | -0,4 | -0,2 |
| Valeur ajoutée nette | 17 564,6 | 25,8 | -8,6 | 15,0 |

Source : Insee

Les autres subventions et impôts sur la production

Hors subventions sur les produits, **les subventions d'exploitation** s'élèvent à 8,0 milliards d'euros en 2014. Depuis la mise en place des mesures décidées lors du **bilan de santé** de la PAC qui a institué de nouvelles aides agro-environnementales en compensation de la baisse des subventions sur les produits (graphique 3 p 21), elles constituent les principales aides directes à l'agriculture.

En 2014, hors CICE, les subventions d'exploitation sont financées à hauteur de 92 % par l'Union européenne ; elles reculent de 4,1 % par rapport à 2013,

Depuis 2006, le paiement unique (6,3 milliards d'euros), qui s'est substitué en grande partie aux aides liées à la production, est la composante

principale (80,8 %) de ces subventions. En 2014, anticipant la prochaine réforme de la PAC, il diminue de 7,6 % au profit des aides agro-environnementales.

Les aides agro-environnementales augmentent donc sensiblement en 2014 (+ 7,1 %) après une quasi-stabilité en 2013. La prime à l'herbe (PMHAE) baisse encore de 11,4 %, mais les autres paiements augmentent de 12,2 %.

Comme en 2013, des aides attribuées au titre des calamités agricoles n'ont été que ponctuelles en 2014. C'est aussi le cas des aides de crise qui n'ont concerné que les exploitations touchées par la fièvre catarrhale ovine en Corse et les apiculteurs.

Par ailleurs, l'année 2014 voit les premiers remboursements de charges dans le cadre du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Cette mesure permet aux entreprises éligibles de diminuer leurs charges sociales, sous la forme d'une réduction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés. Le CICE 2014 est estimé à 4 % des masses salariales éligibles en 2013.

Les **autres impôts sur la production** sont quasiment stables (-0,3 %) en 2014. Il s'agit des impôts sur la production autres que les impôts sur les produits, déjà pris en compte dans le calcul de la production au prix de base. Les impôts fonciers, qui en représentent les deux tiers, augmentent de 1,3 % avec des dégrèvements réduits de 14,0 %. Les autres impôts baissent de 3,0 %. La plus grande partie est constituée par la TVA sur les consommations intermédiaires et l'investissement restant à la charge des agriculteurs.

Tableau 3
Subventions d'exploitation de la branche agriculture

En millions d'euros

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Paiement unique | 5 695,6 | 5 741,0 | 5 770,0 | 6 922,0 | 6 892,2 | 6 923,8 | 6 781,6 | 6 265,0 |
| Indemnité compensatrice de handicap naturel | 527,8 | 494,1 | 496,6 | 528,5 | 547,5 | 534,1 | 532,8 | 585,6 |
| Prime herbagère agri-environnementale, PMSEE ¹ | 243,5 | 235,7 | 221,0 | 249,6 | 277,8 | 244,1 | 224,3 | 198,7 |
| Autres aides agri-environnementales | 200,3 | 155,5 | 171,9 | 226,0 | 404,6 | 249,0 | 274,5 | 320,2 |
| Retrait pluriannuel des terres | 2,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Aide au gel des terres (jachère non industrielle) | 16,9 | 8,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Indemnités au titre des calamités agricoles | 56,6 | 130,7 | 69,0 | 117,5 | 297,9 | 113,9 | 34,3 | 39,9 |
| Compensations pour retraits de fruits et légumes | 2,4 | 0,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Aides aux producteurs de fruits et légumes | 0,6 | 1,1 | 8,0 | 0,2 | 2,0 | 3,0 | 0,4 | 0,0 |
| Aides aux viticulteurs | 48,8 | 16,2 | 1,7 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,2 | 0,0 |
| Aides aux éleveurs | 10,6 | 110,1 | 221,8 | 211,1 | 51,2 | 50,5 | 47,2 | 50,9 |
| Indemnités pour dégâts de gibier | 22,0 | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 20,0 | 30,0 | 40,0 |
| Agriculteurs en difficulté | 4,4 | 2,3 | 2,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Prises en charge d'intérêts | 7,9 | 22,2 | 0,0 | 76,4 | 0,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Autres subventions d'exploitation | 36,9 | 62,1 | 48,0 | 90,3 | 111,8 | 107,9 | 107,3 | 108,1 |
| Bonifications d'intérêts ² | 225,1 | 163,2 | 98,3 | 79,5 | 46,5 | 108,9 | 29,9 | 123,3 |
| Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) | | | | | | | | 250,0 |
| Total métropole | 7 185,2 | 7 249,3 | 7 128,5 | 8 521,2 | 8 652,1 | 8 355,2 | 8 062,5 | 7 981,7 |
| Subventions dans les DOM | 61,4 | 20,4 | 21,7 | 24,0 | 24,9 | 24,3 | 24,3 | 24,3 |
| Total | 7 246,6 | 7 269,7 | 7 150,2 | 8 545,2 | 8 677,1 | 8 379,4 | 8 086,7 | 8 006,0 |

1. La prime herbagère agri-environnementale (PHAE) a remplacé la prime de maintien des systèmes d'élevage extensif (PMSEE) en 2003.

2. Le traitement des Sifim oblige à travailler sur les intérêts bruts, et non nets des bonifications d'intérêt accordées par l'État et le Feader. Les bonifications, destinées à compenser une partie des intérêts, sont donc portées dans les subventions d'exploitation pour équilibrer le compte de la branche. Voir le dossier sur les Sifim dans le rapport 2005.

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Offices agricoles

Le revenu des facteurs de la branche agricole

Le **revenu des facteurs de la branche agricole** se calcule à partir de la valeur ajoutée nette en ajoutant les subventions d'exploitation et en retranchant les autres impôts sur la production. Il rémunère les facteurs de production, travail et capital. Il est aussi appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs.

En 2014, l'élément déterminant de l'évolution du *revenu des facteurs* est l'augmentation de 1,1 % de la valeur de la production agricole au quel s'ajoute la baisse des consommations intermédiaires (-3,1 %) et de la consommation de capital fixe (-0,2 %). Les autres éléments ont un effet négatif, mais moindre. Au final, le **revenu des facteurs de la branche agricole** augmente nettement (+ 10,2 %) mais sans compenser la baisse de 2013.

En termes réels, déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 0,6 %), le **revenu des facteurs de la branche agricole** progresse de 9,6 % sans retrouver le niveau de 2012.

Compte tenu de la réduction de l'emploi agricole total (-0,8 % en nombre d'unités de travail annuel), le **revenu des facteurs** par actif croit un peu plus vite (+ 11,1 %).

En termes réels, le **revenu des facteurs de la branche agricole** par actif¹ augmente de 10,5 % en 2014 après un recul de 15,6 % en 2013 et trois années à un niveau élevé. Il retrouve un niveau comparable à 2010 ou 2007.

Compte tenu de l'acquis des années antérieures, il recule en tendance (mm3) en conservant un haut niveau.

Ces résultats globaux résultent cependant d'évolutions différenciées selon le type d'exploitation.

Le revenu net de la branche agricole

La **rémunération des salariés** progresse en 2014 de 2,9 %. L'augmentation des salaires versés par les unités agricoles résulte de l'augmentation du taux de salaire de 1,1 % et de celle du nombre d'UTA salariées de 1,8 %.

Les **charges locatives** nettes augmentent de 3,1 % en 2014 après + 3,9 % en 2013. Le montant des charges locatives brutes dépend de la superficie agricole en fermage et du coût du fermage à l'hectare. La part des surfaces en fermage progresse au rythme de 1 % par an sur le long terme. L'augmentation du revenu agricole récent, sur lequel les fermages sont indexés, a eu des répercussions à la hausse sur les charges locatives des exploitants. Les charges locatives qui entrent dans le compte de revenu sont nettes des impôts fonciers que les propriétaires terriens répercutent sur les fermiers ; ces impôts fonciers sont déjà comptabilisés au compte d'exploitation de la branche agricole.

Les **intérêts** dus par les unités agricoles diminuent encore en 2014 (-4 %). L'évolution des intérêts versés résulte de l'évolution combinée des encours

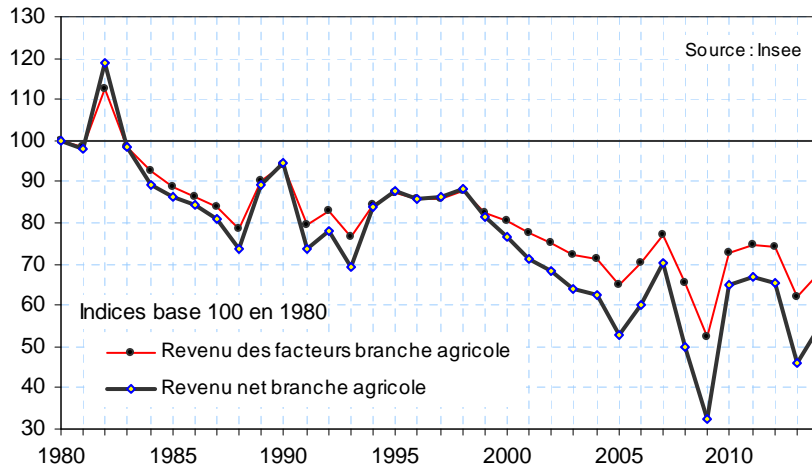
et des taux d'intérêt. L'encours des prêts à l'agriculture augmente toujours depuis 2007 du fait des prêts d'investissement (équipement et foncier), mais plus lentement depuis 2010. Sur l'année 2013, il a progressé de 3,2 % tiré par les prêts non bonifiés d'investissement (+ 3,4 %) et les prêts à court terme (+ 4,9 %). En revanche, les taux d'intérêt apparents, définis par le rapport des intérêts aux encours, continuent de baisser en 2014. Au final, le taux d'intérêt apparent global se situe à 3,37 % en 2014 après 3,61 % en 2013, deux années autour de 3,82 % et 4,14 % en 2010.

Le taux d'intérêt de référence diminue à nouveau (1,32 % en 2014 après 1,652 % en 2013 et 2,125 % en 2012) alors qu'il atteignait 4,9 % en 2008. Les marges des établissements bancaires augmentent donc encore. Les **intérêts hors Sifim**² qui figurent dans la séquence des comptes correspondent aux intérêts bruts (avant déduction des bonifications d'intérêt dont l'agriculture est le bénéficiaire final) hors rémunération des services financiers qui sont comptabilisés en consommations intermédiaires. Hors Sifim, les intérêts diminuent de 13,2 % en 2014.

¹ C'est cet indicateur (dit Indicateur A) qu'Eurostat utilise pour comparer les revenus agricoles des pays de l'UE.

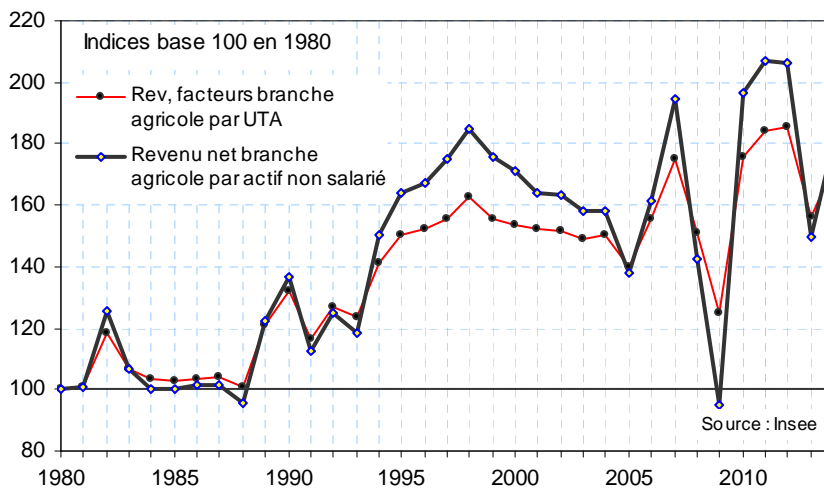
² Sifim : Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Graphique 14
Indicateurs de revenu en termes réels



Indice 100 en 1980
Chaînage des indices de valeur,
déflatés par l'indice de prix du PIB.

Graphique 15
Indicateurs de revenu par actif en termes réels

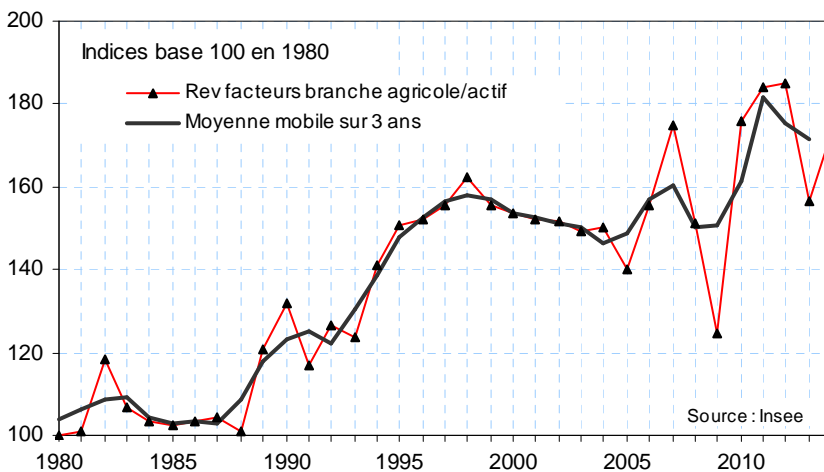


Indice 100 en 1980
Chaînage des indices de valeur,
déflatés par l'indice de prix du PIB.

UTA : unité de travail annuel
(équivalent temps plein de
l'agriculture).

UTANS : UTA non salariée

Graphique 16
Revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels



Indice 100 en 1980
Chaînage des indices de valeur,
déflatés par l'indice de prix du PIB.

Moyenne mobile sur 3 ans

Le **revenu net de la branche agricole**, solde du compte de revenu, se déduit du revenu des facteurs en retranchant la rémunération des salariés, les intérêts et les charges locatives nettes.

Le revenu net de la branche agricole (RNBA) augmente sensiblement en 2014 (+ 18,8 %). Cette croissance qui vient après le fort recul (-28,6 %) de 2013 ne lui permet pas de retrouver le niveau des années 2010-2012.

Comme le volume de l'emploi non salarié diminue tendanciellement (-2,2 %), le revenu net de la branche agricole par actif non salarié progresse davantage (+ 21,6 %). La croissance de son pouvoir d'achat (le RNBA par actif non salarié déflaté par l'indice de prix du PIB) atteint + 20,8 % en 2014.

Orienté à la baisse de 1999 à 2005, cet indicateur de revenu connaît depuis de très fortes variations, à la hausse comme à la baisse, liées principalement à la volatilité des prix des produits agricoles et des intrants. En 2014, il retrouve le niveau de 1999, mais avec des disparités selon les types d'exploitation (*graphique 15*).

Tableau 4
Indicateurs de revenu de la branche agriculture en termes réels

Évolution en %

| | Prix du PIB ¹ | UTA ² | UTA non salariées ² | Indicateurs de revenu en termes réels ¹ | | | |
|------|--------------------------|------------------|--------------------------------|--|----------------|------------------------------------|----------------------------|
| | | | | Revenu des facteurs (RFBA) | RFBA par actif | Revenu net branche agricole (RNBA) | RNBA par actif non salarié |
| 1990 | + 2,7 | -4,2 | -5,1 | + 4,4 | + 9,0 | + 5,9 | + 11,6 |
| 1991 | + 2,6 | -4,4 | -5,0 | -15,4 | -11,5 | -21,9 | -17,8 |
| 1992 | + 2,0 | -4,3 | -5,1 | + 3,7 | + 8,4 | + 5,4 | + 11,1 |
| 1993 | + 1,6 | -5,3 | -6,5 | -7,3 | -2,1 | -11,2 | -5,0 |
| 1994 | + 0,9 | -3,5 | -4,5 | + 10,0 | + 14,0 | + 21,3 | + 27,0 |
| 1995 | + 1,1 | -3,0 | -4,1 | + 3,4 | + 6,6 | + 4,8 | + 9,3 |
| 1996 | + 1,4 | -2,6 | -3,9 | -1,6 | + 1,0 | -2,3 | + 1,6 |
| 1997 | + 0,9 | -2,5 | -4,1 | -0,1 | + 2,5 | + 0,3 | + 4,6 |
| 1998 | + 1,0 | -1,8 | -3,3 | + 2,4 | + 4,3 | + 2,4 | + 5,9 |
| 1999 | + 0,2 | -1,7 | -3,1 | -5,9 | -4,3 | -7,9 | -5,0 |
| 2000 | + 1,5 | -1,4 | -3,1 | -2,7 | -1,3 | -5,8 | -2,8 |
| 2001 | + 2,0 | -2,6 | -3,2 | -3,4 | -0,9 | -7,0 | -3,9 |
| 2002 | + 2,1 | -2,5 | -3,1 | -2,9 | -0,4 | -3,6 | -0,5 |
| 2003 | + 1,9 | -2,4 | -3,1 | -4,0 | -1,6 | -6,4 | -3,4 |
| 2004 | + 1,6 | -2,4 | -3,1 | -1,7 | + 0,7 | -3,0 | + 0,1 |
| 2005 | + 1,9 | -2,4 | -3,1 | -8,9 | -6,6 | -15,3 | -12,6 |
| 2006 | + 2,2 | -2,4 | -2,9 | + 8,3 | + 10,9 | + 13,4 | + 16,8 |
| 2007 | + 2,6 | -2,1 | -2,6 | + 10,2 | + 12,5 | + 17,3 | + 20,4 |
| 2008 | + 2,4 | -2,3 | -3,0 | -15,6 | -13,6 | -29,0 | -26,8 |
| 2009 | + 0,1 | -2,4 | -2,8 | -19,5 | -17,5 | -35,2 | -33,3 |
| 2010 | + 1,1 | -2,2 | -2,8 | + 38,1 | + 41,2 | 100,8 | + 106,6 |
| 2011 | + 0,9 | -1,2 | -2,4 | + 3,3 | + 4,6 | + 2,9 | + 5,5 |
| 2012 | + 1,2 | -1,4 | -2,1 | -0,8 | + 0,6 | -2,5 | -0,4 |
| 2013 | + 0,8 | -1,0 | -2,2 | -16,4 | -15,6 | -29,1 | -27,5 |
| 2014 | + 0,6 | -0,8 | -2,2 | + 9,6 | + 10,5 | + 18,1 | + 20,8 |

1. Les évolutions présentées en termes réels sont déflatées par l'indice de prix du PIB base 2010.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture).

Source : Insee

L'investissement agricole

La formation brute de capital fixe de la branche agriculture (FBCF) comprend d'une part l'investissement en produits de la branche agricole elle-même, c'est-à-dire les animaux reproducteurs et de trait ainsi que les plantations, et d'autre part les dépenses d'investissement en biens non agricoles, essentiellement le matériel et les bâtiments.

Après deux années de baisse en 2009 et 2010, l'investissement avait redémarré vivement en 2011 et 2012. Il a ensuite légèrement fléchi en 2013. Le recul s'accroît en 2014, avec une baisse de 5,2 % en valeur, dont -4,6 % en volume.

L'investissement agricole présente des cycles d'environ huit années au cours desquelles, partant d'un point haut, l'investissement baisse puis remonte. Le cycle 2000-2008 se différencie des précédents (1982-1990 et 1991-1999) par un creux moins profond. Le cycle en cours a commencé au contraire par une baisse comparable mais, bénéficiant de la forte remontée des revenus en 2010, il est reparti plus vite à la hausse mais pour reculer aussitôt (*graphique 17*).

L'évolution du taux d'investissement résulte des variations combinées de la FBCF et de la valeur ajoutée brute de la branche en valeur. Longtemps proche de 25 %, il augmente tendanciellement depuis 1995. Depuis 2005, il connaît de fortes fluctuations. En 2014, il perd 5,9 points par rapport à 2013 après trois années de croissance (*graphique 20*).

En 2014, la formation brute de capital fixe en produits agricoles augmente de 9,5 % en volume, plantations et bétail connaissant des évolutions divergentes (tableau 5).

La FBCF animale baisse (-4,5 % en volume) après deux années de forte croissance. Elle recule notamment du côté des bovins qui voient l'augmentation des effectifs de vaches laitières et de génisses ralentir.

En revanche, la FBCF en plantations augmente de 25,7 % en volume, son prix restant stable. Les plantations de vignes progressent de 32,7 % après une forte baisse en 2013. Cette croissance touche tous les vignobles à l'exception de la Champagne. Pour les vergers, la réduction de la FBCF reste tendancielle et de faible ampleur.

Si l'investissement en bâtiments agricoles repart à la hausse, le marché des agroéquipements s'est retourné à la baisse après avoir atteint en 2013 le plus haut niveau jamais observé. Sur 2014, les immatriculations de tracteurs baissent de 28 %, après trois années de forte croissance, et celles des moissonneuses-batteuses reculent de 7,5 %. En revanche, le marché des machines à vendanger et autres machines pour la viticulture progresse sensiblement. Dans le secteur de l'élevage, le marché des matériels de laiterie se maintient. Les agriculteurs se sont tournés vers des modèles plus économiques et le recul des ventes a entraîné une baisse des prix pour la plupart des matériels agricoles.

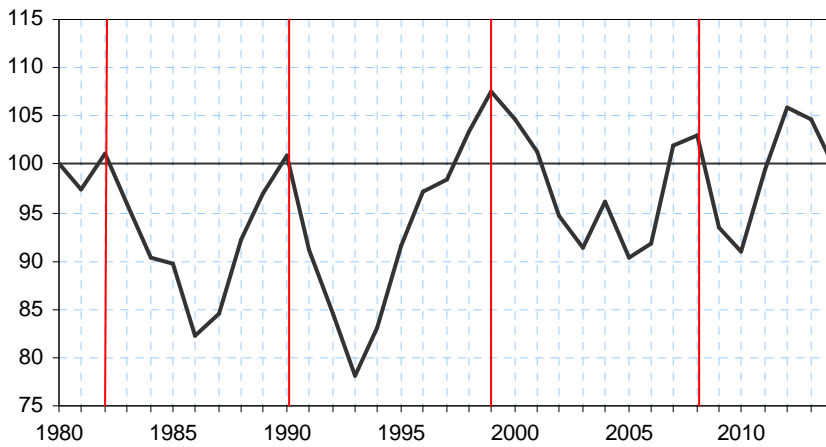
Au total, la formation brute de capital fixe hors biens agricoles baisse de 6,7 % en valeur et 6,1 % en volume.

Tableau 5
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture

| | Montant 2014 (en millions d'euros) | Évolution 2014/2013 (en %) | |
|------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|-------------|
| | | En valeur | En volume |
| FBCF en biens agricoles | 1 311 | 8,3 | 9,5 |
| Bétail | 606 | -6,7 | -4,5 |
| Plantations | 705 | 25,7 | 25,7 |
| FBCF en biens non agricoles | 10 323 | -6,7 | -6,1 |
| dont : Matériel | 7 851 | -9,2 | -8,5 |
| Bâtiments | 2 471 | 2,4 | 2,3 |
| FBCF totale | 11 633 | -5,2 | -4,6 |

Source : Insee

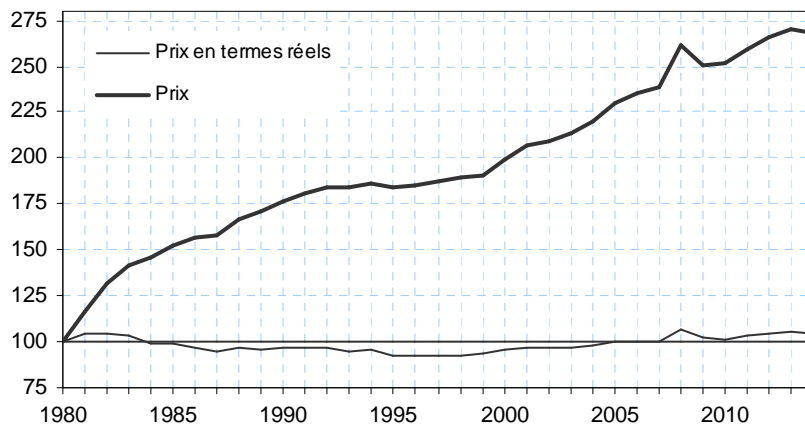
Graphique 17
FBCF de la branche agriculture : volume



Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de volume
 de la FBCF

Source : Insee

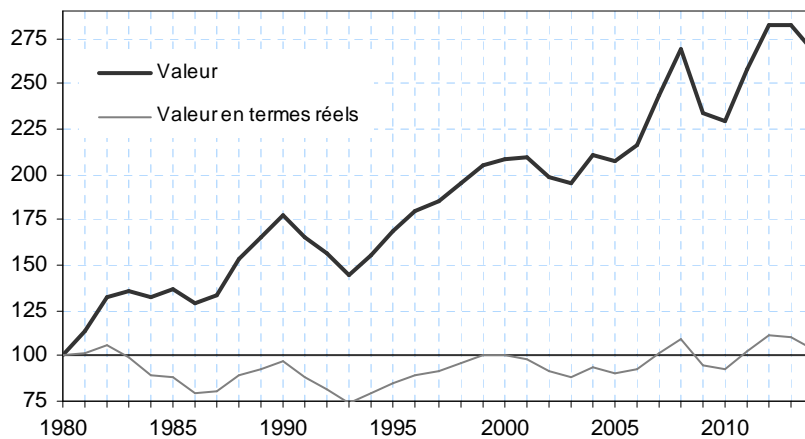
Graphique 18
FBCF de la branche agriculture : prix



Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices d'évolution.
 Les évolutions de prix en termes réels
 sont obtenues en déflétant les
 évolutions du prix de la FBCF par
 l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

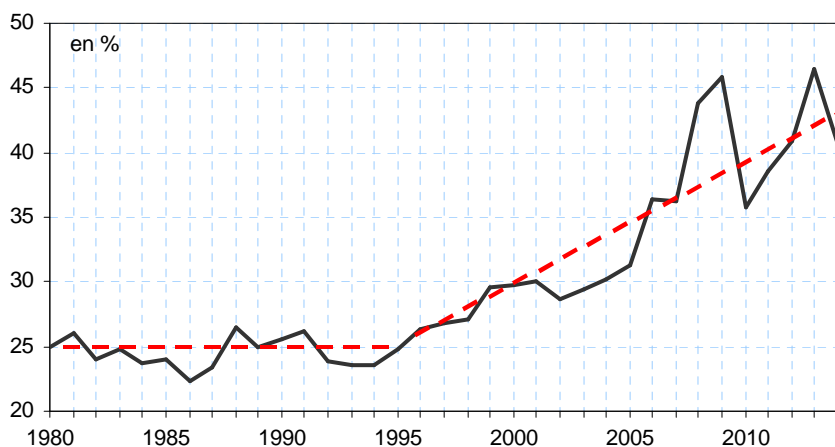
Graphique 19
FBCF de la branche agriculture : valeur



Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices d'évolution.
 Les évolutions de valeur en termes réels
 sont obtenues en déflétant les
 évolutions de valeur de la FBCF par
 l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Graphique 20
Taux d'investissement



Le taux d'investissement est égal au rapport de la FBCF à la valeur ajoutée brute de la branche mesurées en valeur

Source : Insee

Tableau 6
Les comptes de la branche agricole de 2007 à 2014 en résumé

En millions d'euros

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| (+) Production au prix de base | 67 363,5 | 69 226,5 | 64 024,7 | 68 393,9 | 73 344,4 | 76 905,4 | 74 567,0 | 75 360,6 |
| (-) Consommations intermédiaires | 38 139,6 | 42 596,2 | 41 780,8 | 40 531,6 | 44 241,4 | 46 900,5 | 48 135,4 | 46 665,0 |
| <i>dont : Sifim</i> | 531,5 | 313,6 | 881,8 | 1 043,6 | 788,8 | 812,7 | 954,5 | 989,5 |
| (=) Valeur ajoutée brute | 29 223,9 | 26 630,3 | 22 243,9 | 27 862,3 | 29 103,0 | 30 004,9 | 26 431,6 | 28 695,6 |
| (-) Consommation de capital fixe | 9 718,2 | 10 521,1 | 10 263,4 | 10 270,0 | 10 623,2 | 10 964,8 | 11 155,7 | 11 131,0 |
| (=) Valeur ajoutée nette | 19 505,7 | 16 109,2 | 11 980,5 | 17 592,3 | 18 479,8 | 19 040,1 | 15 275,9 | 17 564,6 |
| (+) Subventions d'exploitation | 7 246,6 | 7 269,7 | 7 150,2 | 8 545,2 | 8 677,2 | 8 379,4 | 8 086,7 | 8 006,0 |
| <i>dont : bonifications d'intérêts</i> | 225,1 | 163,2 | 98,3 | 79,5 | 46,5 | 108,9 | 29,9 | 123,3 |
| (-) Autres impôts sur la production | 1 357,7 | 1 439,4 | 1 453,4 | 1 468,1 | 1 432,8 | 1 584,5 | 1 599,8 | 1 594,3 |
| <i>Impôts fonciers</i> | 861,5 | 897,7 | 926,9 | 948,1 | 875,4 | 985,5 | 996,7 | 1 009,4 |
| <i>Autres impôts sur la production</i> | 496,2 | 541,7 | 526,5 | 520,0 | 557,4 | 599,0 | 603,2 | 584,9 |
| (=) Revenu des facteurs BA | 25 394,6 | 21 939,5 | 17 677,3 | 24 669,4 | 25 724,2 | 25 835,0 | 21 762,9 | 23 976,3 |
| (-) Rémunération des salariés | 6 494,2 | 6 862,0 | 6 958,5 | 6 782,9 | 7 044,6 | 7 307,4 | 7 608,5 | 7 826,9 |
| <i>Salaires</i> | 5 247,2 | 5 572,1 | 5 635,0 | 5 578,7 | 5 798,5 | 5 979,6 | 6 147,3 | 6 323,7 |
| <i>Cotisations sociales</i> | 1 247,1 | 1 289,8 | 1 323,4 | 1 204,2 | 1 246,1 | 1 327,8 | 1 461,2 | 1 503,2 |
| (=) Revenu mixte net (=ENE) | 18 900,4 | 15 077,6 | 10 718,8 | 17 886,5 | 18 679,6 | 18 527,6 | 14 154,4 | 16 149,4 |
| (-) Intérêts | 1 470,3 | 1 710,5 | 1 174,4 | 925,8 | 1 076,9 | 1 001,6 | 849,0 | 736,5 |
| <i>(rappel : intérêts dus)</i> | 1 780,3 | 1 860,8 | 1 957,8 | 1 889,9 | 1 822,3 | 1 847,2 | 1 818,9 | 1 746,3 |
| (-) Charges locatives nettes | 2 079,8 | 2 199,9 | 2 295,4 | 2 247,7 | 2 314,1 | 2 439,2 | 2 534,6 | 2 612,0 |
| (=) Revenu net de la branche agricole | 15 350,3 | 11 167,2 | 7 249,0 | 14 712,9 | 15 288,6 | 15 086,9 | 10 770,8 | 12 800,8 |

Source : Insee

LE COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

En 2014, le solde du commerce extérieur agroalimentaire¹ est de 8,6 milliards d'euros, en diminution de 2 milliards par rapport à l'année précédente.

L'excédent en produits bruts issus de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche est de 2,6 milliards, en recul de 1,6 milliard par rapport à 2013. L'excédent avec l'union Européenne diminue de 1 milliard (- 21 %) et le déficit avec les pays tiers se creuse de 522 millions (+ 77 %).

Cette détérioration du commerce extérieur en produit bruts résulte du net repli de la valeur des exportations (- 10 %), sous l'effet notamment de la baisse sensible des prix des céréales. Les cours ont été orientés à la baisse par l'abondance des récoltes mondiales en 2013 et 2014.

La situation du commerce extérieur en produits transformés se dégrade également, l'excédent se réduisant de 439 millions pour s'établir à 5,9 milliards. L'excédent avec les pays tiers recule de 197 millions (- 3 %). Le solde avec l'Union

Européenne, qui s'était fortement dégradé entre 2012 et 2013 en passant de 599 millions à - 16 millions, se dégrade de 242 millions en 2014.

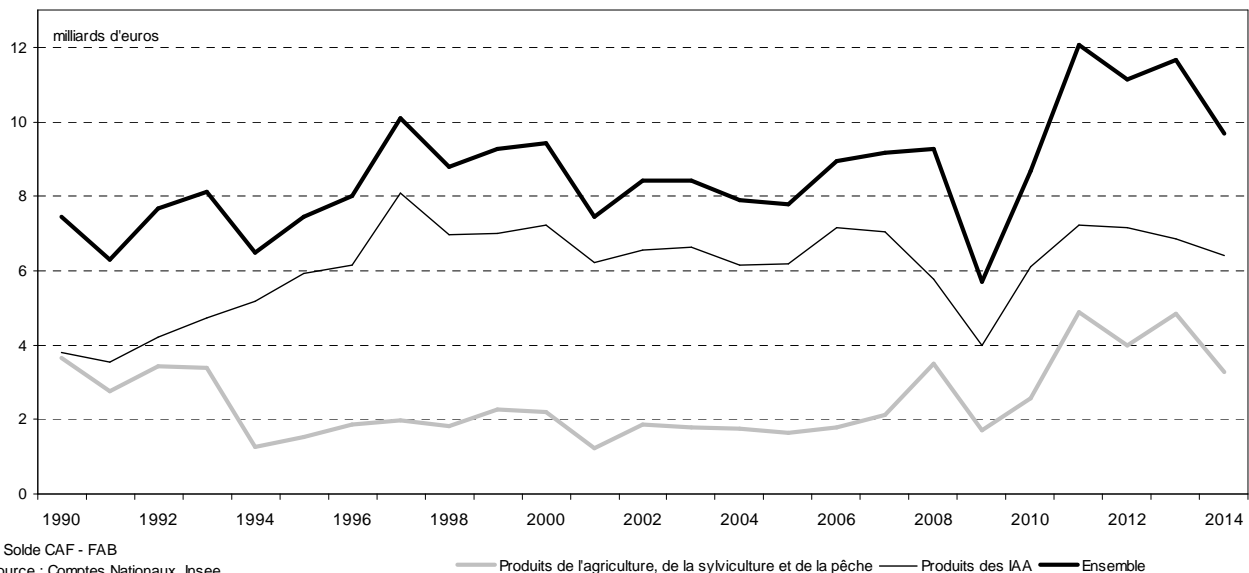
Les exportations et les importations se maintiennent à des niveaux proches de ceux de 2013.

Les ventes de produits bruts tirées à la baisse par le recul des prix des céréales...

L'excédent en **blé tendre** décroît de 526 millions, en raison d'un recul de 500 millions (- 12 %) des exportations. La croissance de 7 % des quantités livrées ne parvient pas à compenser le recul de 17 % des prix.

S'élevant à 1,4 milliard, les exportations vers l'Union Européenne baissent de 350 millions. Les volumes expédiés progressent de 4 % mais les prix de vente s'effondrent de 22 %. À l'exception de l'Espagne dont les achats ont légèrement augmenté, les ventes sont en baisse vers les principales destinations européennes, en particulier le Royaume-Uni, la Belgique et l'Italie.

Graphique 1
Solde¹ du commerce extérieur agroalimentaire



¹ Les valeurs (niveaux et évolutions) figurant dans le commentaire ne prennent pas en compte le négoce international qui figure dans le graphique 1 et certains tableaux. Comptabilisé dans les échanges extérieurs par la base 2010 des comptes nationaux (voir p.91), le négoce international n'est pas connu par produit à un niveau détaillé. Sur l'ensemble des produits agroalimentaires, il s'élève à 1 109 millions d'euros.

Les ventes aux pays tiers sont en recul de 150 millions et atteignent 2,3 milliards. Les quantités livrées progressent de 9 % et les prix régressent de 14 %. L'Afrique du Nord est la première destination du blé tendre français. En 2014, l'Algérie reste de loin le premier pays importateur avec des achats s'élevant à 873 millions, en baisse de 147 millions. Viennent ensuite le Maroc, dont les achats ont progressé de 107 millions pour atteindre 382 millions et l'Égypte, dont la facture s'est alourdie de 138 millions à 248 millions. Les quantités expédiées vers ces pays ont cru respectivement de 63 % et 182 %. À l'inverse, les ventes ont nettement reculé vers la Tunisie, le Yémen et la Syrie. Les quantités exportées vers l'Afrique de l'Ouest sont quant à elles globalement en hausse.

Contrairement au blé tendre, les volumes écoulés de **blé dur** sont en baisse de 8 % avec un prix de vente moyen en recul de 2 %. L'excédent recule de 50 millions (- 12 %) par rapport à 2013.

Les ventes vers l'Union Européenne sont de 249 millions d'euros, en baisse de 47 millions. Les livraisons chutent de 15 % en volume avec un prix inférieur de 2 % à celui de l'année précédente.

Les exportations vers les pays tiers s'élèvent à 149 millions, se maintenant à un niveau proche de celui de 2013. La hausse des volumes de 6 % est en partie compensée par le recul des prix de 3 %.

Les exportations d'**orge** décroissent de 480 millions (- 34 %) sous l'effet d'une baisse de 20 % des volumes et de 17 % des prix.

Les deux tiers des exportations se font vers l'Union Européenne. En 2014, cela représente un montant de 627 millions, en recul de 325 millions (- 34 %) sous l'effet de la contraction des volumes (- 21 %) et des prix (- 17 %). Les Pays-Bas est le seul pays dont les importations sont restées stables en volume. Les quantités achetées par les autres principaux clients de l'Union Européenne diminuent sensiblement.

Tirées à la baisse par le repli de 18 % des volumes et des prix, les ventes aux pays tiers décroissent de 155 millions (- 33 %). Alors qu'elle était de loin la principale destination de l'orge française hors Union Européenne, l'Arabie Saoudite a quasiment stoppé ses importations en 2014. Ces dernières reculent de 91 % en volume et leur montant diminue de 159 millions pour s'établir à 14 millions. Les ventes d'orge sont également en nette baisse vers la Tunisie. À l'inverse, les volumes expédiés vers l'Algérie, le Maroc et la Suisse progressent fortement. Les importations de la Chine ont bondi de 149 millions pour atteindre 177 millions. Les volumes écoulés vers ce pays ont été multipliés par

près de huit par rapport à 2013 et atteignent un million de tonnes.

Les ventes de **maïs** sont de 1,6 milliard, en baisse de 386 millions (- 19 %) par rapport à l'année précédente en raison du recul des prix de 23 %.

Les exportations vers l'Union Européenne atteignent 1,5 milliard, en diminution de 280 millions (- 16 %). Les volumes expédiés croissent de 9 % mais les prix reculent de 23 %. L'Espagne, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique sont de loin les principales destinations du maïs français, le total des ventes vers ces pays s'élevant à un milliard.

Les achats des pays tiers sont divisés par deux à 116 millions en raison de la baisse des volumes de 32 % et des prix de 24 %.

...des pommes de terre...

L'excédent en **pommes de terre** est de 312 millions, il perd près d'un tiers de sa valeur par rapport à 2013 et se retrouve à un niveau voisin de celui de 2012.

Les exportations sont en baisse de 32 % à 398 millions. À l'instar de celles de céréales, elle pâtissent d'un lourd recul des prix (- 35 %), conséquence des bonnes récoltes en France et en Europe en 2013 et 2014. Dans le même temps, les achats sont en baisse de 35 % sous l'effet d'un recul des quantités importées de 11 % et des prix de 27 %.

...et des oléagineux

Après s'être fortement dégradé entre 2012 et 2013, passant d'un excédent de 336 millions à un déficit de 106 millions, le solde du commerce extérieur en **oléagineux** reste quasiment inchangé, s'établissant à - 94 millions.

Malgré la relative stabilité des quantités livrées, les exportations décroissent de 11 % à 898 millions, tirées à la baisse par le recul des prix. Les ventes de colza décroissent de 61 millions à 528 millions et celles de tournesol de 42 millions à 301 millions. Les volumes expédiés sont en hausse de près de 5 % mais les prix de vente sont respectivement inférieurs de 14 % et 16 % à ceux de 2013.

L'évolution de la valeur des achats est identique à celles des exportations. Les volumes importés sont stables mais la baisse des prix de 11 % permet un allègement de la facture française, dont le montant frôle le milliard d'euros. Les quantités importées de colza décroissent de 15 %, avec un prix inférieur de 16 % à celui de 2013. La valeur des achats se contracte ainsi de 146 millions (- 29 %). La réduction des volumes importés de tournesol est identique à celle du colza. En revanche, les prix ne se replient que de 2 %, et la facture s'allège de 39 millions

(- 16 %). La réduction du montant global des achats d'oléagineux est cependant atténuée par la progression de 44 millions (+ 19 %) de la facture en fèves de soja, conséquence d'une hausse de 33 % des volumes importés.

Hausse des importations de fèves de cacao

Le déficit du poste « **café, thé, cacao, épices** » se creuse de 72 millions. Les achats sont en hausse de 88 millions (+ 10 %), portés par une croissance des

volumes de 11 % tandis que les prix évoluent peu (-1 %). La hausse de la facture s'explique essentiellement par la progression de 68 millions (+ 26 %) des achats de fèves de cacao, notamment en provenance du Ghana et de la Côte d'Ivoire. La valeur des importations de café est comparable à celle de l'année précédente, ne diminuant que de 5 millions pour s'établir à 520 millions. La baisse en volume de 8 % est compensée par la hausse des prix.

Tableau 1

Les échanges extérieurs de produits agroalimentaires dans l'ensemble des échanges

Valeurs en milliards d'euros

| | | Valeur 2013 | Évolution 2014 / 2013 | | | Valeur 2014 |
|--|----------------------------|----------------|-----------------------|--------|--------|----------------|
| | | | Valeur | Volume | Prix | |
| Produits agricoles | Exportations (FAB) | 17,1 | -9,6% | 2,3% | -11,7% | 15,5 |
| | En % des échanges de biens | 3,9% | | | | 3,5% |
| | Importations (CAF) | 12,3 | -0,8% | 0,6% | -1,4% | 12,2 |
| | En % des échanges de biens | 2,5% | | | | 2,5% |
| | Solde | 4,8 | | | | 3,3 |
| Produits des industries agroalimentaires | Exportations (FAB) | 44,3 | -0,4% | -1,5% | 1,1% | 44,2 |
| | En % des échanges de biens | 10,0% | | | | 9,9% |
| | Importations (CAF) | 37,5 | 0,7% | 1,6% | -0,9% | 37,7 |
| | En % des échanges de biens | 7,8% | | | | 7,9% |
| | Solde | 6,8 | | | | 6,4 |
| Ensemble des produits agroalimentaires | Exportations (FAB) | 61,4 | -3,0% | -0,4% | -2,6% | 59,6 |
| | En % des échanges de biens | 13,9% | | | | 13,4% |
| | Importations (CAF) | 49,8 | 0,3% | 1,3% | -1,0% | 49,9 |
| | En % des échanges de biens | 10,3% | | | | 10,4% |
| | Solde | 11,7 | | | | 9,7 |
| Ensemble des biens | Exportations (FAB) | 443,5 | 0,7% | 2,1% | -1,4% | 446,4 |
| | En % des échanges de biens | 100,0% | | | | 100,0% |
| | Importations (CAF) | 482,3 | -0,8% | 2,4% | -3,1% | 478,5 |
| | En % des échanges de biens | 100,0% | | | | 100,0% |
| | Solde | -38,9 | | | | -32,1 |
| Ensemble des biens et services | Exportations (FAB) | 603,2 | 1,4% | 2,4% | -1,0% | 611,8 |
| | Importations (CAF) | 642,6 | 1,3% | 3,8% | -2,3% | 651,1 |
| | Solde | -39,3 | | | | -39,2 |

Source : Comptes nationaux, Insee

En base 2010, les échanges extérieurs enregistrés dans les comptes nationaux incluent le négoce international.

Réduction du déficit en fruits

Le déficit en **fruits** se réduit de 164 millions (- 8 %) à 1,9 milliard. Les ventes sont en hausse de 70 millions (+ 5 %) à 1,5 milliard, portées par une hausse des volumes expédiés de 15 %. Les prix reculent de 9 %. Les exportations de pommes, qui représentent un peu plus d'un tiers des ventes globales de fruits, sont en hausse de 51 millions à 542 millions. Les volumes expédiés croissent de 28 % avec des prix en repli de 13 %.

Tirés à la baisse par la réduction des volumes, les importations diminuent de 94 millions (- 3 %) pour s'établir à 3,3 milliards. La plus forte contribution à cette baisse provient de l'allègement de la facture en pommes. Atteignant 97 millions d'euros, le montant de cette dernière est divisée par deux en raison de la baisse des volumes de 41 % et des prix de 19 %. Les importations d'agrumes, qui représentent un quart des importations de fruits sont en repli de 37 millions à 849 millions. En particulier, les achats d'oranges sont en recul de 16 % en raison du repli des volumes et des prix de 9 %. Ils diminuent de 56 millions pour s'établir à 285 millions. De même, les achats de bananes sont orientés à la baisse, tirés par le recul des volumes. Enfin, les achats de nectarines, de pêches et de poires diminuent également sous l'effet d'une baisse sensible des prix.

L'excédent en animaux vifs reste stable

L'excédent en **animaux vifs** reste stable à 1,6 milliard. Les exportations d'animaux vifs se maintiennent à 1,8 milliard, la baisse de 3 % en volume étant compensée par la hausse des prix.

Les volumes expédiés de gros bovins reculent de 6,4 % avec des prix en hausse de 3 %. Les exportations de veaux croissent de 4 % en volume, avec un prix relativement stable. Au contraire, les ventes de volailles reculent légèrement en volume (- 1 %) mais les prix sont en hausse de 3 %. Pour les porcins, les exportations reculent sous l'effet combiné de la contraction des quantités expédiées de 5 % et des prix de 7 %. Les exportations d'équidés sont particulièrement dynamiques, grâce à la hausse des volumes de 10 % et de prix de 14 %.

L'excédent en produits transformés pénalisé par le recul des ventes de produits à base de viandes et de poissons...

Le déficit en **produits transformés à base de viandes** se creuse de 226 millions d'euros et atteint 1,2 milliard. Les exportations sont de 4,6 milliards, en diminution de 287 millions (- 6 %) sous l'effet du recul des volumes expédiés.

En 2014, les exportations de viandes vers la Russie, constituées principalement de viandes porcines, se sont fortement contractées en raison de l'embargo décrété par ce pays. Ainsi, le montant de la facture russe en viandes françaises a diminué de 105 millions (- 75 %). Les volumes écoulés vers cette destination ont fondu de près des deux tiers avec des prix de ventes en baisse de 31 %.

Le recul des exportations de viandes de volailles concerne essentiellement le Moyen-Orient, en particulier l'Arabie Saoudite, premier pays importateur, dont les achats se replient de 57 millions (- 25 %). En Europe, l'Italie a réduit ses importations de viandes de boucherie de 5 % à 951 millions. Respectivement 2^e et 3^e importateurs de viandes de boucherie françaises en 2014, la Grèce et l'Allemagne ont également vu leur facture diminuée de 13 % à 249 millions et de 8 % à 229 millions.

Le déficit en **produits transformés à base de poissons, crustacés et mollusques** se détériore de 117 millions d'euros et se chiffre à 2,8 milliards.

Les exportations reculent de 77 millions (- 9 %) sous l'effet de la contraction des volumes expédiés de 10 %. En particulier, les ventes de poissons congelés ou surgelés décroissent de 98 millions et atteignent 148 millions, tirées vers le bas à la fois par la baisse des volumes de 29 % et des prix de 15 %.

...et des ventes de boissons

L'excédent en **boissons** recule de 229 millions d'euros et s'établit à 10,5 milliards.

Les exportations reculent en valeur de 241 millions (- 2 %) sous l'effet d'une contraction des volumes de 4,5 %.

Les ventes de boissons distillées reculent de 172 millions à 3,5 milliards. Le repli des volumes est de 6 % et les prix progressent de 1 %. Les ventes de cognac atteignent 2,2 milliards, en diminution de 180 millions suite à la baisse des quantités expédiées de 4 % et des prix de 3,5 %. Les quantités écoulées vers les deux premiers clients asiatiques, Singapour et la Chine, décroissent sensiblement.

Graphique 2
Principales améliorations et détériorations du solde agroalimentaire par produits
en 2014 par rapport à 2013



Source : Comptes nationaux, Insee

Les ventes de vins tranquilles sont également en baisse de 289 millions à 5,1 milliards. Les volumes décroissent de 4 % et les prix de 1 %.

Cette baisse résulte du repli de 356 millions, à 1,7 milliard, des ventes de vins rouges de Bordeaux avec AOP. Les volumes reculent de 10 % et les prix de 8 %. Le Royaume-Uni, qui était de loin le premier acheteur de vins rouges de Bordeaux ces dernières années, a quasiment divisé ses achats par deux : ils passent de 343 à 178 millions d'euros. Les volumes et les prix s'effondrent respectivement de 23 % et 33 %. La Chine, avec des achats s'élevant à 218 millions, en baisse de 53 millions devient le premier importateur de vins rouges de Bordeaux en 2014. La réduction de la facture est liée exclusivement au repli des quantités importées (- 20,5 %). D'un niveau comparable à celles de la Chine, les importations de Hong-Kong (201 millions) se contractent de 27 millions sous l'effet d'une baisse des prix de 11 %.

Les exportations des autres grandes familles de vins rouges avec AOP (Bourgogne, vallée du Rhône, Beaujolais, Languedoc) sont proches de celles de 2013 avec un montant global proche de un milliard. Les ventes de vins blancs sont également relativement stables à 1,3 milliard.

Au contraire des vins tranquilles, les ventes de champagne sont en hausse de 173 millions à 2,4 milliards. Les volumes augmentent de 2,4 % et les prix de 5,3 %. Les ventes sont orientées à la hausse vers les principales destinations. Vers le Royaume-Uni, premier acheteur de champagne, elles croissent de 7 % à 480 millions grâce à la progression de 9 % des volumes. Augmentant à un rythme moindre (+ 5 %), les ventes vers les États-Unis atteignent 363 millions, portées par une croissance de 4 % des prix. Premier client asiatique, Singapour a acheté pour 243 millions de champagne en 2014. Essentiellement portée par la hausse soutenue des prix, la croissance des exportations vers cette destination est de 21 %.

Les achats de boissons sont de 3,1 milliards, un niveau semblable à celui de 2013. La hausse des volumes importés est de 1 %, associée à une réduction des prix de 1,3 %.

La hausse des achats de boissons distillées s'explique par l'augmentation de la facture en whisky depuis le Royaume-Uni. Celle-ci croît de 15 % à 540 millions en raison de l'augmentation sensible des quantités importées (+ 20 %). Au contraire, les achats d'eaux et boissons sont en baisse de 7 % à 696 millions.

Recul des exportations de sucre et hausse des achats de produits à base de cacao

L'excédent du poste « **sucre** et autres produits issus de l'industrie sucrière » se réduit de 134 millions et atteint 747 millions. Les exportations reculent nettement en valeur (- 12 %). Les volumes sont en hausse de 8,4 % mais le recul des prix est très marqué (- 18,5 %). Les exportations de sucre blanc sont en baisse de 151 millions à 902 millions. Les volumes expédiés croissent de 9 % et les prix fondent de 22 %. En 2014, malgré les baisses de prix, les hausses sensibles des quantités expédiées vers l'Espagne et la Belgique ont entraîné une légère augmentation des factures en sucre de ces deux pays. La progression des volumes écoulés vers l'Italie a en revanche été insuffisante pour compenser le recul des prix. Les achats de l'Allemagne et du Royaume-Uni se contractent nettement, le recul des quantités venant s'ajouter à celui des prix. Ces différents pays représentent près des trois quarts des ventes globales de sucre.

Le déficit en **produits à base de cacao et confiseries** se creuse de 103 millions en raison d'une croissance des importations (+ 10 %) plus soutenue que celle des exportations (+ 7,5 %). Les quantités importées croissent de 3 % avec un prix d'achat en hausse de 7 %. Les achats de beurre de cacao augmentent de 61 % à 298 millions. Les volumes importés sont en hausse modérée mais les prix s'envolent de 58 %. Portés par la progression des volumes de 7 %, les achats de chocolats et préparations à base de chocolat sont en hausse de 9 % à 1,5 milliard.

Croissance des exportations en produits laitiers

L'excédent en **produits laitiers** est de 3,5 milliards, il croît de 286 millions.

Les ventes s'élèvent à 7,1 milliard, elles augmentent de 448 millions (+ 7 %), portées par la hausse des prix de 4 % et des volumes de 3 %.

Tirées par la nette hausse des volumes, les exportations de lait et crème de lait en poudre augmentent de 37 % à 1 milliard. Les quantités importées par l'Algérie ont quasiment doublé, la facture passant de 99 à 191 millions entre 2013 et 2014. Les volumes expédiés vers les Pays-Bas, premier client européen avec des achats de 106 millions, croissent de 75 %. L'évolution est comparable pour les quantités livrées à la Chine et elle est nettement plus soutenue vers l'Indonésie, avec un triplement des volumes expédiés. Ces deux pays sont les premiers clients de l'est asiatique avec des achats respectifs de 58 et 53 millions.

L'excédent en produits laitiers bénéficie également du dynamisme des exportations en beurre et matières grasses provenant du lait dont les ventes, portées également par la croissance des volumes, progressent de 25 % à 400 millions. Enfin, les exportations de caséine progressent de 28 % à 194 millions. Les volumes expédiés croissent de 24 % et les prix de vente sont en hausse de 3 %.

Les ventes de fromages sont de 3 milliards, en hausse modérée de 29 millions (+ 1 %). La hausse des prix de 5 % permet de compenser le repli de 4 % des quantités exportées.

Réduction des importations d'huiles

Le déficit en « huiles et graisses » se réduit de 157 millions et s'élève à 2,3 milliards. Les exportations reculent de 121 millions (- 10 %) du fait de la baisse des volumes expédiés de 3 % et des prix de 7 %.

Les importations sont en baisse de 7 % à 3,5 milliards, suite au repli des prix de 8 %. Sous l'effet de l'effondrement de 47 % des quantités

importées et d'une baisse de 4 % des prix, les achats d'huile de colza sont divisés par deux et atteignent 129 millions. Tirés également à la baisse par le recul des volumes et, dans une moindre mesure, par celui des prix, les achats d'huile de palme décroissent de 18 % à 295 millions et ceux d'huile de soja de 36 % à 51 millions. Au contraire, les importations d'huile d'olive croissent modérément en volume (+ 1,5 %), mais le recul de 10 % des prix permet d'alléger la facture de 9 % à 325 millions.

Hausse des exportations d'aliments pour animaux

L'excédent en **aliments pour animaux** croît de 137 millions à 1,2 milliard. Les exportations s'établissent à 2,1 milliards, en hausse de 130 millions (+ 7 %). Les ventes d'aliments pour les animaux de ferme sont portées par la progression des volumes de 5,5 % tandis que celles d'aliments pour animaux de compagnie bénéficient de la hausse des prix de 9 %.

Tableau 2
Les échanges extérieurs de produits agroalimentaires dans l'ensemble des échanges

Valeurs en millions d'euros

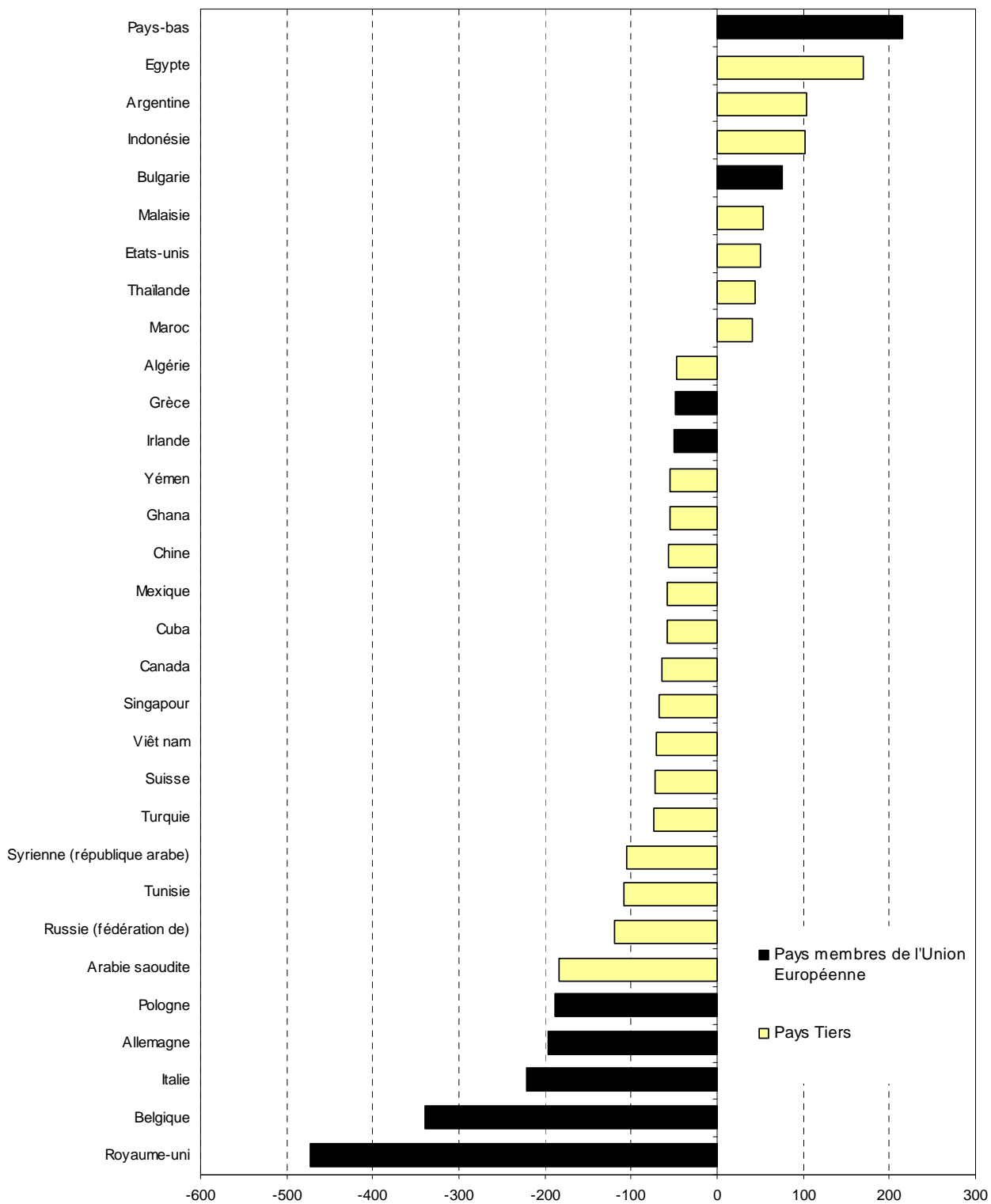
| | 2013 | | | 2014 | | | écart 2014 - 2013 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|----------------------|
| | Exportations | Importations | Solde | Exportations | Importations | Solde | |
| Union Européenne | | | | | | | |
| Produits agricoles bruts | 11 509 | 6 639 | 4 870 | 10 275 | 6 436 | 3 839 | -1 031 |
| Produits transformés | 28 145 | 28 161 | -16 | 28 039 | 28 297 | -258 | -242 |
| Ensemble | 39 654 | 34 800 | 4 854 | 38 314 | 34 733 | 3 581 | -1 273 |
| Pays Tiers | | | | | | | |
| Produits agricoles bruts | 4 969 | 5 644 | -675 | 4 557 | 5 754 | -1 197 | -522 |
| Produits transformés | 15 710 | 9 331 | 6 379 | 15 634 | 9 452 | 6 182 | -197 |
| Ensemble | 20 679 | 14 975 | 5 704 | 20 191 | 15 206 | 4 985 | -719 |
| Monde | | | | | | | |
| Produits agricoles bruts | 16 478 | 12 283 | 4 195 | 14 832 | 12 190 | 2 642 | -1 553 |
| Produits transformés | 43 855 | 37 492 | 6 363 | 43 673 | 37 749 | 5 924 | -439 |
| Ensemble | 60 333 | 49 775 | 10 558 | 58 505 | 49 939 | 8 566 | -1 992 |
| Ensemble y compris négoce international | 61 444 | 49 775 | 11 669 | 59 614 | 49 939 | 9 675 | -1 994 |

Sources : Insee comptes nationaux

Mise à part la dernière ligne, ce tableau ne comptabilise pas le négoce international.

Graphique 3 :
Principales améliorations et détériorations du solde agroalimentaire par pays
en 2014 par rapport à 2013

En millions d'euros



Source : Douanes

Annexes

CHRONOLOGIE DE L'ANNÉE 2014

Monde

Janvier

- 15 : Le Parlement européen rejette l'étiquetage du pollen OGM dans le miel.
- 27 : L'Égypte refuse désormais les lots de blé tendre dont le taux d'humidité dépasse 13 %. Ce seuil était déjà en vigueur, mais le pays tolérait jusque-là des taux allant jusqu'à 13,5 %.
- 29 : La Russie décrète un embargo sur le porc européen suite à la découverte de cas de peste porcine africaine sur des sangliers en Lituanie.

Février

- 4 : Le Congrès américain met fin aux subventions dites « directes », découplées de la production, et renforce en échange les mécanismes d'assurance pour les agriculteurs. L'enveloppe consacrée aux aides agricoles reste stable, à hauteur de 20 milliards de dollars par an sur les cinq prochaines années.
- 7 : Barack Obama promulgue une nouvelle loi agricole (Farm Bill) qui protège les agriculteurs américains.
- 18 : Le Conseil de L'UE adopte la directive sur les conditions d'entrée et de séjour et sur les droits des travailleurs migrants arrivant dans l'Union pour un emploi saisonnier.

Mars

- 10 : Un Fonds européen d'aide aux plus démunis (FeaD), doté de 3,5 milliards d'euros sur la période 2014-2020, est définitivement adopté par le conseil de l'UE. Il succède au programme d'aide alimentaire en vigueur depuis 1987.
- 11 : Le projet de la Commission européenne voulant simplifier la commercialisation des semences au sein de l'Union est massivement rejeté.
La Commission européenne adopte une première série d'actes délégués relatifs à la réforme de la politique agricole commune (PAC), venant s'ajouter aux quatre actes de base adoptés le 13 décembre 2013 par le Parlement européen et le Conseil pour la réforme de la PAC.

Avril

- 15 : Le parlement européen vote les propositions de la Commission européenne sur la santé animale, la santé végétale et les contrôles de la chaîne alimentaire.
- 16 : Un Observatoire européen du marché du lait est lancé, dans un contexte de préparation à la fin des quotas de production prévue pour le 31 mars 2015.

Mai

- 6 : Le Conseil de l'UE approuve l'instauration d'un système commun et volontaire d'identification électronique des bovins, ainsi que la suppression des dispositions actuelles relatives à l'étiquetage facultatif de la viande bovine.
- 13 : Le Conseil de l'UE adopte définitivement le renforcement des règles européennes encadrant les marchés d'instruments financiers (« Midfid II »).

Juin

13 : La Commission publie un rapport d'étape sur le « paquet lait ».

Juillet

1 : L'Italie prend la présidence du Conseil de l'UE pour six mois.

3 : L'Assemblée nationale allemande, le Bundestag, adopte un salaire minimum. Pour les saisonniers agricoles, le gîte et le couvert pourront être déduits de ce salaire minimum selon des barèmes réglementaires.

17 : Un accord de commerce et de développement entre l'Union Européenne et l'Équateur est conclu à Bruxelles, lui permettant d'adhérer au programme complet signé entre l'UE, la Colombie et le Pérou.

Août

7 : En pleine crise ukrainienne et en riposte aux sanctions occidentales qui la visent, la Russie décrète un embargo d'un an sur les produits alimentaires en provenance de l'Union européenne, de Norvège, d'Australie, du Canada et des États-Unis.

18 : La Commission européenne débloque en urgence 125 millions d'euros afin de soutenir le secteur maraîcher, frappé par l'embargo russe sur les produits alimentaires occidentaux.

Septembre

11 : Les experts des États membres de l'UE approuvent les mesures de renforcement des règles d'identification des chevaux proposées par la Commission suite au scandale de la viande de cheval de 2013.

16 : Le Parlement ukrainien ratifie un accord d'association et de libre-échange avec l'Union européenne.

26 : Le Canada et l'Union européenne signent un ambitieux accord de libre-échange, dénommé « accord économique et commercial global » (CETA en anglais). Le texte doit encore subir le processus de validation par les États membres.

29 : Le conseil de l'UE adopte un règlement contre les espèces envahissantes.

La Commission européenne lance une consultation en ligne sur les perturbateurs endocriniens.

Octobre

13 : Les ministres de l'Agriculture européens adoptent définitivement le nouveau programme de promotion des produits agricoles sur le marché intérieur et dans les pays tiers.

24 : Les 28 États membres de l'UE signent un accord sur le Paquet Énergie-Climat 2030 qui contient trois principaux objectifs chiffrés portant sur la réduction des gaz à effet de serre, l'augmentation de la part des énergies renouvelables et les économies d'énergie.

Novembre

1 : Paul Hogan succède à Dacian Ciolos aux fonctions de commissaire à l'agriculture et au développement rural.

5 : Un premier cas européen de grippe H5N8, hautement pathogène, est signalé en Allemagne.

26 : La Commission européenne dévoile un plan d'investissement censé générer le financement de 315 milliards € de nouveaux investissements de 2015 à 2017.

Décembre

- 4 : Le Parlement européen et le Conseil trouvent un accord pour permettre aux États membres d'interdire sur tout ou partie du territoire la mise en culture d'OGM.
- 8 : Dans le cadre des négociations sur le budget 2015 de l'UE, la Commission européenne annonce que le financement des mesures d'urgence face à l'embargo russe se fera sans toucher à la réserve de crise agricole 2015, contrairement à ce qu'elle envisageait initialement.
- 8 : Dans le cadre des négociations sur le budget 2015 de l'UE, la Commission européenne annonce que le financement des mesures d'urgence face à l'embargo russe se fera sans toucher à la réserve de crise agricole 2015, contrairement à ce qu'elle envisageait initialement.
- 25 : Face à l'effondrement du rouble, la Russie publie un décret prévoyant l'instauration d'une taxe à l'exportation de blé à partir du 1^{er} février 2015.

France

Janvier

- 1 : Mayotte obtient le statut de « région ultrapériphérique » (RUP).
Les RUP font partie des régions les moins développées et disposent à ce titre d'enveloppes dédiées et de règles spécifiques
- 20 : La loi visant à garantir l'avenir et la justice du système de retraite est promulguée
- 23 : Le Parlement adopte définitivement un projet de loi interdisant l'usage des pesticides dans les espaces verts publics à partir de 2020, et dans les jardins particuliers à partir de 2022.

Février

- 11 : Les professionnels des filières de la viande lancent le label « Viandes de France ».
- 26 : Le Sénat adopte définitivement la proposition de loi renforçant la lutte contre la contrefaçon. Cette loi épargnera les semences de ferme des 21 espèces listées par la loi sur les certificats d'obtention végétale (COV) du 8 décembre 2011.

Mars

- 17 : La loi sur la consommation est promulguée. Elle vise à créer de nouveaux outils de régulation économique pour rééquilibrer les pouvoirs entre consommateurs et professionnels
- 26 : Le Conseil des ministres adopte le projet de Loi Biodiversité présenté par Philippe Martin, ministre de l'Écologie.
- 27 : La loi Alur entre en vigueur. Cette loi comporte des dispositions visant à protéger les terres agricoles en réduisant leur artificialisation et en densifiant les zones urbanisées.

Mai

- 5 : Le Conseil d'État confirme l'interdiction de cultiver le maïs transgénique Mon 810.
- 17 : Une série de trois décrets relatifs à la revalorisation des retraites agricoles paraît au Journal officiel.

Juin

- 20 : Le conseil d'État rejette le recours de Novissen, association d'opposants à la « ferme des Mille vaches ».

Juillet

- 8 : L'Assemblée nationale vote la suppression de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) pour les sociétés coopératives agricoles et leurs unions dès 2015.
- 16 : La commission européenne instaure un droit de douane sur les importations de maïs, de sorgho et de seigle. Cette mesure a été déclenchée automatiquement au vu de la tendance nettement baissière des marchés mondiaux.
- 22 : L'Assemblée nationale adopte le projet de loi relatif à la simplification de la vie des entreprises.

Août

- 11 : Dans un contexte de crise liée à l'embargo russe et la surproduction européenne, le ministère de l'agriculture et le secrétariat d'État à la consommation décident un renforcement à titre préventif des contrôles des fruits et légumes.
- 26 : Le ministère annonce la mise en place en 2015 d'un nouveau plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques (Prepa) afin d'atteindre les objectifs européens de réduction des émissions de polluants dans l'air extérieur.

Septembre

- 11 : Le Parlement adopte définitivement la loi d'avenir de l'agriculture, l'alimentation et la forêt. Cette loi vise à mettre en œuvre le projet agro-écologique de la France, poursuivant le double objectif de performance économique des filières agricoles et de respect de l'environnement.

Octobre

- 2 : La ministre de l'Agriculture annonce lors du Sommet de l'élevage à Cournon la fin des tests de dépistages de l'ESB.
- 9 : La ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, décide la suspension de l'écotaxe.
- 14 : L'Assemblée nationale vote en première lecture la loi sur la transition énergétique.
- 16 : L'offre de reprise de l'abattoir Gad du site de Josselin (Morbihan) par une filiale du groupe Intermarché est validée par le tribunal de Rennes.

Novembre

- 26 : Un pacte laitier est signé par l'ensemble de la filière.

Décembre

- 5 : L'abattoir de volailles breton Tilly-Sabco est repris par l'entreprise britannique MS Foods, alliée au fonds d'investissement breton Breizh Algae Invest et à la Chambre de commerce et d'industrie de Morlaix.
- 31 : Un arrêté porte de 7 % à 8 % la teneur maximale de biodiesel autorisée dans le gazole.

LA PRODUCTION AGRICOLE EN 2014

FICHES PAR PRODUITS

Les céréales

Les plantes industrielles

Les fruits et légumes

Les vins

Le bétail

Les produits avicoles

Les autres produits animaux

Dans les comptes nationaux, la production est valorisée au prix de base. Le prix de base est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse. Les subventions et impôts correspondent aux montants dus au titre de l'année et peuvent être différents des montants effectivement versés dans l'année.

Dans les fiches suivantes relatives aux produits agricoles, un tableau récapitulatif présente l'évolution de la production hors subventions, l'évolution des subventions et celle de la production au prix de base. Dans l'analyse qui suit, l'évolution de la production hors subventions est déclinée en distinguant les variations de volume et de prix.

1. Les céréales

Évolution 2014/2013 de la production

En %

| | | Volume | Prix | Valeur |
|-------------------|-----------|---------------|---------------|---------------|
| Ensemble | | + 7,2 | - 12,3 | - 6,0 |
| dont : blé tendre | (57,6 %)* | + 1,7 | - 12,8 | - 11,3 |
| maïs | (20,2 %)* | + 23,3 | - 15,6 | + 4,1 |
| orge | (14,8 %)* | + 14,0 | - 11,7 | + 0,7 |

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de céréales de 2013. Les subventions ont presque totalement disparu dès 2010.

La **valeur** de la production de **céréales**, qui avait entamé une chute en 2013, continue de diminuer en 2014 (- 6,0 %), la hausse des volumes produits ne compensant pas la nouvelle baisse des prix.

Après une légère baisse en 2013, le **volume** de l'ensemble des céréales se redresse nettement en 2014, conséquence de meilleurs rendements à l'hectare tandis que les surfaces évoluent peu. Il dépasse de ce fait son niveau moyen des cinq dernières années. Cette hausse en volume est commune à toutes les céréales si l'on exclut la situation singulière du blé dur. Pour le blé tendre, la production demeure importante, en hausse d'un peu moins de 2 %, la progression des surfaces et celle des rendements y contribuant toutes deux. Importante en quantité, la récolte souffre toutefois d'une qualité rendue hétérogène par les températures anormalement froides de juillet et août. La récolte de maïs (grain) est particulièrement abondante (+ 23,3 %), ce malgré la réduction des surfaces. Trois conditions favorables aux rendements sont en effet réunies cette année : une bonne implantation, des pluies estivales suffisantes ainsi qu'un temps doux et sec au mois d'octobre facilitant la récolte. Comme le maïs, l'orge enregistre une forte progression (+ 14,0 %) à la faveur ici d'une hausse conjuguée des surfaces et des rendements. À l'inverse de ce qui prévaut pour ces trois cultures, la production de blé dur poursuit son recul en 2014 en raison de la baisse des rendements mais surtout de celle des surfaces. Depuis deux ans, on peut en effet observer un phénomène de report vers la culture du blé tendre, moins coûteux à produire et dont le prix tendait à se rapprocher de celui du blé dur.

Le **prix** de la production de céréales poursuit le recul entamé un an plus tôt, en lien avec l'abondance de l'offre qui s'observe également au niveau mondial. Seul le prix du blé dur y fait exception. La baisse des cours mondiaux des céréales est observable dès le mois d'avril et elle s'accroît entre juillet et septembre sous l'effet d'un relèvement des prévisions de récoltes mondiales. Les cours se sont ensuite redressés sur les trois derniers mois de l'année avec deux facteurs explicatifs : des difficultés d'acheminement vers les ports aux États-Unis et l'annonce par la Russie de la mise en place prochaine de taxes sur les exportations de blé. Les cours européens ont en outre bénéficié de la baisse de l'euro par rapport au dollar. Au cours du premier trimestre 2015, les cours mondiaux repartent à la baisse, l'importance des stocks se conjuguant avec des prévisions optimistes sur les conditions de semis. À nouveau, les cours européens bénéficient de l'affaiblissement de l'euro, permettant d'atténuer nettement la chute. En France, le prix du blé tendre baisse de 12,8 %. Le déclassement d'une partie de la récolte de moindre qualité en blé fourrager, vendu moins cher, accentue la baisse des cours par rapport à l'année précédente. Le prix du maïs recule également (- 15,6 %), en lien avec l'abondance des récoltes mais aussi dans le sillage du blé fourrager avec lequel il est en concurrence. Le prix de l'orge diminue de 11,7 %. À l'inverse, les cours du blé dur progressent en raison de l'insuffisance de l'offre. De fortes précipitations au Canada, premier exportateur, ont altéré la qualité de la récolte dont une partie ne peut ainsi être transformée en pâtes alimentaires. En France, le prix du blé dur se renchérit de 27,4 %.

Les aides à la surface pour les grandes cultures ont disparu en 2010 suite au bilan de santé de la Pac.

2. Les plantes industrielles¹

Évolution 2014/2013 de la production

En %

| | Volume | Prix | Valeur |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Ensemble hors subventions | + 16,2 | - 10,9 | + 3,6 |
| dont : oléagineux (56,8 %)* | + 21,3 | - 11,7 | + 7,1 |
| protéagineux (4,6 %)* | + 11,0 | - 9,3 | + 0,6 |
| betteraves industrielles (23,8 %)* | + 10,0 | - 16,0 | - 7,6 |
| Subventions sur les produits | ns | ns | ns |
| Ensemble au prix de base | + 16,0 | - 10,8 | + 3,5 |

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de plantes industrielles de 2013.

La **valeur** de la production d'**oléagineux** se redresse après sa chute durant l'année précédente. En effet, le surcroît des récoltes fait mieux que compenser la baisse des prix qui se poursuit.

Le **volume** augmente de 21,3 % sur un an, dépassant sa moyenne quinquennale, du seul fait de la hausse des rendements, les surfaces diminuant légèrement. Ce résultat reflète principalement le rétablissement des rendements du colza, dont la récolte progresse de 26,7 %, après une année 2013 particulièrement défavorable du point de vue climatique. D'ampleur limitée en France, la culture du soja s'illustre cette année par un doublement de sa production : les rendements sont en hausse mais ce sont surtout les surfaces qui opèrent un bond, témoignant d'un regain d'intérêt pour cette culture. À l'inverse, la production de tournesol est stable, avec des rendements en hausse mais des surfaces qui retrouvent un niveau plus habituel. Pour rappel, l'année 2013 avait été marquée par une forte augmentation des surfaces due à des resemis de printemps, à la suite de conditions climatiques défavorables lors de l'hiver précédent.

Les cours mondiaux des oléagineux poursuivent leur baisse. La production mondiale de soja, qui atteint un niveau record, pèse sur eux. La chute des cours du pétrole amorcée en milieu d'année participe également de ce contexte baissier. La baisse des cours des oléagineux est cependant limitée par une demande chinoise soutenue ainsi que, pour ce qui est du marché européen, la baisse de l'euro par rapport au dollar. En France, le **prix** des oléagineux diminue de 11,7 %. Les aides pour les oléagineux ont disparu en 2010.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **protéagineux** interrompt sa chute en 2014 (+ 0,6 %) : le volume entame une remontée et les prix diminuent de façon un peu moins marquée. Avec des rendements en baisse mais un redressement des surfaces, la récolte s'améliore après le point bas de 2013. Elle demeure toutefois loin de sa moyenne quinquennale. Les prix des protéagineux diminuent pour la deuxième année consécutive, dans le sillage du blé et des tourteaux de soja (auxquels ils peuvent se substituer pour l'alimentation animale), et en raison également d'importantes disponibilités canadiennes. Le montant total des subventions sur les protéagineux a diminué de près de 6 %. La valeur de la production au prix de base décroît de 0,6 %.

La valeur de la production de **betteraves industrielles** continue de décroître nettement (- 7,6 %). Les tonnages récoltés s'accroissent fortement après deux années de recul, résultat de la hausse des surfaces et surtout des bons rendements. Les pluies ont été abondantes cet été. L'ensoleillement du mois de septembre a de plus fait remonter la richesse moyenne en sucre, même si cette dernière diminue en fin de saison. Mais dans l'hypothèse probable d'une absence de complément de prix pour la betterave du quota compte tenu de la baisse du cours mondial du sucre, les prix qui s'appliqueraient à la production de cette campagne 2014/2015 chuteraient de 16 %.

¹ Ce groupe de produits comprend les oléagineux, les protéagineux, les betteraves à sucre, le tabac brut et les "autres plantes industrielles" ; ce dernier poste regroupe plusieurs produits, dont les semences fourragères et potagères, la canne à sucre et les plantes textiles.

3. Les fruits et légumes

Évolution 2014/2013 de la production

En %

| | Volume | Prix | Valeur |
|----------------------------------|--------------|---------------|--------------|
| Ensemble hors subventions | + 6,3 | - 14,4 | - 9,0 |
| dont : fruits . (38,7 %)* | + 2,1 | - 10,8 | - 8,9 |
| légumes (36,9 %)* | + 1,5 | - 0,9 | + 0,5 |
| pommes de terre (24,4 %)* | + 20,0 | - 36,4 | - 23,7 |
| Subventions sur les produits | + 6,8 | - 1,1 | + 5,6 |
| Ensemble au prix de base | + 6,3 | - 14,1 | - 8,8 |

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de fruits et légumes de 2013.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **fruits** recule nettement (- 8,9 %), la hausse des volumes produits étant plombée par la forte baisse des prix.

La récolte de fraises est en légère hausse avec une campagne de production en avance. Mais la demande reste contenue et les cours se replient. Plus généralement, les cours des fruits d'été sont sous le poids d'une offre européenne conséquente et de températures fraîches en moyenne sur juillet-août ralentissant leur consommation. Pour l'abricot, la baisse des prix n'est que partiellement compensée par le retour de la production à un niveau moyen. La récolte de cerises connaît un très net redressement mais, pour concurrencer la fraise, les prix se réduisent. Pour les pêches, les surfaces s'érodent depuis 2009. La hausse des prix du melon compense la diminution de la récolte, dans le double contexte d'une demande dynamique et d'une offre limitée. Malgré une récolte en retrait, le prix des pommes se replie fortement. La baisse des cours s'accroît en fin d'année avec le début des effets de l'embargo commercial russe. La valeur de la production de fruits au prix de base diminue de 8,5 %.

La valeur de la production de **légumes** augmente légèrement (+ 0,5 %) malgré la mauvaise orientation des prix. Comme certains fruits, la plupart des légumes ont bénéficié d'un début de campagne précoce grâce aux températures douces de la première moitié de l'année. La météo a été plus fraîche à partir de juillet, pénalisant certaines récoltes mais aussi la consommation des fruits et légumes d'été. Pour la tomate, la production est en hausse de même que les prix qui bénéficient du regain de consommation à l'automne lié à la douceur des températures. Pour la salade, la moindre production se conjugue avec la hausse des prix. Pour la carotte, la production diminue, notamment pendant l'été, et les prix reculent nettement face à la faiblesse de la demande. Dans l'ensemble, la récolte de légumes est légèrement supérieure à celle de 2013. Les prix de l'ensemble des légumes poursuivent leur baisse (- 0,9 %).

La récolte de **pommes de terre** de conservation, traditionnellement sujette à de fortes variations annuelles, augmente à nouveau en 2014 et s'établit à son plus haut niveau depuis 1971. Les surfaces continuent d'augmenter de même que les rendements. Compte tenu des difficultés de commercialisation de l'excédent de production, le recul des prix est marqué. Le prix des pommes de terre primeur s'oriente également à la baisse. Globalement, le volume de production de pommes de terre s'accroît de 20,0 %. Le prix diminue de 36,4 %, entraînant *in fine* une baisse importante de la valeur de la production (- 23,7 %). L'aide compensatrice à la féculé avait disparu en 2012 mais une nouvelle aide est mise en place en 2014.

4. Les vins

Évolution 2014/2013 de la production

En %

| | | Volume | Prix | Valeur |
|-------------------------------------|-------------------|---------------|--------------|---------------|
| Ensemble | (100,0 %)* | + 12,1 | + 2,5 | + 14,9 |
| Vins d'appellation d'origine | (78,4 %) | + 12,7 | + 1,9 | + 14,9 |
| Vins de champagne** | (26,6 %) | - 6,6 | + 0,8 | - 5,8 |
| Autres vins d'appellation | (51,8 %) | + 22,6 | + 2,3 | + 25,5 |
| Autres vins | (21,6 %) | + 10,0 | + 4,7 | + 15,2 |
| Vins pour eaux de vie AOC | (8,7 %) | + 24,3 | - 3,8 | + 19,6 |
| Autres vins de distillation | (0,2 %) | + 5,3 | + 3,2 | + 8,7 |
| Vins de table et de pays | (12,7 %) | + 0,3 | + 11,9 | + 12,2 |

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de vins de 2013.

** Vin calme et champagne produits par les récoltants manipulants (activité secondaire).

La valeur de la production de vins poursuit sa progression, la hausse marquée des volumes produits s'accompagnant du maintien des prix à un niveau élevé.

Après deux années caractérisées par un climat peu propice, le **volume** global de production progresse nettement en 2014, renouant avec un niveau proche de la normale. La récolte concernant les vins de champagne décroît. La récolte en autres vins d'appellation, qui avait poursuivi sa chute en 2013 contrairement aux autres vins, se redresse très nettement en 2014, retrouvant peu ou prou son niveau de 2011. L'abondante pluviométrie estivale a créé les conditions favorables au grossissement des grains, et le climat chaud et sec de septembre associé à des traitements phytosanitaires a permis d'enrayer les maladies que ces pluies avaient pu faire apparaître. Les épisodes de grêle de juillet sur un territoire assez étendu ne semblent pas avoir compromis le potentiel de production. Certains départements du Languedoc-Roussillon ont été frappés d'épisodes de sécheresse.

Malgré la remontée des volumes, le **prix** de la production de vins demeure ferme (+ 2,5 %). En effet, les stocks demeurent faibles, limitant les disponibilités et permettant aux prix de se maintenir à un haut niveau. Ceci est particulièrement vrai pour les vins d'appellation d'origine, dont les prix ont beaucoup augmenté l'année précédente, et qui bénéficient également d'une légère reprise de leurs exportations.

5. Le bétail

Évolution 2014/2013 de la production

En %

| | <i>Volume</i> | <i>Prix</i> | <i>Valeur</i> |
|----------------------------------|---------------|--------------|---------------|
| Ensemble hors subventions | + 0,6 | - 4,5 | - 4,0 |
| dont : gros bovins (54,1 %)* | + 0,5 | - 4,8 | - 4,3 |
| veaux (10,5 %)* | - 0,4 | + 0,3 | - 0,1 |
| porcins (29,3 %)* | + 0,6 | - 8,4 | - 7,8 |
| ovins-caprins (5,8 %)* | + 1,9 | + 2,6 | + 4,5 |
| Subventions sur les produits | + 0,7 | 0,0 | + 0,7 |
| Ensemble au prix de base | + 0,6 | - 4,3 | - 3,7 |

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de bétail de 2013. Outre les animaux mentionnés, le bétail comprend aussi les équidés.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **gros bovins** s'oriente à la baisse en 2014 (- 4,3 %), après avoir ralenti sa progression dès l'année précédente.

Le volume de la production de gros bovins se redresse quelque peu après deux années consécutives de baisse. Dans un contexte d'anticipation de la fin des quotas prévue pour avril 2015, les effectifs de vaches laitières sont pour partie renouvelés, les mises à la réforme s'accroissent, gonflant ainsi les abattages alors que ceux-ci avaient fortement diminué en 2012 et 2013. À l'inverse, les abattages de taurillons et de bœufs se réduisent, en raison d'une baisse des disponibilités dans les élevages. Par ailleurs le solde des échanges extérieurs de gros bovins vivants s'améliore : les importations diminuent et les exportations augmentent légèrement, le marché espagnol prenant le relais du marché italien en ce qui concerne les brouards. Les prix des gros bovins marquent le pas (- 4,8 %) tout en restant au-dessus de leur niveau moyen des cinq dernières années.

Les aides à la production sont un peu moins importantes qu'en 2013. La valeur de la production au prix de base diminue de 4,0 %.

La production de **veaux** de boucherie ralentit sa baisse et reste à un niveau bas. Les abattages diminuent moins qu'en 2012 et 2013, et leur baisse est en partie compensée par l'amélioration de l'excédent commercial des animaux vivants. Le prix des veaux se maintient peu ou prou à son niveau de 2013. La prime à l'abattage des veaux a disparu en 2010.

La valeur de la production de **porcins** diminue, entraînée par la chute des prix. Le volume de production progresse légèrement. En effet, les abattages et le commerce extérieur d'animaux vivants évoluent peu par rapport à 2013. Les exportations de viandes porcines sont pénalisées par l'embargo russe sur les produits européens instauré fin janvier en raison des premiers cas de peste porcine africaine en Pologne et dans les pays baltes ; seule une partie des volumes exportés traditionnellement vers la Russie a pu être réorientée vers le Japon et l'Asie du Sud Est. Contrairement à ce qui s'observe dans l'ensemble de l'Union Européenne, le cheptel porcin français se replie, y compris le cheptel reproducteur. Le prix du porc opère un décrochage, en particulier à partir de l'été, l'écoulement des disponibilités étant rendu plus difficile du fait d'une météo pluvieuse peu favorable à la consommation de grillades. Plus globalement, les prix pâtissent du déséquilibre entre offre et demande européennes et des difficultés à l'export pour le porc français.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production **d'ovins et de caprins** croît de façon accélérée par rapport à 2013 tirant parti d'une remontée des volumes et de la dynamique des prix. Le volume

de production, tendanciellement en baisse ces dernières années, se redresse en 2014. Les moindres disponibilités sur le marché français jusqu'à la fin du printemps ont maintenu le cours de l'agneau à un niveau relativement élevé, avant que celui-ci ne s'oriente à la baisse. Sur l'ensemble de l'année, le prix moyen observé dépasse de 2,6 % celui de l'année précédente.

Les subventions sont revalorisées, portant la hausse à 5,1 % pour la valeur de la production au prix de base.

Au total, la valeur de la production de **bétail** hors subventions diminue pour la première fois depuis cinq ans (- 4,0 %), les prix se retournant à la baisse. Les subventions sur les produits sont revalorisées de 0,7 % et la valeur de la production de bétail au prix de base diminue de 3,7 %.

6. Les produits avicoles

Évolution 2014/2013 de la production

En %

| | <i>Volume</i> | <i>Prix</i> | <i>Valeur</i> |
|----------------------------|---------------|--------------|---------------|
| Ensemble | + 2,7 | - 4,8 | - 2,2 |
| dont : volailles (75,0 %)* | + 3,3 | - 6,5 | - 3,4 |
| œufs (25,0 %)* | + 0,9 | + 0,3 | + 1,2 |

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de produits avicoles de 2013.

Pour les **volailles**, la valeur de la production reflue (- 3,4 %), en raison du retournement baissier opéré par les prix. Le volume de production global augmente (+ 3,3 %) et recouvre des situations contrastées selon les espèces animales. Les abattages de poulets diminuent dans un contexte de renforcement de la concurrence sur le marché du poulet « grand export » suite à la suppression en juillet 2013 des restitutions européennes. En pâtissent notamment les exportations françaises de viandes et préparations de poulets vers le Proche et Moyen-Orient, premier marché à l'export.

Pour les **œufs**, la valeur de la production s'accroît de 1,2 % après son reflux en 2013. Le volume de production poursuit sa hausse (+ 0,9 %). Pour rappel, la production d'œufs de consommation avait chuté en 2011 en lien avec les travaux de mise aux normes européennes des cages de poules pondeuses, avant de se redresser en 2012 et surtout 2013. La chute du prix des œufs enregistrée en 2013 s'interrompt. Le prix a commencé à se redresser à partir du mois de mai, soutenu par des exportations plus dynamiques que l'année précédente.

7. Les autres produits animaux

Évolution 2014/2013 de la production

En %

| | <i>Volume</i> | <i>Prix</i> | <i>Valeur</i> |
|---------------------------------------|---------------|--------------|---------------|
| Ensemble | + 4,4 | + 5,6 | + 10,3 |
| dont : | | | |
| lait et produits laitiers** (93,6 %)* | + 4,8 | + 6,0 | + 11,1 |

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production d'autres produits animaux de 2013.

** Produits laitiers transformés par les exploitations.

La hausse de la **valeur** de la production des autres produits animaux s'accélère (+ 10,3 %), portée par une reprise du volume et par la dynamique des prix.

Jusqu'en septembre la collecte du lait de vache est croissante par rapport aux mêmes mois de l'année 2013. En effet, les conséquences de l'embargo russe ne sont pas encore palpables et la bonne orientation des prix incite les producteurs à produire davantage. Par ailleurs, le prix des aliments pour vaches laitières est en retrait et le climat est favorable à la repousse de l'herbe. Par la suite la production ralentit tout au long du dernier trimestre pour revenir à des niveaux comparables à ceux de la fin 2013.

Le **prix** à la production du lait de vache augmente de façon presque aussi dynamique qu'en 2013 (+ 6,5 %) malgré son repli à partir du mois d'octobre. Les cours sont en effet soutenus par la demande mondiale, et en particulier par la demande chinoise qui a été active sur la plus grande partie de l'année avant de fléchir quelque peu.

Au total, la valeur de la production de lait et produits laitiers croît de plus de 11,1 %.

LES COMPTES DE L'AGRICULTURE DE 2012 À 2014

Compte 2012 définitif

Compte 2013 semi-définitif

Compte 2014 provisoire

Tableau 1 – Production hors subventions

Tableau 2 – Subventions sur les produits

Tableau 3 – Production au prix de base

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

Tableau 5 – Le compte de production

Tableau 6 – Le compte d'exploitation

Tableau 7 – Le compte de revenu d'entreprise

Tableau 8 – Les indicateurs de revenu

Tableau 9 – Les indicateurs de revenu en termes réels

Compte de la branche agriculture en 2012 (version définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

| | Valeur 2011 | Indice de volume | Volume 2012 | Indice de prix | Valeur 2012 | Indice de valeur |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------------|
| Blé dur..... | 532,1 | 121,3 | 645,5 | 90,3 | 583,2 | 109,6 |
| Blé tendre..... | 6 413,6 | 104,6 | 6 706,3 | 116,5 | 7 813,4 | 121,8 |
| Mais..... | 2 962,5 | 99,1 | 2 937,3 | 112,4 | 3 302,2 | 111,5 |
| Orge..... | 1 610,3 | 128,9 | 2 076,3 | 110,1 | 2 285,3 | 141,9 |
| Autres céréales..... | 509,0 | 113,0 | 567,2 | 114,3 | 648,3 | 127,4 |
| CEREALES..... | 12 027,5 | 107,6 | 12 932,6 | 113,1 | 14 632,4 | 121,7 |
| Oléagineux..... | 3 210,2 | 97,2 | 3 121,4 | 110,1 | 3 436,6 | 107,1 |
| Protéagineux..... | 230,3 | 82,5 | 190,1 | 125,9 | 239,4 | 104,0 |
| Tabac..... | 34,7 | 87,9 | 30,5 | 97,0 | 29,6 | 85,3 |
| Betteraves industrielles..... | 1 161,7 | 90,4 | 1 050,0 | 105,6 | 1 109,1 | 95,5 |
| Autres plantes industrielles..... | 371,7 | 112,6 | 418,7 | 100,2 | 419,4 | 112,8 |
| PLANTES INDUSTRIELLES..... | 5 008,6 | 96,0 | 4 810,7 | 108,8 | 5 234,1 | 104,5 |
| Maïs fourrage..... | 944,6 | 95,9 | 905,5 | 104,0 | 941,4 | 99,7 |
| Autres fourrages..... | 4 665,9 | 123,4 | 5 755,5 | 81,9 | 4 715,3 | 101,1 |
| PLANTES FOURRAGERES..... | 5 610,5 | 118,7 | 6 661,0 | 84,9 | 5 656,7 | 100,8 |
| Légumes frais..... | 2 673,2 | 99,3 | 2 655,6 | 110,7 | 2 939,4 | 110,0 |
| Plantes et fleurs..... | 2 440,6 | 101,7 | 2 481,8 | 103,0 | 2 556,4 | 104,7 |
| PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES..... | 5 113,8 | 100,5 | 5 137,4 | 107,0 | 5 495,8 | 107,5 |
| POMMES DE TERRE..... | 1 381,0 | 83,3 | 1 150,2 | 176,6 | 2 030,7 | 147,0 |
| FRUITS..... | 2 596,5 | 91,8 | 2 397,5 | 115,0 | 2 756,4 | 106,2 |
| Vins de champagne..... | 2 963,7 | 72,2 | 2 139,3 | 103,2 | 2 207,7 | 74,5 |
| dont vins calmes..... | 2 158,3 | 63,6 | 1 373,4 | 103,5 | 1 421,8 | 65,9 |
| dont champagne..... | 805,4 | 95,1 | 765,9 | 102,6 | 785,9 | 97,6 |
| Autres vins d'appellation..... | 5 772,1 | 87,0 | 5 022,8 | 108,8 | 5 466,1 | 94,7 |
| VINS D'APPELLATION D'ORIGINE..... | 8 735,8 | 82,0 | 7 162,1 | 107,1 | 7 673,8 | 87,8 |
| Vins pour eaux de vie AOC..... | 882,7 | 91,2 | 804,6 | 109,3 | 879,2 | 99,6 |
| dont vins de distillation..... | 175,9 | 85,3 | 150,0 | 114,9 | 172,4 | 98,0 |
| dont cognac..... | 706,8 | 92,6 | 654,6 | 108,0 | 706,8 | 100,0 |
| Autres vins de distillation..... | 21,9 | 83,6 | 18,3 | 100,0 | 18,3 | 83,6 |
| Vins de table et de pays..... | 1 481,9 | 75,6 | 1 121,0 | 108,0 | 1 210,9 | 81,7 |
| AUTRES VINS..... | 2 386,5 | 81,5 | 1 943,9 | 108,5 | 2 108,4 | 88,3 |
| PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)..... | 42 860,2 | 98,4 | 42 195,4 | 108,0 | 45 588,3 | 106,4 |
| Gros bovins..... | 5 547,1 | 96,4 | 5 346,6 | 114,7 | 6 133,4 | 110,6 |
| Veaux..... | 1 275,6 | 94,9 | 1 210,0 | 102,6 | 1 241,6 | 97,3 |
| Ovins-caprins..... | 676,2 | 96,0 | 649,1 | 103,5 | 671,9 | 99,4 |
| Équidés..... | 55,5 | 74,4 | 41,3 | 67,6 | 27,9 | 50,3 |
| Porcins..... | 3 175,7 | 98,0 | 3 112,9 | 110,0 | 3 425,1 | 107,9 |
| BETAIL..... | 10 730,1 | 96,5 | 10 359,9 | 111,0 | 11 499,9 | 107,2 |
| Volailles..... | 3 528,1 | 98,5 | 3 476,0 | 101,7 | 3 533,5 | 100,2 |
| Œufs..... | 1 084,4 | 100,8 | 1 093,4 | 137,1 | 1 499,2 | 138,3 |
| PRODUITS AVICOLES..... | 4 612,5 | 99,1 | 4 569,4 | 110,1 | 5 032,7 | 109,1 |
| Lait et produits laitiers..... | 9 154,5 | 98,3 | 8 998,4 | 96,9 | 8 718,4 | 95,2 |
| dont lait..... | 8 835,4 | 98,2 | 8 675,8 | 96,8 | 8 402,4 | 95,1 |
| dont produits laitiers..... | 319,1 | 101,1 | 322,6 | 98,0 | 316,0 | 99,0 |
| Autres produits de l'élevage..... | 670,6 | 91,4 | 614,6 | 101,3 | 622,6 | 92,8 |
| AUTRES PRODUITS ANIMAUX..... | 9 825,1 | 97,8 | 9 613,0 | 97,2 | 9 341,0 | 95,1 |
| PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)..... | 25 167,7 | 97,5 | 24 542,3 | 105,4 | 25 873,6 | 102,8 |
| TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)..... | 68 027,9 | 98,1 | 66 737,7 | 107,1 | 71 461,9 | 105,0 |
| Activités principales de travaux agricoles..... | 3 961,7 | 103,1 | 4 085,9 | 102,5 | 4 187,8 | 105,7 |
| Activités secondaires de services..... | 213,2 | 85,7 | 182,7 | 102,3 | 186,9 | 87,7 |
| PRODUCTION DE SERVICES (4)..... | 4 174,9 | 102,2 | 4 268,6 | 102,5 | 4 374,7 | 104,8 |
| TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)..... | 72 202,8 | 98,3 | 71 006,3 | 106,8 | 75 836,6 | 105,0 |
| dont production des activités secondaires..... | 2 044,5 | 94,2 | 1 925,8 | 103,6 | 1 995,6 | 97,6 |

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2012 (version définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

| | Valeur 2011 | Indice de volume | Volume 2012 | Indice de prix | Valeur 2012 | Indice de valeur |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|
| Blé dur..... | 7,3 | 120,5 | 8,8 | 78,4 | 6,9 | 94,5 |
| Blé tendre..... | 2,1 | 104,8 | 2,2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Maïs..... | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | |
| Orge..... | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | |
| Autres céréales..... | 7,1 | 97,2 | 6,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| CEREALES..... | 16,5 | 108,5 | 17,9 | 38,5 | 6,9 | 41,8 |
| Oléagineux..... | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | |
| Protéagineux..... | 56,0 | 82,5 | 46,2 | 89,2 | 41,2 | 73,6 |
| Tabac..... | 0,0 | | 0,0 | | 8,0 | |
| Betteraves industrielles..... | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | |
| Autres plantes industrielles..... | 90,8 | 90,9 | 82,5 | 103,5 | 85,4 | 94,1 |
| PLANTES INDUSTRIELLES..... | 146,8 | 87,7 | 128,7 | 104,6 | 134,6 | 91,7 |
| Maïs fourrage..... | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | |
| Autres fourrages..... | | | | | | |
| PLANTES FOURRAGERES..... | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | |
| Légumes frais..... | 10,5 | 99,0 | 10,4 | 41,3 | 4,3 | 41,0 |
| Plantes et fleurs..... | | | | | | |
| PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES..... | 10,5 | 99,0 | 10,4 | 41,3 | 4,3 | 41,0 |
| POMMES DE TERRE..... | 15,0 | 98,7 | 14,8 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| FRUITS..... | 165,5 | 84,2 | 139,3 | 119,0 | 165,8 | 100,2 |
| Vins de champagne..... | | | | | | |
| dont vins calmes..... | | | | | | |
| dont champagne..... | | | | | | |
| Autres vins d'appellation..... | | | | | | |
| VINS D'APPELLATION D'ORIGINE..... | | | | | | |
| Vins pour eaux de vie AOC..... | | | | | | |
| dont vins de distillation..... | | | | | | |
| dont cognac..... | | | | | | |
| Autres vins de distillation..... | | | | | | |
| Vins de table et de pays..... | | | | | | |
| AUTRES VINS..... | | | | | | |
| PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)..... | 354,3 | 87,8 | 311,1 | 100,2 | 311,6 | 87,9 |
| Gros bovins..... | 660,0 | 96,4 | 636,5 | 99,0 | 630,3 | 95,5 |
| Veaux..... | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | |
| Ovins-caprins..... | 122,9 | 95,9 | 117,9 | 103,9 | 122,5 | 99,7 |
| Equidés..... | | | | | | |
| Porcins..... | | | | | | |
| BETAIL..... | 782,9 | 96,4 | 754,4 | 99,8 | 752,8 | 96,2 |
| Volailles..... | 2,1 | 109,5 | 2,3 | 91,3 | 2,1 | 100,0 |
| Œufs..... | | | | | | |
| PRODUITS AVICOLES..... | 2,1 | 109,5 | 2,3 | 91,3 | 2,1 | 100,0 |
| Lait et produits laitiers..... | 2,3 | 95,7 | 2,2 | 104,5 | 2,3 | 100,0 |
| dont lait..... | 2,3 | 95,7 | 2,2 | 104,5 | 2,3 | 100,0 |
| dont produits laitiers..... | | | | | | |
| Autres produits de l'élevage..... | | | | | | |
| AUTRES PRODUITS ANIMAUX..... | 2,3 | 95,7 | 2,2 | 104,5 | 2,3 | 100,0 |
| PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)..... | 787,3 | 96,4 | 758,9 | 99,8 | 757,2 | 96,2 |
| TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)..... | 1 141,6 | 93,7 | 1 070,0 | 99,9 | 1 068,8 | 93,6 |
| Activités principales de travaux agricoles..... | | | | | | |
| Activités secondaires de services..... | | | | | | |
| PRODUCTION DE SERVICES (4)..... | | | | | | |
| TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)..... | 1 141,6 | 93,7 | 1 070,0 | 99,9 | 1 068,8 | 93,6 |
| dont production des activités secondaires..... | | | | | | |

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2012 (version définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

| | Valeur 2011 | Indice de volume | Volume 2012 | Indice de prix | Valeur 2012 | Indice de valeur |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------------|
| Blé dur..... | 539,4 | 121,3 | 654,3 | 90,2 | 590,1 | 109,4 |
| Blé tendre..... | 6 415,7 | 104,6 | 6 708,5 | 116,5 | 7 813,4 | 121,8 |
| Mais..... | 2 962,5 | 99,1 | 2 937,3 | 112,4 | 3 302,2 | 111,5 |
| Orge..... | 1 610,3 | 128,9 | 2 076,3 | 110,1 | 2 285,3 | 141,9 |
| Autres céréales..... | 516,1 | 112,7 | 574,1 | 112,9 | 648,3 | 125,6 |
| CEREALES..... | 12 044,0 | 107,6 | 12 950,5 | 113,0 | 14 639,3 | 121,5 |
| Oléagineux..... | 3 210,2 | 97,2 | 3 121,4 | 110,1 | 3 436,6 | 107,1 |
| Protéagineux..... | 286,3 | 82,5 | 236,3 | 118,7 | 280,6 | 98,0 |
| Tabac..... | 34,7 | 87,9 | 30,5 | 123,3 | 37,6 | 108,4 |
| Betteraves industrielles..... | 1 161,7 | 90,4 | 1 050,0 | 105,6 | 1 109,1 | 95,5 |
| Autres plantes industrielles..... | 462,5 | 108,4 | 501,2 | 100,7 | 504,8 | 109,1 |
| PLANTES INDUSTRIELLES..... | 5 155,4 | 95,8 | 4 939,4 | 108,7 | 5 368,7 | 104,1 |
| Maïs fourrage..... | 944,6 | 95,9 | 905,5 | 104,0 | 941,4 | 99,7 |
| Autres fourrages..... | 4 665,9 | 123,4 | 5 755,5 | 81,9 | 4 715,3 | 101,1 |
| PLANTES FOURRAGERES..... | 5 610,5 | 118,7 | 6 661,0 | 84,9 | 5 656,7 | 100,8 |
| Légumes frais..... | 2 683,7 | 99,3 | 2 666,0 | 110,4 | 2 943,7 | 109,7 |
| Plantes et fleurs..... | 2 440,6 | 101,7 | 2 481,8 | 103,0 | 2 556,4 | 104,7 |
| PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES..... | 5 124,3 | 100,5 | 5 147,8 | 106,8 | 5 500,1 | 107,3 |
| POMMES DE TERRE..... | 1 396,0 | 83,5 | 1 165,0 | 174,3 | 2 030,7 | 145,5 |
| FRUITS..... | 2 762,0 | 91,3 | 2 536,8 | 115,2 | 2 922,2 | 105,8 |
| Vins de champagne..... | 2 963,7 | 72,2 | 2 139,3 | 103,2 | 2 207,7 | 74,5 |
| dont vins calmes..... | 2 158,3 | 63,6 | 1 373,4 | 103,5 | 1 421,8 | 65,9 |
| dont champagne..... | 805,4 | 95,1 | 765,9 | 102,6 | 785,9 | 97,6 |
| Autres vins d'appellation..... | 5 772,1 | 87,0 | 5 022,8 | 108,8 | 5 466,1 | 94,7 |
| VINS D'APPELLATION D'ORIGINE..... | 8 735,8 | 82,0 | 7 162,1 | 107,1 | 7 673,8 | 87,8 |
| Vins pour eaux de vie AOC..... | 882,7 | 91,2 | 804,6 | 109,3 | 879,2 | 99,6 |
| dont vins de distillation..... | 175,9 | 85,3 | 150,0 | 114,9 | 172,4 | 98,0 |
| dont cognac..... | 706,8 | 92,6 | 654,6 | 108,0 | 706,8 | 100,0 |
| Autres vins de distillation..... | 21,9 | 83,6 | 18,3 | 100,0 | 18,3 | 83,6 |
| Vins de table et de pays..... | 1 481,9 | 75,6 | 1 121,0 | 108,0 | 1 210,9 | 81,7 |
| AUTRES VINS..... | 2 386,5 | 81,5 | 1 943,9 | 108,5 | 2 108,4 | 88,3 |
| PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)..... | 43 214,5 | 98,3 | 42 506,5 | 108,0 | 45 899,9 | 106,2 |
| Gros bovins..... | 6 207,1 | 96,4 | 5 983,1 | 113,0 | 6 763,7 | 109,0 |
| Veaux..... | 1 275,6 | 94,9 | 1 210,0 | 102,6 | 1 241,6 | 97,3 |
| Ovins-caprins..... | 799,1 | 96,0 | 767,0 | 103,6 | 794,4 | 99,4 |
| Equidés..... | 55,5 | 74,4 | 41,3 | 67,6 | 27,9 | 50,3 |
| Porcins..... | 3 175,7 | 98,0 | 3 112,9 | 110,0 | 3 425,1 | 107,9 |
| BETAIL..... | 11 513,0 | 96,5 | 11 114,3 | 110,2 | 12 252,7 | 106,4 |
| Volailles..... | 3 530,2 | 98,5 | 3 478,3 | 101,6 | 3 535,6 | 100,2 |
| Œufs..... | 1 084,4 | 100,8 | 1 093,4 | 137,1 | 1 499,2 | 138,3 |
| PRODUITS AVICOLES..... | 4 614,6 | 99,1 | 4 571,7 | 110,1 | 5 034,8 | 109,1 |
| Lait et produits laitiers..... | 9 156,8 | 98,3 | 9 000,6 | 96,9 | 8 720,7 | 95,2 |
| dont lait..... | 8 837,7 | 98,2 | 8 678,0 | 96,9 | 8 404,7 | 95,1 |
| dont produits laitiers..... | 319,1 | 101,1 | 322,6 | 98,0 | 316,0 | 99,0 |
| Autres produits de l'élevage..... | 670,6 | 91,4 | 614,6 | 101,3 | 622,6 | 92,8 |
| AUTRES PRODUITS ANIMAUX..... | 9 827,4 | 97,8 | 9 615,2 | 97,2 | 9 343,3 | 95,1 |
| PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)..... | 25 955,0 | 97,5 | 25 301,2 | 105,3 | 26 630,8 | 102,6 |
| TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)..... | 69 169,5 | 98,0 | 67 807,7 | 107,0 | 72 530,7 | 104,9 |
| Activités principales de travaux agricoles..... | 3 961,7 | 103,1 | 4 085,9 | 102,5 | 4 187,8 | 105,7 |
| Activités secondaires de services..... | 213,2 | 85,7 | 182,7 | 102,3 | 186,9 | 87,7 |
| PRODUCTION DE SERVICES (4)..... | 4 174,9 | 102,2 | 4 268,6 | 102,5 | 4 374,7 | 104,8 |
| TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)..... | 73 344,4 | 98,3 | 72 076,3 | 106,7 | 76 905,4 | 104,9 |
| dont production des activités secondaires..... | 2 044,5 | 94,2 | 1 925,8 | 103,6 | 1 995,6 | 97,6 |

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2012 (version définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

| | Valeur 2011 | Indice de volume | Volume 2012 | Indice de prix | Valeur 2012 | Indice de valeur |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------------|
| Semences et plants | 2 408,4 | 100,9 | 2 429,6 | 101,3 | 2 461,6 | 102,2 |
| Énergie et lubrifiants | 4 057,3 | 98,9 | 4 014,0 | 112,2 | 4 502,7 | 111,0 |
| Engrais et amendements | 3 895,6 | 101,5 | 3 955,8 | 114,5 | 4 530,3 | 116,3 |
| Produits de protection des cultures | 2 743,1 | 107,2 | 2 939,6 | 100,2 | 2 945,9 | 107,4 |
| Dépenses vétérinaires | 1 510,2 | 95,4 | 1 440,1 | 103,0 | 1 482,7 | 98,2 |
| Aliments pour animaux | 15 307,6 | 106,7 | 16 331,3 | 98,4 | 16 066,5 | 105,0 |
| <i>dont : intra consommés</i> | 6 951,8 | 115,4 | 8 020,7 | 89,6 | 7 184,5 | 103,3 |
| <i>achetés en dehors de la branche</i> | 8 355,8 | 99,5 | 8 310,6 | 106,9 | 8 882,0 | 106,3 |
| Entretien du matériel | 3 128,9 | 102,5 | 3 205,8 | 103,0 | 3 301,6 | 105,5 |
| Entretien des bâtiments | 326,0 | 102,6 | 334,6 | 102,3 | 342,3 | 105,0 |
| Services de travaux agricoles | 3 961,7 | 103,1 | 4 086,0 | 102,5 | 4 187,8 | 105,7 |
| Autres biens et services | 6 902,6 | 99,5 | 6 871,1 | 103,0 | 7 079,1 | 102,6 |
| <i>dont : SIFIM</i> | 788,8 | 103,0 | 812,7 | 117,4 | 954,5 | 121,0 |
| Total | 44 241,4 | 103,1 | 45 607,9 | 102,8 | 46 900,5 | 106,0 |

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

| | Valeur 2011 | Indice de valeur | Valeur 2012 |
|----------------------------------|-----------------|---------------------|-----------------|
| Production | 73 344,4 | 104,9 | 76 905,4 |
| (-) Consommations intermédiaires | 44 241,4 | 106,0 | 46 900,5 |
| (=) Valeur ajoutée brute | 29 103,0 | 103,1 | 30 004,9 |
| (-) Consommation de capital fixe | 10 623,2 | 103,2 | 10 964,8 |
| (=) Valeur ajoutée nette | 18 479,8 | 103,0 | 19 040,1 |

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

| | Valeur 2011 | Indice de valeur | Valeur 2012 |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|
| Valeur ajoutée nette | 18 479,8 | 103,0 | 19 040,1 |
| (+) Subventions d'exploitation | 8 677,2 | 96,6 | 8 379,4 |
| <i>dont : bonifications d'intérêts</i> | 46,5 | 234,2 | 108,9 |
| (-) Autres impôts sur la production | 1 432,8 | 110,6 | 1 584,5 |
| Impôts fonciers | 875,4 | 112,6 | 985,5 |
| Autres | 557,4 | 107,5 | 599,0 |
| (=) Revenu des facteurs de la branche agricole | 25 724,2 | 100,4 | 25 835,0 |
| (-) Rémunération des salariés | 7 044,6 | 103,7 | 7 307,4 |
| Salaires | 5 798,5 | 103,1 | 5 979,6 |
| Cotisations sociales à la charge des employeurs | 1 246,1 | 106,6 | 1 327,8 |
| (=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation | 18 679,6 | 99,2 | 18 527,6 |

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

| | Valeur 2011 | Indice de valeur | Valeur 2012 |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|
| Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation | 18 679,6 | 99,2 | 18 527,6 |
| (-) Intérêts ¹ | 1 076,9 | 93,0 | 1 001,6 |
| (pour mémoire : intérêts dus par la branche) | 1 822,3 | 101,4 | 1 847,2 |
| (-) Charges locatives nettes ² | 2 314,1 | 105,4 | 2 439,2 |
| (=) Revenu net de la branche agricole | 15 288,6 | 98,7 | 15 086,9 |

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

| | 2012 / 2011 |
|--|-------------|
| Revenu des facteurs de la branche agricole | 0,4 |
| par actif | 1,9 |
| Revenu net de la branche agricole | -1,3 |
| par actif non salarié | 0,8 |
| Évolution du nombre d'UTA ¹ totales | -1,4 |
| Évolution du nombre d'UTA ¹ non salariées | -2,1 |

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

| | 2012 / 2011 |
|---|-------------|
| Revenu des facteurs de la branche agricole | -0,8 |
| par actif | 0,6 |
| Revenu net de la branche agricole | -2,5 |
| par actif non salarié | -0,4 |
| Évolution du prix du PIB | 1,2 |

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2013 (version semi-définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

| | Valeur 2012 | Indice de volume | Volume 2013 | Indice de prix | Valeur 2013 | Indice de valeur |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------------|
| Blé dur..... | 583,2 | 79,0 | 460,9 | 89,5 | 412,3 | 70,7 |
| Blé tendre..... | 7 813,4 | 103,8 | 8 111,1 | 83,3 | 6 755,7 | 86,5 |
| Mais..... | 3 302,2 | 97,8 | 3 229,0 | 73,5 | 2 373,6 | 71,9 |
| Orge..... | 2 285,3 | 91,0 | 2 078,9 | 83,4 | 1 732,8 | 75,8 |
| Autres céréales..... | 648,3 | 91,8 | 595,1 | 75,6 | 449,8 | 69,4 |
| CEREALES..... | 14 632,4 | 98,9 | 14 475,0 | 81,0 | 11 724,2 | 80,1 |
| Oléagineux..... | 3 436,6 | 85,0 | 2 920,0 | 78,6 | 2 294,1 | 66,8 |
| Protéagineux..... | 239,4 | 89,0 | 213,1 | 87,4 | 186,2 | 77,8 |
| Tabac..... | 29,6 | 78,0 | 23,1 | 114,7 | 26,5 | 89,5 |
| Betteraves industrielles..... | 1 109,1 | 100,9 | 1 118,6 | 85,8 | 960,1 | 86,6 |
| Autres plantes industrielles..... | 419,4 | 95,9 | 402,0 | 108,8 | 437,4 | 104,3 |
| PLANTES INDUSTRIELLES..... | 5 234,1 | 89,4 | 4 676,8 | 83,5 | 3 904,3 | 74,6 |
| Maïs fourrage..... | 941,4 | 102,2 | 962,4 | 108,3 | 1 042,5 | 110,7 |
| Autres fourrages..... | 4 715,3 | 98,3 | 4 633,8 | 105,6 | 4 894,9 | 103,8 |
| PLANTES FOURRAGERES..... | 5 656,7 | 98,9 | 5 596,2 | 106,1 | 5 937,4 | 105,0 |
| Légumes frais..... | 2 939,4 | 99,0 | 2 911,0 | 96,5 | 2 810,1 | 95,6 |
| Plantes et fleurs..... | 2 556,4 | 94,8 | 2 423,8 | 101,9 | 2 469,7 | 96,6 |
| PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES..... | 5 495,8 | 97,1 | 5 334,8 | 99,0 | 5 279,8 | 96,1 |
| POMMES DE TERRE..... | 2 030,7 | 108,1 | 2 194,3 | 84,6 | 1 857,4 | 91,5 |
| FRUITS..... | 2 756,4 | 101,8 | 2 804,8 | 105,0 | 2 944,3 | 106,8 |
| Vins de champagne..... | 2 207,7 | 127,1 | 2 806,8 | 102,0 | 2 863,0 | 129,7 |
| dont vins calmes..... | 1 421,8 | 143,9 | 2 046,1 | 101,9 | 2 085,6 | 146,7 |
| dont champagne..... | 785,9 | 96,8 | 760,7 | 102,2 | 777,4 | 98,9 |
| Autres vins d'appellation..... | 5 466,1 | 91,9 | 5 021,6 | 110,9 | 5 566,5 | 101,8 |
| VINS D'APPELLATION D'ORIGINE..... | 7 673,8 | 102,0 | 7 828,4 | 107,7 | 8 429,5 | 109,8 |
| Vins pour eaux de vie AOC..... | 879,2 | 98,4 | 864,9 | 108,2 | 936,0 | 106,5 |
| dont vins de distillation..... | 172,4 | 94,9 | 163,6 | 109,6 | 179,3 | 104,0 |
| dont cognac..... | 706,8 | 99,2 | 701,3 | 107,9 | 756,7 | 107,1 |
| Autres vins de distillation..... | 18,3 | 110,9 | 20,3 | 102,5 | 20,8 | 113,7 |
| Vins de table et de pays..... | 1 210,9 | 104,4 | 1 264,0 | 108,0 | 1 365,3 | 112,8 |
| AUTRES VINS..... | 2 108,4 | 101,9 | 2 149,2 | 108,0 | 2 322,1 | 110,1 |
| PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)..... | 45 588,3 | 98,8 | 45 059,5 | 94,1 | 42 399,0 | 93,0 |
| Gros bovins..... | 6 133,4 | 99,3 | 6 092,9 | 104,5 | 6 365,5 | 103,8 |
| Veaux..... | 1 241,6 | 97,5 | 1 210,6 | 101,7 | 1 231,2 | 99,2 |
| Ovins-caprins..... | 671,9 | 96,5 | 648,1 | 106,0 | 687,2 | 102,3 |
| Equidés..... | 27,9 | 105,7 | 29,5 | 132,2 | 39,0 | 139,8 |
| Porcins..... | 3 425,1 | 99,2 | 3 396,5 | 101,4 | 3 442,4 | 100,5 |
| BETAIL..... | 11 499,9 | 98,9 | 11 377,6 | 103,4 | 11 765,3 | 102,3 |
| Volailles..... | 3 533,5 | 98,8 | 3 489,7 | 105,6 | 3 686,3 | 104,3 |
| Œufs..... | 1 499,2 | 110,7 | 1 659,1 | 74,1 | 1 229,1 | 82,0 |
| PRODUITS AVICOLES..... | 5 032,7 | 102,3 | 5 148,8 | 95,5 | 4 915,4 | 97,7 |
| Lait et produits laitiers..... | 8 718,4 | 98,7 | 8 609,3 | 107,1 | 9 218,8 | 105,7 |
| dont lait..... | 8 402,4 | 98,6 | 8 287,0 | 107,0 | 8 871,2 | 105,6 |
| dont produits laitiers..... | 316,0 | 102,0 | 322,3 | 107,8 | 347,6 | 110,0 |
| Autres produits de l'élevage..... | 622,6 | 98,6 | 614,0 | 101,9 | 625,7 | 100,5 |
| AUTRES PRODUITS ANIMAUX..... | 9 341,0 | 98,7 | 9 223,3 | 106,7 | 9 844,5 | 105,4 |
| PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)..... | 25 873,6 | 99,5 | 25 749,7 | 103,0 | 26 525,2 | 102,5 |
| TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)..... | 71 461,9 | 99,1 | 70 809,2 | 97,3 | 68 924,2 | 96,4 |
| Activités principales de travaux agricoles..... | 4 187,8 | 102,5 | 4 291,2 | 102,4 | 4 395,2 | 105,0 |
| Activités secondaires de services..... | 186,9 | 105,3 | 196,8 | 102,6 | 202,0 | 108,1 |
| PRODUCTION DE SERVICES (4)..... | 4 374,7 | 102,6 | 4 488,0 | 102,4 | 4 597,2 | 105,1 |
| TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)..... | 75 836,6 | 99,3 | 75 297,2 | 97,6 | 73 521,4 | 96,9 |
| dont production des activités secondaires..... | 1 995,6 | 99,3 | 1 981,1 | 105,2 | 2 083,7 | 104,4 |

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2013 (version semi-définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

| | Valeur 2012 | Indice de volume | Volume 2013 | Indice de prix | Valeur 2013 | Indice de valeur |
|---|----------------|---------------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|
| Blé dur..... | 6,9 | 79,7 | 5,5 | 125,5 | 6,9 | 100,0 |
| Blé tendre..... | | | | | | |
| Maïs..... | | | | | | |
| Orge..... | | | | | | |
| Autres céréales..... | | | | | | |
| CEREALES | 6,9 | 79,7 | 5,5 | 125,5 | 6,9 | 100,0 |
| Oléagineux..... | | | | | | |
| Protéagineux..... | 41,2 | 88,8 | 36,6 | 110,9 | 40,6 | 98,5 |
| Tabac..... | 8,0 | 77,5 | 6,2 | 127,4 | 7,9 | 98,8 |
| Betteraves industrielles..... | | | | | | |
| Autres plantes industrielles..... | 85,4 | 89,9 | 76,8 | 113,2 | 86,9 | 101,8 |
| PLANTES INDUSTRIELLES | 134,6 | 88,9 | 119,6 | 113,2 | 135,4 | 100,6 |
| Maïs fourrage..... | | | | | | |
| Autres fourrages..... | | | | | | |
| PLANTES FOURRAGERES | | | | | | |
| Légumes frais..... | 4,3 | 100,0 | 4,3 | 107,0 | 4,6 | 107,0 |
| Plantes et fleurs..... | | | | | | |
| PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES | 4,3 | 100,0 | 4,3 | 107,0 | 4,6 | 107,0 |
| POMMES DE TERRE | | | | | | |
| FRUITS | 165,8 | 80,5 | 133,5 | 100,4 | 134,1 | 80,9 |
| Vins de champagne..... | | | | | | |
| dont vins calmes..... | | | | | | |
| dont champagne..... | | | | | | |
| Autres vins d'appellation..... | | | | | | |
| VINS D'APPELLATION D'ORIGINE | | | | | | |
| Vins pour eaux de vie AOC..... | | | | | | |
| dont vins de distillation..... | | | | | | |
| dont cognac..... | | | | | | |
| Autres vins de distillation..... | | | | | | |
| Vins de table et de pays..... | | | | | | |
| AUTRES VINS | | | | | | |
| PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1) | 311,6 | 84,4 | 262,9 | 106,9 | 281,0 | 90,2 |
| Gros bovins..... | 630,3 | 99,3 | 625,8 | 101,9 | 637,9 | 101,2 |
| Veaux..... | | | | | | |
| Ovins-caprins..... | 122,5 | 96,5 | 118,2 | 103,5 | 122,3 | 99,8 |
| Equidés..... | | | | | | |
| Porcins..... | | | | | | |
| BETAIL | 752,8 | 98,8 | 744,0 | 102,2 | 760,2 | 101,0 |
| Volailles..... | 2,1 | 109,5 | 2,3 | 91,3 | 2,1 | 100,0 |
| Œufs..... | | | | | | |
| PRODUITS AVICOLES | 2,1 | 109,5 | 2,3 | 91,3 | 2,1 | 100,0 |
| Lait et produits laitiers..... | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 |
| dont lait..... | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 |
| dont produits laitiers..... | | | | | | |
| Autres produits de l'élevage..... | | | | | | |
| AUTRES PRODUITS ANIMAUX | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 |
| PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2) .. | 757,2 | 98,9 | 748,6 | 102,1 | 764,6 | 101,0 |
| TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2) | 1 068,8 | 94,6 | 1 011,5 | 103,4 | 1 045,6 | 97,8 |
| Activités principales de travaux agricoles..... | | | | | | |
| Activités secondaires de services..... | | | | | | |
| PRODUCTION DE SERVICES (4) | | | | | | |
| TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4) | 1 068,8 | 94,6 | 1 011,5 | 103,4 | 1 045,6 | 97,8 |
| dont production des activités secondaires..... | | | | | | |

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2013 (version semi-définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

| | Valeur 2012 | Indice de volume | Volume 2013 | Indice de prix | Valeur 2013 | Indice de valeur |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------------|
| Blé dur..... | 590,1 | 79,0 | 466,4 | 89,9 | 419,2 | 71,0 |
| Blé tendre..... | 7 813,4 | 103,8 | 8 111,1 | 83,3 | 6 755,7 | 86,5 |
| Mais..... | 3 302,2 | 97,8 | 3 229,0 | 73,5 | 2 373,6 | 71,9 |
| Orge..... | 2 285,3 | 91,0 | 2 078,9 | 83,4 | 1 732,8 | 75,8 |
| Autres céréales..... | 648,3 | 91,8 | 595,1 | 75,6 | 449,8 | 69,4 |
| CEREALES..... | 14 639,3 | 98,9 | 14 480,5 | 81,0 | 11 731,1 | 80,1 |
| Oléagineux..... | 3 436,6 | 85,0 | 2 920,0 | 78,6 | 2 294,1 | 66,8 |
| Protéagineux..... | 280,6 | 89,0 | 249,7 | 90,8 | 226,8 | 80,8 |
| Tabac..... | 37,6 | 77,9 | 29,3 | 117,4 | 34,4 | 91,5 |
| Betteraves industrielles..... | 1 109,1 | 100,9 | 1 118,6 | 85,8 | 960,1 | 86,6 |
| Autres plantes industrielles..... | 504,8 | 94,8 | 478,8 | 109,5 | 524,3 | 103,9 |
| PLANTES INDUSTRIELLES..... | 5 368,7 | 89,3 | 4 796,4 | 84,2 | 4 039,7 | 75,2 |
| Maïs fourrage..... | 941,4 | 102,2 | 962,4 | 108,3 | 1 042,5 | 110,7 |
| Autres fourrages..... | 4 715,3 | 98,3 | 4 633,8 | 105,6 | 4 894,9 | 103,8 |
| PLANTES FOURRAGERES..... | 5 656,7 | 98,9 | 5 596,2 | 106,1 | 5 937,4 | 105,0 |
| Légumes frais..... | 2 943,7 | 99,0 | 2 915,3 | 96,5 | 2 814,7 | 95,6 |
| Plantes et fleurs..... | 2 556,4 | 94,8 | 2 423,8 | 101,9 | 2 469,7 | 96,6 |
| PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES..... | 5 500,1 | 97,1 | 5 339,1 | 99,0 | 5 284,4 | 96,1 |
| POMMES DE TERRE..... | 2 030,7 | 108,1 | 2 194,3 | 84,6 | 1 857,4 | 91,5 |
| FRUITS..... | 2 922,2 | 100,6 | 2 938,3 | 104,8 | 3 078,4 | 105,3 |
| Vins de champagne..... | 2 207,7 | 127,1 | 2 806,8 | 102,0 | 2 863,0 | 129,7 |
| dont vins calmes..... | 1 421,8 | 143,9 | 2 046,1 | 101,9 | 2 085,6 | 146,7 |
| dont champagne..... | 785,9 | 96,8 | 760,7 | 102,2 | 777,4 | 98,9 |
| Autres vins d'appellation..... | 5 466,1 | 91,9 | 5 021,6 | 110,9 | 5 566,5 | 101,8 |
| VINS D'APPELLATION D'ORIGINE..... | 7 673,8 | 102,0 | 7 828,4 | 107,7 | 8 429,5 | 109,8 |
| Vins pour eaux de vie AOC..... | 879,2 | 98,4 | 864,9 | 108,2 | 936,0 | 106,5 |
| dont vins de distillation..... | 172,4 | 94,9 | 163,6 | 109,6 | 179,3 | 104,0 |
| dont cognac..... | 706,8 | 99,2 | 701,3 | 107,9 | 756,7 | 107,1 |
| Autres vins de distillation..... | 18,3 | 110,9 | 20,3 | 102,5 | 20,8 | 113,7 |
| Vins de table et de pays..... | 1 210,9 | 104,4 | 1 264,0 | 108,0 | 1 365,3 | 112,8 |
| AUTRES VINS..... | 2 108,4 | 101,9 | 2 149,2 | 108,0 | 2 322,1 | 110,1 |
| PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)..... | 45 899,9 | 98,7 | 45 322,4 | 94,2 | 42 680,0 | 93,0 |
| Gros bovins..... | 6 763,7 | 99,3 | 6 718,7 | 104,2 | 7 003,4 | 103,5 |
| Veaux..... | 1 241,6 | 97,5 | 1 210,6 | 101,7 | 1 231,2 | 99,2 |
| Ovins-caprins..... | 794,4 | 96,5 | 766,3 | 105,6 | 809,5 | 101,9 |
| Equidés..... | 27,9 | 105,7 | 29,5 | 132,2 | 39,0 | 139,8 |
| Porcins..... | 3 425,1 | 99,2 | 3 396,5 | 101,4 | 3 442,4 | 100,5 |
| BETAIL..... | 12 252,7 | 98,9 | 12 121,6 | 103,3 | 12 525,5 | 102,2 |
| Volailles..... | 3 535,6 | 98,8 | 3 492,0 | 105,6 | 3 688,4 | 104,3 |
| Œufs..... | 1 499,2 | 110,7 | 1 659,1 | 74,1 | 1 229,1 | 82,0 |
| PRODUITS AVICOLES..... | 5 034,8 | 102,3 | 5 151,1 | 95,5 | 4 917,5 | 97,7 |
| Lait et produits laitiers..... | 8 720,7 | 98,7 | 8 611,6 | 107,1 | 9 221,1 | 105,7 |
| dont lait..... | 8 404,7 | 98,6 | 8 289,3 | 107,0 | 8 873,5 | 105,6 |
| dont produits laitiers..... | 316,0 | 102,0 | 322,3 | 107,8 | 347,6 | 110,0 |
| Autres produits de l'élevage..... | 622,6 | 98,6 | 614,0 | 101,9 | 625,7 | 100,5 |
| AUTRES PRODUITS ANIMAUX..... | 9 343,3 | 98,7 | 9 225,6 | 106,7 | 9 846,8 | 105,4 |
| PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)..... | 26 630,8 | 99,5 | 26 498,3 | 103,0 | 27 289,8 | 102,5 |
| TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)..... | 72 530,7 | 99,0 | 71 820,7 | 97,4 | 69 969,8 | 96,5 |
| Activités principales de travaux agricoles..... | 4 187,8 | 102,5 | 4 291,2 | 102,4 | 4 395,2 | 105,0 |
| Activités secondaires de services..... | 186,9 | 105,3 | 196,8 | 102,6 | 202,0 | 108,1 |
| PRODUCTION DE SERVICES (4)..... | 4 374,7 | 102,6 | 4 488,0 | 102,4 | 4 597,2 | 105,1 |
| TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)..... | 76 905,4 | 99,2 | 76 308,7 | 97,7 | 74 567,0 | 97,0 |
| dont production des activités secondaires..... | 1 995,6 | 99,3 | 1 981,1 | 105,2 | 2 083,7 | 104,4 |

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2013 (version semi-définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

| | Valeur 2012 | Indice de volume | Volume 2013 | Indice de prix | Valeur 2013 | Indice de valeur |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------------|
| Semences et plants | 2 461,6 | 94,4 | 2 323,8 | 102,9 | 2 390,1 | 97,1 |
| Energie et lubrifiants | 4 502,7 | 104,7 | 4 713,1 | 98,2 | 4 629,1 | 102,8 |
| Engrais et amendements | 4 530,3 | 102,5 | 4 644,6 | 101,0 | 4 691,7 | 103,6 |
| Produits de protection des cultures | 2 945,9 | 106,1 | 3 124,5 | 100,6 | 3 142,7 | 106,7 |
| Dépenses vétérinaires | 1 482,7 | 89,6 | 1 328,7 | 103,1 | 1 370,4 | 92,4 |
| Aliments pour animaux | 16 066,5 | 100,0 | 16 068,0 | 104,5 | 16 796,3 | 104,5 |
| <i>dont : intra consommés</i> | 7 184,5 | 100,9 | 7 246,8 | 103,6 | 7 509,4 | 104,5 |
| <i>achetés en dehors de la branche</i> | 8 882,0 | 99,3 | 8 821,2 | 105,3 | 9 286,9 | 104,6 |
| Entretien du matériel | 3 301,6 | 97,8 | 3 230,1 | 102,8 | 3 319,3 | 100,5 |
| Entretien des bâtiments | 342,3 | 99,5 | 340,5 | 101,1 | 344,2 | 100,6 |
| Services de travaux agricoles | 4 187,8 | 102,5 | 4 291,2 | 102,4 | 4 395,2 | 105,0 |
| Autres biens et services | 7 079,1 | 98,5 | 6 974,1 | 101,2 | 7 056,4 | 99,7 |
| <i>dont : SIFIM</i> | 954,5 | 103,7 | 989,5 | 101,0 | 999,8 | 104,7 |
| Total | 46 900,5 | 100,3 | 47 038,6 | 102,3 | 48 135,4 | 102,6 |

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

| | Valeur 2012 | Indice de valeur | Valeur 2013 |
|----------------------------------|-----------------|---------------------|-----------------|
| Production | 76 905,4 | 97,0 | 74 567,0 |
| (-) Consommations intermédiaires | 46 900,5 | 102,6 | 48 135,4 |
| (=) Valeur ajoutée brute | 30 004,9 | 88,1 | 26 431,6 |
| (-) Consommation de capital fixe | 10 964,8 | 101,7 | 11 155,7 |
| (=) Valeur ajoutée nette | 19 040,1 | 80,2 | 15 275,9 |

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

| | Valeur 2012 | Indice de valeur | Valeur 2013 |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|
| Valeur ajoutée nette | 19 040,1 | 80,2 | 15 275,9 |
| (+) Subventions d'exploitation | 8 379,4 | 96,5 | 8 086,7 |
| <i>dont : bonifications d'intérêts</i> | 108,9 | 27,5 | 29,9 |
| (-) Autres impôts sur la production | 1 584,5 | 101,0 | 1 599,8 |
| Impôts fonciers | 985,5 | 101,1 | 996,7 |
| Autres | 599,0 | 100,7 | 603,2 |
| (=) Revenu des facteurs de la branche agricole | 25 835,0 | 84,2 | 21 762,9 |
| (-) Rémunération des salariés | 7 307,4 | 104,1 | 7 608,5 |
| Salaires | 5 979,6 | 102,8 | 6 147,3 |
| Cotisations sociales à la charge des employeurs | 1 327,8 | 110,0 | 1 461,2 |
| (=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation | 18 527,6 | 76,4 | 14 154,4 |

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

| | Valeur 2012 | Indice de valeur | Valeur 2013 |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|
| Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation | 18 527,6 | 76,4 | 14 154,4 |
| (-) Intérêts ¹ | 1 001,6 | 84,8 | 849,0 |
| (pour mémoire : intérêts dus par la branche) | 1 847,2 | 98,5 | 1 818,9 |
| (-) Charges locatives nettes ² | 2 439,2 | 103,9 | 2 534,6 |
| (=) Revenu net de la branche agricole | 15 086,9 | 71,4 | 10 770,8 |

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

| | 2013 / 2012 |
|--|--------------|
| Revenu des facteurs de la branche agricole | -15,8 |
| par actif | -14,9 |
| Revenu net de la branche agricole | -28,6 |
| par actif non salarié | -27,0 |
| Évolution du nombre d'UTA ¹ totales | -1,0 |
| Évolution du nombre d'UTA ¹ non salariées | -2,2 |

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

| | 2013 / 2012 |
|---|--------------|
| Revenu des facteurs de la branche agricole | -16,4 |
| par actif | -15,6 |
| Revenu net de la branche agricole | -29,1 |
| par actif non salarié | -27,5 |
| Évolution du prix du PIB | 0,8 |

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2014 (version provisoire)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

| | Valeur 2013 | Indice de volume | Volume 2014 | Indice de prix | Valeur 2014 | Indice de valeur |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------------|
| Blé dur..... | 412,3 | 79,7 | 328,4 | 127,4 | 418,3 | 101,5 |
| Blé tendre..... | 6 755,7 | 101,7 | 6 868,7 | 87,2 | 5 992,3 | 88,7 |
| Mais..... | 2 373,6 | 123,3 | 2 927,5 | 84,4 | 2 471,9 | 104,1 |
| Orge..... | 1 732,8 | 114,0 | 1 975,7 | 88,3 | 1 744,4 | 100,7 |
| Autres céréales..... | 449,8 | 103,6 | 465,8 | 85,5 | 398,3 | 88,6 |
| CEREALES..... | 11 724,2 | 107,2 | 12 566,1 | 87,7 | 11 025,2 | 94,0 |
| Oléagineux..... | 2 294,1 | 121,3 | 2 782,4 | 88,3 | 2 457,3 | 107,1 |
| Protéagineux..... | 186,2 | 111,0 | 206,6 | 90,7 | 187,3 | 100,6 |
| Tabac..... | 26,5 | 104,9 | 27,8 | 101,8 | 28,3 | 106,8 |
| Betteraves industrielles..... | 960,1 | 110,0 | 1 056,1 | 84,0 | 886,9 | 92,4 |
| Autres plantes industrielles..... | 437,4 | 106,1 | 463,9 | 104,4 | 484,4 | 110,7 |
| PLANTES INDUSTRIELLES..... | 3 904,3 | 116,2 | 4 536,8 | 89,1 | 4 044,2 | 103,6 |
| Maïs fourrage..... | 1 042,5 | 108,7 | 1 133,5 | 86,3 | 977,8 | 93,8 |
| Autres fourrages..... | 4 894,9 | 110,4 | 5 402,4 | 84,9 | 4 588,4 | 93,7 |
| PLANTES FOURRAGERES..... | 5 937,4 | 110,1 | 6 535,9 | 85,2 | 5 566,2 | 93,7 |
| Légumes frais..... | 2 810,1 | 101,5 | 2 851,5 | 99,1 | 2 825,2 | 100,5 |
| Plantes et fleurs..... | 2 469,7 | 111,9 | 2 764,3 | 100,0 | 2 765,2 | 112,0 |
| PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES..... | 5 279,8 | 106,4 | 5 615,8 | 99,5 | 5 590,4 | 105,9 |
| POMMES DE TERRE..... | 1 857,4 | 120,0 | 2 229,7 | 63,6 | 1 417,5 | 76,3 |
| FRUITS..... | 2 944,3 | 102,1 | 3 007,1 | 89,2 | 2 682,6 | 91,1 |
| Vins de champagne..... | 2 863,0 | 93,4 | 2 675,1 | 100,8 | 2 697,2 | 94,2 |
| dont vins calmes..... | 2 085,6 | 92,4 | 1 928,0 | 101,0 | 1 947,1 | 93,4 |
| dont champagne..... | 777,4 | 96,1 | 747,1 | 100,4 | 750,1 | 96,5 |
| Autres vins d'appellation..... | 5 566,5 | 122,6 | 6 827,2 | 102,3 | 6 984,1 | 125,5 |
| VINS D'APPELLATION D'ORIGINE..... | 8 429,5 | 112,7 | 9 502,3 | 101,9 | 9 681,3 | 114,9 |
| Vins pour eaux de vie AOC..... | 936,0 | 124,3 | 1 163,8 | 96,2 | 1 119,5 | 119,6 |
| dont vins de distillation..... | 179,3 | 114,3 | 204,9 | 99,5 | 203,9 | 113,7 |
| dont cognac..... | 756,7 | 126,7 | 958,9 | 95,5 | 915,6 | 121,0 |
| Autres vins de distillation..... | 20,8 | 105,3 | 21,9 | 103,2 | 22,6 | 108,7 |
| Vins de table et de pays..... | 1 365,3 | 100,3 | 1 369,2 | 111,9 | 1 532,4 | 112,2 |
| AUTRES VINS..... | 2 322,1 | 110,0 | 2 554,9 | 104,7 | 2 674,5 | 115,2 |
| PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)..... | 42 399,0 | 109,8 | 46 548,6 | 91,7 | 42 681,9 | 100,7 |
| Gros bovins..... | 6 365,5 | 100,5 | 6 400,0 | 95,2 | 6 092,5 | 95,7 |
| Veaux..... | 1 231,2 | 99,6 | 1 226,6 | 100,3 | 1 229,9 | 99,9 |
| Ovins-caprins..... | 687,2 | 101,9 | 700,1 | 102,6 | 718,1 | 104,5 |
| Equidés..... | 39,0 | 111,5 | 43,5 | 192,2 | 83,6 | 214,4 |
| Porcins..... | 3 442,4 | 100,6 | 3 463,1 | 91,6 | 3 172,3 | 92,2 |
| BETAIL..... | 11 765,3 | 100,6 | 11 833,3 | 95,5 | 11 296,4 | 96,0 |
| Volailles..... | 3 686,3 | 103,3 | 3 809,5 | 93,5 | 3 561,2 | 96,6 |
| Œufs..... | 1 229,1 | 100,9 | 1 240,7 | 100,3 | 1 244,3 | 101,2 |
| PRODUITS AVICOLES..... | 4 915,4 | 102,7 | 5 050,2 | 95,2 | 4 805,5 | 97,8 |
| Lait et produits laitiers..... | 9 218,8 | 104,8 | 9 661,2 | 106,0 | 10 239,2 | 111,1 |
| dont lait..... | 8 871,2 | 105,2 | 9 330,6 | 106,1 | 9 898,5 | 111,6 |
| dont produits laitiers..... | 347,6 | 95,1 | 330,6 | 103,1 | 340,7 | 98,0 |
| Autres produits de l'élevage..... | 625,7 | 98,6 | 617,0 | 99,9 | 616,3 | 98,5 |
| AUTRES PRODUITS ANIMAUX..... | 9 844,5 | 104,4 | 10 278,2 | 105,6 | 10 855,5 | 110,3 |
| PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)..... | 26 525,2 | 102,4 | 27 161,7 | 99,2 | 26 957,4 | 101,6 |
| TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)..... | 68 924,2 | 106,9 | 73 710,3 | 94,5 | 69 639,3 | 101,0 |
| Activités principales de travaux agricoles..... | 4 395,2 | 100,3 | 4 406,3 | 101,1 | 4 456,6 | 101,4 |
| Activités secondaires de services..... | 202,0 | 100,0 | 202,0 | 101,8 | 205,7 | 101,8 |
| PRODUCTION DE SERVICES (4)..... | 4 597,2 | 100,2 | 4 608,3 | 101,2 | 4 662,3 | 101,4 |
| TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)..... | 73 521,4 | 106,5 | 78 318,6 | 94,9 | 74 301,6 | 101,1 |
| dont production des activités secondaires..... | 2 083,7 | 107,4 | 2 238,6 | 98,8 | 2 212,1 | 106,2 |

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2014 (version provisoire)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

| | Valeur 2013 | Indice de volume | Volume 2014 | Indice de prix | Valeur 2014 | Indice de valeur |
|--|----------------|---------------------|----------------|-------------------|----------------|---------------------|
| Blé dur..... | 6,9 | 79,7 | 5,5 | 136,4 | 7,5 | 108,7 |
| Blé tendre..... | | | | | | |
| Maïs..... | | | | | | |
| Orge..... | | | | | | |
| Autres céréales..... | | | | | | |
| CEREALES..... | 6,9 | 79,7 | 5,5 | 136,4 | 7,5 | 108,7 |
| Oléagineux..... | | | | | | |
| Protéagineux..... | 40,6 | 111,1 | 45,1 | 84,7 | 38,2 | 94,1 |
| Tabac..... | 7,9 | 103,8 | 8,2 | 103,7 | 8,5 | 107,6 |
| Betteraves industrielles..... | 0,0 | | 0,0 | | 0,0 | |
| Autres plantes industrielles..... | 86,9 | 109,8 | 95,4 | 92,9 | 88,6 | 102,0 |
| PLANTES INDUSTRIELLES..... | 135,4 | 109,8 | 148,7 | 91,0 | 135,3 | 99,9 |
| Maïs fourrage..... | | | | | | |
| Autres fourrages..... | | | | | | |
| PLANTES FOURRAGERES..... | | | | | | |
| Légumes frais..... | 4,6 | 102,2 | 4,7 | 104,3 | 4,9 | 106,5 |
| Plantes et fleurs..... | | | | | | |
| PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES..... | 4,6 | 102,2 | 4,7 | 104,3 | 4,9 | 106,5 |
| POMMES DE TERRE..... | | | | | 6,7 | |
| FRUITS..... | 134,1 | 107,0 | 143,5 | 94,0 | 134,9 | 100,6 |
| Vins de champagne..... | | | | | | |
| dont vins calmes..... | | | | | | |
| dont champagne..... | | | | | | |
| Autres vins d'appellation..... | | | | | | |
| VINS D'APPELLATION D'ORIGINE..... | | | | | | |
| Vins pour eaux de vie AOC..... | | | | | | |
| dont vins de distillation..... | | | | | | |
| dont cognac..... | | | | | | |
| Autres vins de distillation..... | | | | | | |
| Vins de table et de pays..... | | | | | | |
| AUTRES VINS..... | | | | | | |
| PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)..... | 281,0 | 107,6 | 302,4 | 95,7 | 289,3 | 103,0 |
| Gros bovins..... | 637,9 | 100,5 | 640,9 | 98,7 | 632,4 | 99,1 |
| Veaux..... | | | | | | |
| Ovins-caprins..... | 122,3 | 101,9 | 124,6 | 106,7 | 132,9 | 108,7 |
| Equidés..... | | | | | | |
| Porcins..... | | | | | | |
| BETAIL..... | 760,2 | 100,7 | 765,5 | 100,0 | 765,3 | 100,7 |
| Volailles..... | 2,1 | 100,0 | 2,1 | 100,0 | 2,1 | 100,0 |
| Œufs..... | | | | | | |
| PRODUITS AVICOLES..... | 2,1 | 100,0 | 2,1 | 100,0 | 2,1 | 100,0 |
| Lait et produits laitiers..... | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 |
| dont lait..... | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 |
| dont produits laitiers..... | | | | | | |
| Autres produits de l'élevage..... | | | | | | |
| AUTRES PRODUITS ANIMAUX..... | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 | 2,3 | 100,0 |
| PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)..... | 764,6 | 100,7 | 769,9 | 100,0 | 769,7 | 100,7 |
| TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)..... | 1 045,6 | 102,6 | 1 072,3 | 98,8 | 1 059,0 | 101,3 |
| Activités principales de travaux agricoles..... | | | | | | |
| Activités secondaires de services..... | | | | | | |
| PRODUCTION DE SERVICES (4)..... | | | | | | |
| TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)..... | 1 045,6 | 102,6 | 1 072,3 | 98,8 | 1 059,0 | 101,3 |
| dont production des activités secondaires..... | | | | | | |

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2014 (version provisoire)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

| | Valeur 2013 | Indice de volume | Volume 2014 | Indice de prix | Valeur 2014 | Indice de valeur |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|-------------------|-----------------|---------------------|
| Blé dur..... | 419,2 | 79,7 | 333,9 | 127,5 | 425,8 | 101,6 |
| Blé tendre..... | 6 755,7 | 101,7 | 6 868,7 | 87,2 | 5 992,3 | 88,7 |
| Mais..... | 2 373,6 | 123,3 | 2 927,5 | 84,4 | 2 471,9 | 104,1 |
| Orge..... | 1 732,8 | 114,0 | 1 975,7 | 88,3 | 1 744,4 | 100,7 |
| Autres céréales..... | 449,8 | 103,6 | 465,8 | 85,5 | 398,3 | 88,6 |
| CEREALES..... | 11 731,1 | 107,2 | 12 571,6 | 87,8 | 11 032,7 | 94,0 |
| Oléagineux..... | 2 294,1 | 121,3 | 2 782,4 | 88,3 | 2 457,3 | 107,1 |
| Protéagineux..... | 226,8 | 111,0 | 251,7 | 89,6 | 225,5 | 99,4 |
| Tabac..... | 34,4 | 104,7 | 36,0 | 102,2 | 36,8 | 107,0 |
| Betteraves industrielles..... | 960,1 | 110,0 | 1 056,1 | 84,0 | 886,9 | 92,4 |
| Autres plantes industrielles..... | 524,3 | 106,7 | 559,3 | 102,4 | 573,0 | 109,3 |
| PLANTES INDUSTRIELLES..... | 4 039,7 | 116,0 | 4 685,5 | 89,2 | 4 179,5 | 103,5 |
| Maïs fourrage..... | 1 042,5 | 108,7 | 1 133,5 | 86,3 | 977,8 | 93,8 |
| Autres fourrages..... | 4 894,9 | 110,4 | 5 402,4 | 84,9 | 4 588,4 | 93,7 |
| PLANTES FOURRAGERES..... | 5 937,4 | 110,1 | 6 535,9 | 85,2 | 5 566,2 | 93,7 |
| Légumes frais..... | 2 814,7 | 101,5 | 2 856,2 | 99,1 | 2 830,1 | 100,5 |
| Plantes et fleurs..... | 2 469,7 | 111,9 | 2 764,3 | 100,0 | 2 765,2 | 112,0 |
| PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES..... | 5 284,4 | 106,4 | 5 620,5 | 99,6 | 5 595,3 | 105,9 |
| POMMES DE TERRE..... | 1 857,4 | 120,0 | 2 229,7 | 63,9 | 1 424,2 | 76,7 |
| FRUITS..... | 3 078,4 | 102,3 | 3 150,6 | 89,4 | 2 817,5 | 91,5 |
| Vins de champagne..... | 2 863,0 | 93,4 | 2 675,1 | 100,8 | 2 697,2 | 94,2 |
| dont vins calmes..... | 2 085,6 | 92,4 | 1 928,0 | 101,0 | 1 947,1 | 93,4 |
| dont champagne..... | 777,4 | 96,1 | 747,1 | 100,4 | 750,1 | 96,5 |
| Autres vins d'appellation..... | 5 566,5 | 122,6 | 6 827,2 | 102,3 | 6 984,1 | 125,5 |
| VINS D'APPELLATION D'ORIGINE..... | 8 429,5 | 112,7 | 9 502,3 | 101,9 | 9 681,3 | 114,9 |
| Vins pour eaux de vie AOC..... | 936,0 | 124,3 | 1 163,8 | 96,2 | 1 119,5 | 119,6 |
| dont vins de distillation..... | 179,3 | 114,3 | 204,9 | 99,5 | 203,9 | 113,7 |
| dont cognac..... | 756,7 | 126,7 | 958,9 | 95,5 | 915,6 | 121,0 |
| Autres vins de distillation..... | 20,8 | 105,3 | 21,9 | 103,2 | 22,6 | 108,7 |
| Vins de table et de pays..... | 1 365,3 | 100,3 | 1 369,2 | 111,9 | 1 532,4 | 112,2 |
| AUTRES VINS..... | 2 322,1 | 110,0 | 2 554,9 | 104,7 | 2 674,5 | 115,2 |
| PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1)..... | 42 680,0 | 109,8 | 46 851,0 | 91,7 | 42 971,2 | 100,7 |
| Gros bovins..... | 7 003,4 | 100,5 | 7 040,9 | 95,5 | 6 724,9 | 96,0 |
| Veaux..... | 1 231,2 | 99,6 | 1 226,6 | 100,3 | 1 229,9 | 99,9 |
| Ovins-caprins..... | 809,5 | 101,9 | 824,7 | 103,2 | 851,0 | 105,1 |
| Equidés..... | 39,0 | 111,5 | 43,5 | 192,2 | 83,6 | 214,4 |
| Porcins..... | 3 442,4 | 100,6 | 3 463,1 | 91,6 | 3 172,3 | 92,2 |
| BETAIL..... | 12 525,5 | 100,6 | 12 598,8 | 95,7 | 12 061,7 | 96,3 |
| Volailles..... | 3 688,4 | 103,3 | 3 811,6 | 93,5 | 3 563,3 | 96,6 |
| Œufs..... | 1 229,1 | 100,9 | 1 240,7 | 100,3 | 1 244,3 | 101,2 |
| PRODUITS AVICOLES..... | 4 917,5 | 102,7 | 5 052,3 | 95,2 | 4 807,6 | 97,8 |
| Lait et produits laitiers..... | 9 221,1 | 104,8 | 9 663,5 | 106,0 | 10 241,5 | 111,1 |
| dont lait..... | 8 873,5 | 105,2 | 9 332,9 | 106,1 | 9 900,8 | 111,6 |
| dont produits laitiers..... | 347,6 | 95,1 | 330,6 | 103,1 | 340,7 | 98,0 |
| Autres produits de l'élevage..... | 625,7 | 98,6 | 617,0 | 99,9 | 616,3 | 98,5 |
| AUTRES PRODUITS ANIMAUX..... | 9 846,8 | 104,4 | 10 280,5 | 105,6 | 10 857,8 | 110,3 |
| PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2)..... | 27 289,8 | 102,4 | 27 931,6 | 99,3 | 27 727,1 | 101,6 |
| TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2)..... | 69 969,8 | 106,9 | 74 782,6 | 94,5 | 70 698,3 | 101,0 |
| Activités principales de travaux agricoles..... | 4 395,2 | 100,3 | 4 406,3 | 101,1 | 4 456,6 | 101,4 |
| Activités secondaires de services..... | 202,0 | 100,0 | 202,0 | 101,8 | 205,7 | 101,8 |
| PRODUCTION DE SERVICES (4)..... | 4 597,2 | 100,2 | 4 608,3 | 101,2 | 4 662,3 | 101,4 |
| TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4)..... | 74 567,0 | 106,5 | 79 390,9 | 94,9 | 75 360,6 | 101,1 |
| dont production des activités secondaires..... | 2 083,7 | 107,4 | 2 238,6 | 98,8 | 2 212,1 | 106,2 |

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2014 (version provisoire)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

| | Valeur 2013 | Indice de volume | Volume 2014 | Indice de prix | Valeur 2014 | Indice de valeur |
|--|-----------------|------------------|-----------------|----------------|-----------------|------------------|
| Semences et plants | 2 390,1 | 102,7 | 2 454,5 | 99,4 | 2 439,4 | 102,1 |
| Énergie et lubrifiants | 4 629,1 | 100,2 | 4 636,5 | 96,3 | 4 462,8 | 96,4 |
| Engrais et amendements | 4 691,7 | 100,1 | 4 695,5 | 90,0 | 4 223,9 | 90,0 |
| Produits de protection des cultures | 3 142,7 | 100,0 | 3 142,7 | 100,3 | 3 153,4 | 100,3 |
| Dépenses vétérinaires | 1 370,4 | 100,0 | 1 370,8 | 102,4 | 1 404,0 | 102,5 |
| Aliments pour animaux | 16 796,3 | 104,3 | 17 521,6 | 88,5 | 15 497,9 | 92,3 |
| <i>dont : intraconsommés</i> | 7 509,4 | 110,0 | 8 258,5 | 84,0 | 6 933,7 | 92,3 |
| <i>achetés en dehors de la branche</i> | 9 286,9 | 99,7 | 9 263,1 | 92,5 | 8 564,2 | 92,2 |
| Entretien du matériel | 3 319,3 | 100,1 | 3 322,6 | 101,8 | 3 383,0 | 101,9 |
| Entretien des bâtiments | 344,2 | 100,0 | 344,2 | 100,1 | 344,4 | 100,1 |
| Services de travaux agricoles | 4 395,2 | 100,3 | 4 406,3 | 101,1 | 4 456,6 | 101,4 |
| Autres biens et services | 7 056,4 | 100,7 | 7 107,8 | 102,7 | 7 299,6 | 103,4 |
| <i>dont : SIFIM</i> | 999,8 | 101,7 | 1 017,1 | 111,4 | 1 133,1 | 113,3 |
| Total | 48 135,4 | 101,8 | 49 002,5 | 95,2 | 46 665,0 | 96,9 |

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

| | Valeur 2013 | Indice de valeur | Valeur 2014 |
|----------------------------------|-----------------|------------------|-----------------|
| Production | 74 567,0 | 101,1 | 75 360,6 |
| (-) Consommations intermédiaires | 48 135,4 | 96,9 | 46 665,0 |
| (=) Valeur ajoutée brute | 26 431,6 | 108,6 | 28 695,6 |
| (-) Consommation de capital fixe | 11 155,7 | 99,8 | 11 131,0 |
| (=) Valeur ajoutée nette | 15 275,9 | 115,0 | 17 564,6 |

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

| | Valeur 2013 | Indice de valeur | Valeur 2014 |
|--|-----------------|------------------|-----------------|
| Valeur ajoutée nette | 15 275,9 | 115,0 | 17 564,6 |
| (+) Subventions d'exploitation | 8 086,7 | 99,0 | 8 006,0 |
| <i>dont : bonifications d'intérêts</i> | 29,9 | 412,5 | 123,3 |
| (-) Autres impôts sur la production | 1 599,8 | 99,7 | 1 594,3 |
| Impôts fonciers | 996,7 | 101,3 | 1 009,4 |
| Autres | 603,2 | 97,0 | 584,9 |
| (=) Revenu des facteurs de la branche agricole | 21 762,9 | 110,2 | 23 976,3 |
| (-) Rémunération des salariés | 7 608,5 | 102,9 | 7 826,9 |
| Salaires | 6 147,3 | 102,9 | 6 323,7 |
| Cotisations sociales à la charge des employeurs | 1 461,2 | 102,9 | 1 503,2 |
| (=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation | 14 154,4 | 114,1 | 16 149,4 |

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

| | Valeur 2013 | Indice de valeur | Valeur 2014 |
|--|-----------------|---------------------|-----------------|
| Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation | 14 154,4 | 114,1 | 16 149,4 |
| (-) Intérêts ¹ | 849,0 | 86,8 | 736,5 |
| (pour mémoire : intérêts dus par la branche) | 1 818,9 | 96,0 | 1 746,3 |
| (-) Charges locatives nettes ² | 2 534,6 | 103,1 | 2 612,0 |
| (=) Revenu net de la branche agricole | 10 770,8 | 118,8 | 12 800,8 |

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Évolution annuelle en %

| | 2014 / 2013 |
|--|-------------|
| Revenu des facteurs de la branche agricole | 10,2 |
| par actif | 11,1 |
| Revenu net de la branche agricole | 18,8 |
| par actif non salarié | 21,6 |
| Évolution du nombre d'UTA ¹ totales | -0,8 |
| Évolution du nombre d'UTA ¹ non salariées | -2,2 |

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Évolution annuelle en %

| | 2014 / 2013 |
|---|-------------|
| Revenu des facteurs de la branche agricole | 9,6 |
| par actif | 10,5 |
| Revenu net de la branche agricole | 18,1 |
| par actif non salarié | 20,8 |
| Évolution du prix du PIB | 0,6 |

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

ÉLÉMENTS DU COMPTE DE CAPITAL, INVESTISSEMENT AGRICOLE

Tableau 1 - Éléments du compte de capital

**Tableau 2 – Formation brute de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 3– Formation brute de capital fixe
à prix constants 2010**

**Tableau 4 – Consommation de capital fixe
à prix courants**

**Tableau 5 – Consommation de capital fixe
à prix constants 2010**

Le cadre comptable du compte spécifique de la branche agriculture est présenté selon une séquence de trois comptes : le compte de production, le compte d'exploitation et le compte de revenu d'entreprise.

Par ailleurs, un certain nombre d'éléments du compte de capital sont évalués. Il s'agit des postes suivants :

- la formation brute de capital fixe (FBCF) de la branche agriculture en produits agricoles (bétail et plantations) et en produits non agricoles (matériels, bâtiments et autres produits).

- la consommation de capital fixe (CCF) de la branche agriculture qui concerne les plantations, les matériels, les bâtiments et les autres produits du capital fixe.

- les transferts en capital, qui comprennent les aides à l'investissement et les autres transferts en capital.

Les aides à l'investissement concernent principalement l'aide à la restructuration du vignoble, des aides liées à l'acquisition de bâtiments agricoles, des aides aux bâtiments d'élevage ainsi que des aides diverses versées par les collectivités territoriales.

Les aides à l'investissement comprennent également les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) conclus dans le cadre des actions liées à l'installation et à la modernisation des exploitations et, à partir de 2003, les contrats d'agriculture durable (CAD) qui se substituent aux CTE. Les autres transferts en capital sont constitués des aides à la cessation de l'activité laitière, de l'aide à la reconversion du vignoble, de la dotation aux jeunes agriculteurs et d'aides diverses versées par les collectivités territoriales.

Tableau 1
Éléments du compte de capital de 1990 à 2013

En millions d'euros

| | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Variations des actifs fixes | | | | | | | | | | |
| Formation brute de capital fixe | 7 720 | 7 183 | 6 787 | 6 258 | 6 737 | 7 341 | 7 825 | 8 032 | 8 505 | 8 927 |
| Consommation de capital fixe | 6 718 | 6 952 | 6 987 | 6 877 | 6 892 | 6 835 | 6 941 | 7 064 | 7 193 | 7 374 |
| Variations des passifs et de la valeur nette | | | | | | | | | | |
| Aides à l'investissement | 319 | 366 | 306 | 323 | 241 | 251 | 238 | 198 | 220 | 249 |
| Autres transferts en capital | 648 | 556 | 517 | 387 | 422 | 409 | 355 | 194 | 201 | 157 |

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|
| Variations des actifs fixes | | | | | | | | | | |
| Formation brute de capital fixe | 9 066 | 9 097 | 8 620 | 8 465 | 9 175 | 9 029 | 9 404 | 10 664 | 11 523 | 10 185 |
| Consommation de capital fixe | 7 790 | 8 164 | 8 320 | 8 526 | 8 912 | 9 304 | 9 509 | 9 718 | 10 521 | 10 263 |
| Variations des passifs et de la valeur nette | | | | | | | | | | |
| Aides à l'investissement | 260 | 288 | 344 | 399 | 361 | 355 | 385 | 281 | 336 | 284 |
| Autres transferts en capital | 222 | 238 | 232 | 193 | 171 | 224 | 248 | 276 | 214 | 188 |

| | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|
| Variations des actifs fixes | | | | | |
| Formation brute de capital fixe | 9 969 | 11 228 | 12 250 | 12 271 | 11 633 |
| Consommation de capital fixe | 10 270 | 10 623 | 10 965 | 11 156 | 11 131 |
| Variations des passifs et de la valeur nette | | | | | |
| Aides à l'investissement | 394 | 353 | 358 | 419 | 391 |
| Autres transferts en capital | 152 | 136 | 90 | 94 | 81 |

1. Variations de stocks producteur et utilisateur.

Source : Insee

Tableau 2
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

| | Bétail | Plantations | Produits agricoles | Matériels | Bâtiments | Autres produits | Produits non agricoles | TOTAL |
|------|--------|-------------|--------------------|-----------|-----------|-----------------|------------------------|--------|
| 1980 | 315 | 260 | 575 | 2 714 | 944 | 114 | 3 772 | 4 348 |
| 1981 | 465 | 317 | 781 | 3 010 | 1 005 | 128 | 4 142 | 4 923 |
| 1982 | 573 | 347 | 920 | 3 610 | 1 084 | 155 | 4 848 | 5 769 |
| 1983 | 562 | 390 | 953 | 3 688 | 1 113 | 161 | 4 962 | 5 915 |
| 1984 | 247 | 427 | 674 | 3 746 | 1 152 | 172 | 5 070 | 5 743 |
| 1985 | 454 | 433 | 887 | 3 666 | 1 220 | 178 | 5 063 | 5 951 |
| 1986 | 201 | 483 | 684 | 3 495 | 1 266 | 179 | 4 941 | 5 625 |
| 1987 | 84 | 580 | 664 | 3 659 | 1 318 | 178 | 5 156 | 5 820 |
| 1988 | 311 | 491 | 803 | 4 231 | 1 471 | 183 | 5 885 | 6 688 |
| 1989 | 208 | 591 | 799 | 4 679 | 1 528 | 201 | 6 408 | 7 207 |
| 1990 | 546 | 847 | 1 393 | 4 469 | 1 653 | 204 | 6 327 | 7 719 |
| 1991 | 308 | 691 | 999 | 4 182 | 1 804 | 197 | 6 183 | 7 182 |
| 1992 | 444 | 624 | 1 068 | 3 783 | 1 745 | 190 | 5 718 | 6 786 |
| 1993 | 386 | 541 | 926 | 3 589 | 1 553 | 190 | 5 332 | 6 258 |
| 1994 | 544 | 414 | 958 | 4 030 | 1 556 | 192 | 5 779 | 6 737 |
| 1995 | 605 | 463 | 1 068 | 4 350 | 1 711 | 211 | 6 273 | 7 341 |
| 1996 | 507 | 432 | 939 | 4 774 | 1 892 | 220 | 6 887 | 7 825 |
| 1997 | 387 | 473 | 860 | 5 000 | 1 937 | 234 | 7 172 | 8 032 |
| 1998 | 378 | 565 | 943 | 5 276 | 2 028 | 259 | 7 563 | 8 505 |
| 1999 | 454 | 629 | 1 083 | 5 389 | 2 187 | 268 | 7 844 | 8 927 |
| 2000 | 619 | 580 | 1 199 | 5 322 | 2 274 | 271 | 7 867 | 9 066 |
| 2001 | 475 | 592 | 1 067 | 5 057 | 2 700 | 272 | 8 030 | 9 097 |
| 2002 | 173 | 572 | 745 | 5 065 | 2 510 | 299 | 7 875 | 8 620 |
| 2003 | 119 | 514 | 633 | 5 228 | 2 285 | 319 | 7 832 | 8 465 |
| 2004 | 254 | 520 | 774 | 5 945 | 2 128 | 328 | 8 400 | 9 175 |
| 2005 | 373 | 588 | 961 | 5 611 | 2 118 | 338 | 8 067 | 9 029 |
| 2006 | 473 | 449 | 922 | 5 740 | 2 370 | 364 | 8 475 | 9 396 |
| 2007 | 541 | 440 | 981 | 6 577 | 2 639 | 390 | 9 605 | 10 587 |
| 2008 | 554 | 441 | 995 | 7 571 | 2 696 | 420 | 10 687 | 11 682 |
| 2009 | 423 | 407 | 830 | 6 498 | 2 466 | 391 | 9 354 | 10 184 |
| 2010 | 335 | 509 | 843 | 6 389 | 2 332 | 405 | 9 126 | 9 969 |
| 2011 | 201 | 618 | 819 | 7 492 | 2 487 | 430 | 10 409 | 11 228 |
| 2012 | 343 | 684 | 1 027 | 8 225 | 2 549 | 449 | 11 223 | 12 250 |
| 2013 | 649 | 561 | 1 210 | 8 197 | 2 413 | 450 | 11 061 | 12 271 |
| 2014 | 606 | 705 | 1 311 | 7 410 | 2 471 | 441 | 10 323 | 11 633 |

Source : Insee

Tableau 3
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2010

En millions d'euros

| | Bétail | Plantations | Produits agricoles | Matériels | Bâtiments | Autres produits | Produits non agricoles | TOTAL |
|------|--------|-------------|--------------------|-----------|-----------|-----------------|------------------------|--------|
| 1980 | 484 | 763 | 1 247 | 6 834 | 2 777 | 323 | 9 934 | 11 181 |
| 1981 | 417 | 813 | 1 230 | 6 659 | 2 673 | 323 | 9 655 | 10 885 |
| 1982 | 483 | 782 | 1 265 | 7 123 | 2 556 | 355 | 10 035 | 11 300 |
| 1983 | 467 | 826 | 1 292 | 6 636 | 2 445 | 343 | 9 424 | 10 716 |
| 1984 | 199 | 804 | 1 004 | 6 363 | 2 376 | 357 | 9 097 | 10 100 |
| 1985 | 349 | 772 | 1 121 | 5 999 | 2 545 | 360 | 8 903 | 10 024 |
| 1986 | 147 | 779 | 926 | 5 454 | 2 465 | 362 | 8 282 | 9 207 |
| 1987 | 61 | 983 | 1 044 | 5 520 | 2 521 | 369 | 8 409 | 9 454 |
| 1988 | 256 | 798 | 1 054 | 6 157 | 2 736 | 371 | 9 264 | 10 318 |
| 1989 | 146 | 928 | 1 074 | 6 601 | 2 782 | 381 | 9 764 | 10 838 |
| 1990 | 400 | 1 355 | 1 755 | 6 202 | 2 928 | 391 | 9 521 | 11 276 |
| 1991 | 302 | 1 094 | 1 396 | 5 523 | 3 063 | 380 | 8 967 | 10 363 |
| 1992 | 405 | 994 | 1 399 | 4 868 | 2 908 | 377 | 8 153 | 9 552 |
| 1993 | 357 | 870 | 1 227 | 4 649 | 2 545 | 391 | 7 584 | 8 811 |
| 1994 | 482 | 660 | 1 142 | 5 150 | 2 532 | 396 | 8 079 | 9 221 |
| 1995 | 590 | 708 | 1 298 | 5 657 | 2 768 | 430 | 8 855 | 10 153 |
| 1996 | 537 | 643 | 1 180 | 6 145 | 3 029 | 440 | 9 613 | 10 793 |
| 1997 | 387 | 691 | 1 078 | 6 395 | 3 035 | 445 | 9 874 | 10 952 |
| 1998 | 375 | 807 | 1 182 | 6 805 | 3 055 | 444 | 10 304 | 11 486 |
| 1999 | 469 | 882 | 1 351 | 6 880 | 3 243 | 443 | 10 566 | 11 917 |
| 2000 | 615 | 786 | 1 401 | 6 429 | 3 255 | 416 | 10 100 | 11 501 |
| 2001 | 513 | 779 | 1 292 | 5 874 | 3 654 | 391 | 9 919 | 11 211 |
| 2002 | 168 | 738 | 906 | 5 868 | 3 326 | 395 | 9 589 | 10 495 |
| 2003 | 102 | 643 | 745 | 5 998 | 2 933 | 406 | 9 337 | 10 082 |
| 2004 | 202 | 622 | 824 | 6 696 | 2 612 | 385 | 9 693 | 10 517 |
| 2005 | 347 | 664 | 1 011 | 5 998 | 2 527 | 383 | 8 908 | 9 919 |
| 2006 | 461 | 490 | 951 | 6 103 | 2 653 | 399 | 9 154 | 10 105 |
| 2007 | 618 | 468 | 1 086 | 6 882 | 2 834 | 407 | 10 122 | 11 208 |
| 2008 | 404 | 438 | 842 | 7 332 | 2 714 | 409 | 10 455 | 11 297 |
| 2009 | 420 | 410 | 830 | 6 475 | 2 509 | 405 | 9 389 | 10 219 |
| 2010 | 335 | 509 | 843 | 6 389 | 2 332 | 405 | 9 126 | 9 969 |
| 2011 | 170 | 596 | 767 | 7 348 | 2 382 | 408 | 10 139 | 10 906 |
| 2012 | 256 | 636 | 892 | 8 056 | 2 375 | 412 | 10 844 | 11 736 |
| 2013 | 527 | 519 | 1 046 | 7 764 | 2 260 | 410 | 10 435 | 11 480 |
| 2014 | 498 | 651 | 1 150 | 7 078 | 2 312 | 406 | 9 797 | 10 947 |

Source : Insee

Tableau 4
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

| | Bétail | Plantations | Produits agricoles | Matériels | Bâtiments | Autres produits | Produits non agricoles | TOTAL |
|------|--------|-------------|--------------------|-----------|-----------|-----------------|------------------------|---------------|
| 1980 | 0 | 251 | 251 | 2 589 | 751 | 114 | 3 454 | 3 706 |
| 1981 | 0 | 292 | 292 | 2 970 | 853 | 128 | 3 951 | 4 243 |
| 1982 | 0 | 331 | 331 | 3 371 | 984 | 155 | 4 509 | 4 840 |
| 1983 | 0 | 359 | 359 | 3 717 | 1 071 | 161 | 4 949 | 5 309 |
| 1984 | 0 | 405 | 405 | 3 927 | 1 151 | 172 | 5 250 | 5 654 |
| 1985 | 0 | 434 | 434 | 4 038 | 1 150 | 177 | 5 366 | 5 800 |
| 1986 | 0 | 494 | 494 | 4 180 | 1 243 | 179 | 5 602 | 6 096 |
| 1987 | 0 | 483 | 483 | 4 259 | 1 278 | 178 | 5 716 | 6 199 |
| 1988 | 0 | 489 | 489 | 4 383 | 1 333 | 182 | 5 899 | 6 387 |
| 1989 | 0 | 518 | 518 | 4 523 | 1 379 | 200 | 6 102 | 6 620 |
| 1990 | 0 | 510 | 510 | 4 566 | 1 438 | 204 | 6 208 | 6 718 |
| 1991 | 0 | 527 | 527 | 4 702 | 1 526 | 196 | 6 424 | 6 952 |
| 1992 | 0 | 529 | 529 | 4 695 | 1 575 | 189 | 6 459 | 6 987 |
| 1993 | 0 | 527 | 527 | 4 557 | 1 606 | 187 | 6 350 | 6 877 |
| 1994 | 0 | 531 | 531 | 4 550 | 1 621 | 190 | 6 361 | 6 892 |
| 1995 | 0 | 551 | 551 | 4 436 | 1 643 | 205 | 6 284 | 6 835 |
| 1996 | 0 | 561 | 561 | 4 484 | 1 682 | 214 | 6 380 | 6 941 |
| 1997 | 0 | 570 | 570 | 4 529 | 1 739 | 227 | 6 494 | 7 064 |
| 1998 | 0 | 581 | 581 | 4 527 | 1 828 | 256 | 6 612 | 7 193 |
| 1999 | 0 | 595 | 595 | 4 635 | 1 880 | 264 | 6 779 | 7 374 |
| 2000 | 0 | 612 | 612 | 4 935 | 1 975 | 268 | 7 178 | 7 790 |
| 2001 | 0 | 626 | 626 | 5 130 | 2 139 | 269 | 7 537 | 8 164 |
| 2002 | 0 | 634 | 634 | 5 175 | 2 214 | 297 | 7 686 | 8 320 |
| 2003 | 0 | 646 | 646 | 5 239 | 2 325 | 317 | 7 881 | 8 526 |
| 2004 | 0 | 667 | 667 | 5 395 | 2 526 | 324 | 8 245 | 8 912 |
| 2005 | 0 | 698 | 698 | 5 676 | 2 593 | 336 | 8 606 | 9 304 |
| 2006 | 0 | 704 | 704 | 5 719 | 2 723 | 363 | 8 805 | 9 509 |
| 2007 | 0 | 703 | 703 | 5 880 | 2 749 | 386 | 9 015 | 9 718 |
| 2008 | 0 | 731 | 731 | 6 474 | 2 900 | 416 | 9 790 | 10 521 |
| 2009 | 0 | 701 | 701 | 6 328 | 2 844 | 390 | 9 562 | 10 263 |
| 2010 | 0 | 690 | 690 | 6 335 | 2 840 | 405 | 9 580 | 10 270 |
| 2011 | 0 | 705 | 705 | 6 567 | 2 924 | 427 | 9 918 | 10 623 |
| 2012 | 0 | 723 | 723 | 6 847 | 2 950 | 445 | 10 242 | 10 965 |
| 2013 | 0 | 712 | 712 | 7 097 | 2 899 | 447 | 10 444 | 11 156 |
| 2014 | 0 | 705 | 705 | 7 126 | 2 858 | 442 | 10 426 | 11 131 |

Source : Insee

Tableau 5
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2010

En millions d'euros

| | Bétail | Plantations | Produits agricoles | Matériels | Bâtiments | Autres produits | Produits non agricoles | TOTAL |
|------|--------|-------------|--------------------|-----------|-----------|-----------------|------------------------|---------------|
| 1980 | 0 | 700 | 700 | 6 502 | 2 209 | 323 | 9 034 | 9 735 |
| 1981 | 0 | 714 | 714 | 6 559 | 2 272 | 323 | 9 154 | 9 868 |
| 1982 | 0 | 725 | 725 | 6 643 | 2 321 | 355 | 9 319 | 10 044 |
| 1983 | 0 | 738 | 738 | 6 676 | 2 355 | 343 | 9 374 | 10 112 |
| 1984 | 0 | 747 | 747 | 6 677 | 2 377 | 357 | 9 411 | 10 159 |
| 1985 | 0 | 755 | 755 | 6 637 | 2 403 | 359 | 9 399 | 10 154 |
| 1986 | 0 | 762 | 762 | 6 544 | 2 422 | 362 | 9 328 | 10 090 |
| 1987 | 0 | 776 | 776 | 6 451 | 2 442 | 368 | 9 262 | 10 037 |
| 1988 | 0 | 782 | 782 | 6 406 | 2 475 | 371 | 9 252 | 10 034 |
| 1989 | 0 | 793 | 793 | 6 396 | 2 508 | 381 | 9 285 | 10 078 |
| 1990 | 0 | 819 | 819 | 6 355 | 2 545 | 391 | 9 291 | 10 110 |
| 1991 | 0 | 836 | 836 | 6 262 | 2 590 | 379 | 9 231 | 10 067 |
| 1992 | 0 | 847 | 847 | 6 121 | 2 624 | 376 | 9 120 | 9 968 |
| 1993 | 0 | 853 | 853 | 5 969 | 2 632 | 387 | 8 989 | 9 841 |
| 1994 | 0 | 849 | 849 | 5 864 | 2 638 | 393 | 8 895 | 9 744 |
| 1995 | 0 | 844 | 844 | 5 806 | 2 658 | 424 | 8 887 | 9 730 |
| 1996 | 0 | 836 | 836 | 5 793 | 2 691 | 433 | 8 918 | 9 754 |
| 1997 | 0 | 832 | 832 | 5 809 | 2 723 | 437 | 8 969 | 9 801 |
| 1998 | 0 | 830 | 830 | 5 867 | 2 754 | 441 | 9 062 | 9 892 |
| 1999 | 0 | 833 | 833 | 5 942 | 2 787 | 439 | 9 168 | 10 001 |
| 2000 | 0 | 828 | 828 | 5 987 | 2 828 | 413 | 9 228 | 10 056 |
| 2001 | 0 | 824 | 824 | 5 993 | 2 892 | 388 | 9 273 | 10 097 |
| 2002 | 0 | 818 | 818 | 6 001 | 2 933 | 393 | 9 327 | 10 145 |
| 2003 | 0 | 808 | 808 | 6 017 | 2 949 | 404 | 9 371 | 10 178 |
| 2004 | 0 | 797 | 797 | 6 087 | 2 944 | 382 | 9 413 | 10 210 |
| 2005 | 0 | 788 | 788 | 6 093 | 2 931 | 381 | 9 405 | 10 193 |
| 2006 | 0 | 769 | 769 | 6 102 | 2 924 | 397 | 9 423 | 10 191 |
| 2007 | 0 | 748 | 748 | 6 173 | 2 923 | 403 | 9 499 | 10 247 |
| 2008 | 0 | 727 | 727 | 6 279 | 2 911 | 404 | 9 595 | 10 322 |
| 2009 | 0 | 706 | 706 | 6 314 | 2 881 | 405 | 9 600 | 10 306 |
| 2010 | 0 | 690 | 690 | 6 334 | 2 840 | 405 | 9 579 | 10 270 |
| 2011 | 0 | 680 | 680 | 6 438 | 2 801 | 406 | 9 644 | 10 325 |
| 2012 | 0 | 672 | 672 | 6 586 | 2 761 | 407 | 9 754 | 10 426 |
| 2013 | 0 | 660 | 660 | 6 717 | 2 715 | 408 | 9 840 | 10 499 |
| 2014 | 0 | 653 | 653 | 6 786 | 2 674 | 408 | 9 868 | 10 521 |

Source : Insee

LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS AGROALIMENTAIRES

Graphique 1 – Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2014

Graphique 2 – Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2014

Tableau 1 – Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Tableau 2 – Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Tableau 3 - Exportations, importations et soldes agroalimentaires par zones géographiques, en 2014

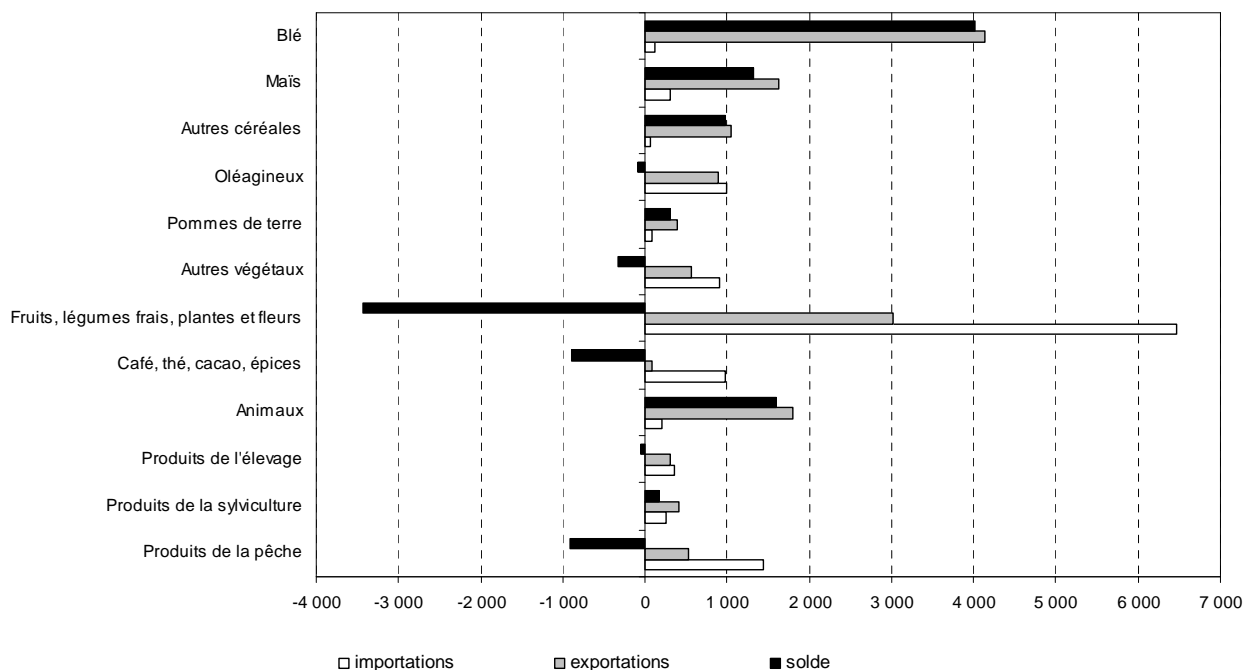
Tableau 4 - Exportations, importations et soldes agroalimentaires avec les pays de l'Union Européenne, en 2014

Tableau 5 - Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2014

Graphique 1

Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2014

En millions d'euros



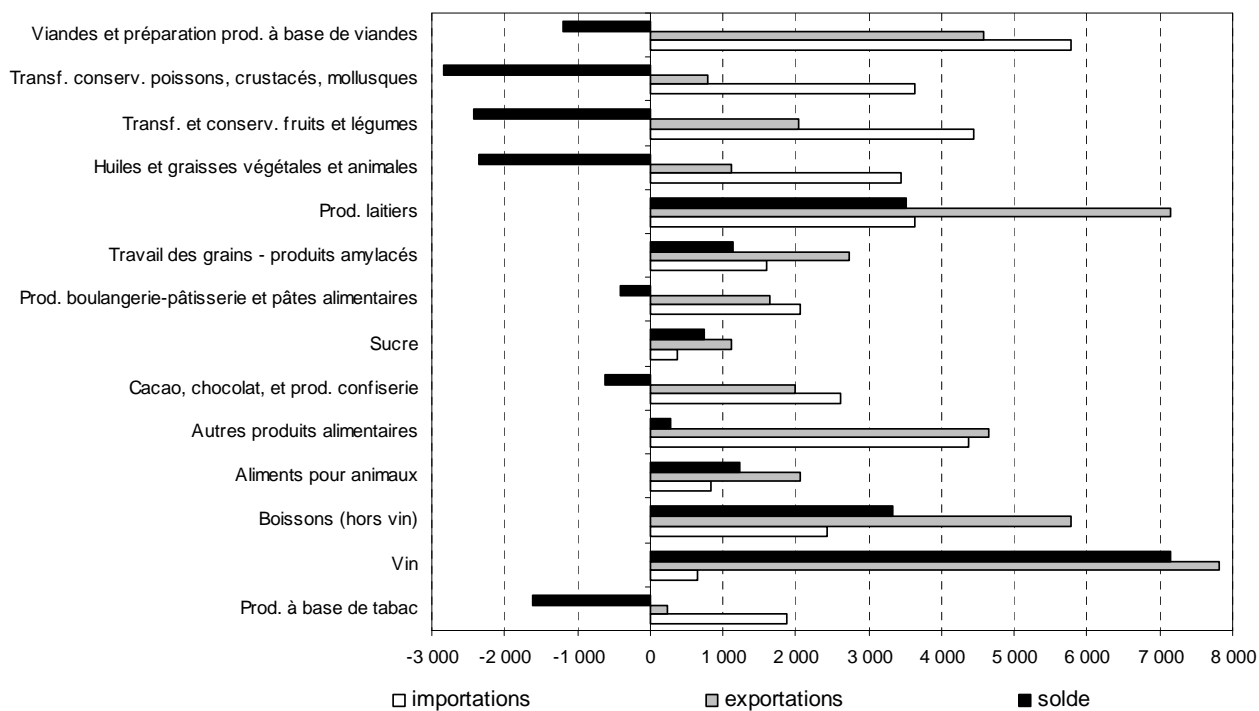
Autres végétaux : protéagineux, tabac, plantes à sucre, autres plantes industrielles, plantes fourragères.

Source : Comptes nationaux, Insee

Graphique 2

Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2014

En millions d'euros



Source : Comptes nationaux, Insee

Tableau 1
Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Valeurs en millions d'euros, évolutions annuelles en %

| Produits de l'agriculture | Exportations 2014 | | Importations 2014 | | Solde | | |
|---|-------------------|---------------|-------------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| | Valeur | Évolution | Valeur | Évolution | 2013 | 2014 | Écart |
| Agriculture, sylviculture, pêche (y compris négoce international) | 15 462 | -9,6% | 12 190 | -0,8% | 4 827 | 3 272 | -1 555 |
| Agriculture, sylviculture, pêche (hors négoce international), dont | 14 832 | -10,0% | 12 190 | -0,8% | 4 195 | 2 642 | -1 553 |
| Agriculture, chasse, services annexes | 13 877 | -10,9% | 10 498 | -1,3% | 4 937 | 3 379 | -1 558 |
| Blé dur | 398 | -9,8% | 28 | 33,3% | 420 | 370 | -50 |
| Blé tendre | 3 736 | -11,8% | 95 | 37,7% | 4 167 | 3 641 | -526 |
| Maïs | 1 632 | -19,1% | 306 | 17,2% | 1 757 | 1 326 | -431 |
| Orge | 945 | -33,7% | 12 | 50,0% | 1 417 | 933 | -484 |
| Autres céréales | 92 | 13,6% | 50 | 16,3% | 38 | 42 | 4 |
| Pommes de terre | 398 | -31,6% | 86 | -35,3% | 449 | 312 | -137 |
| Oléagineux | 898 | -10,7% | 992 | -10,8% | -106 | -94 | 12 |
| Tabac | 108 | 68,8% | 147 | 15,7% | -63 | -39 | 24 |
| Plantes à sucre | 0 | — | 0 | — | 0 | 0 | 0 |
| Plantes fourragères | 51 | 0,0% | 14 | 40,0% | 41 | 37 | -4 |
| Autres plantes industrielles | 413 | -16,1% | 747 | -9,1% | -330 | -334 | -4 |
| Légumes frais | 1 071 | -7,1% | 2 076 | 0,3% | -917 | -1 005 | -88 |
| Plantes et fleurs | 501 | 6,4% | 1 078 | -0,9% | -617 | -577 | 40 |
| Fruits | 1 453 | 5,1% | 3 322 | -2,8% | -2 033 | -1 869 | 164 |
| Café, thé, cacao, épices | 85 | 23,2% | 983 | 9,8% | -826 | -898 | -72 |
| Gros bovins | 1 010 | -3,6% | 36 | -29,4% | 997 | 974 | -23 |
| Veaux | 251 | 3,7% | 22 | -12,0% | 217 | 229 | 12 |
| Ovins, caprins | 36 | -2,7% | 34 | 3,0% | 4 | 2 | -2 |
| Équidés | 160 | 26,0% | 78 | -16,1% | 34 | 82 | 48 |
| Porcins | 108 | -11,5% | 12 | -25,0% | 106 | 96 | -10 |
| Volailles | 228 | 2,2% | 24 | 4,3% | 200 | 204 | 4 |
| Œufs | 142 | 13,6% | 65 | 1,6% | 61 | 77 | 16 |
| Autres produits d'élevage | 161 | -6,4% | 291 | 15,9% | -79 | -130 | -51 |
| Sylviculture, exploitation forestière, services annexes | 418 | 8,3% | 251 | 10,1% | 158 | 167 | 9 |
| Pêche, aquaculture | 537 | 2,5% | 1 441 | 1,2% | -900 | -904 | -4 |

Source : Comptes nationaux Insee (données provisoires)

Tableau 2
Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Valeurs en millions d'euros, évolutions en %

| Produits des industries agroalimentaires | Exportations 2014 | | Importations 2014 | | Solde | | |
|--|-------------------|---------------|-------------------|--------------|---------------|---------------|-------------|
| | Valeur | Évolution | Valeur | Évolution | 2013 | 2014 | Écart |
| Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (y compris négoce International) | 44 152 | -0,4% | 37 749 | 0,7% | 6 842 | 6 403 | -439 |
| Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (hors négoce International), dont | 43 673 | -0,4% | 37 749 | 0,7% | 6 363 | 5 924 | -439 |
| Viande et prod. à base de viande | 4 578 | -5,9% | 5 784 | -1,0% | -980 | -1 206 | -226 |
| Viandes de boucherie et d'abattages | 2 676 | -7,0% | 3 615 | -2,8% | -843 | -939 | -96 |
| Viandes de volailles sauf lapins et gibiers | 1 116 | -6,3% | 1 033 | 0,0% | 158 | 83 | -75 |
| Charcuterie et préparations à base de viande | 786 | -1,5% | 1 136 | 3,9% | -295 | -350 | -55 |
| Prod. transf. poisson, crustacés, mollusques | 780 | -9,0% | 3 624 | 1,1% | -2 727 | -2 844 | -117 |
| Transf. et conserv. de fruits et légumes | 2 034 | 2,9% | 4 451 | 2,7% | -2 356 | -2 417 | -61 |
| Transf. et conserv. de pommes de terre | 329 | 1,5% | 695 | 9,6% | -310 | -366 | -56 |
| Jus de fruits et de légumes | 192 | 4,9% | 945 | -5,3% | -815 | -753 | 62 |
| Transf. et conserv. de fruits et de légumes | 1 513 | 2,9% | 2 811 | 4,1% | -1 231 | -1 298 | -67 |
| Huiles et graisses végétales et animales | 1 115 | -9,8% | 3 458 | -7,4% | -2 500 | -2 343 | 157 |
| Huiles raffinées | 1 069 | -10,2% | 3 141 | -7,3% | -2 199 | -2 072 | 127 |
| Fab. de margarine et graisses comestibles | 46 | 0,0% | 317 | -8,6% | -301 | -271 | 30 |
| Fab. de prod. laitiers | 7 146 | 7,2% | 3 625 | 5,6% | 3 235 | 3 521 | 286 |
| Exploitation de laiteries et fab. fromages | 6 766 | 7,2% | 3 412 | 5,9% | 3 089 | 3 354 | 265 |
| Fab. de glaces et sorbets | 380 | 6,4% | 213 | 0,9% | 146 | 167 | 21 |
| Travail des grains - fab. de prod. amylacés | 2 723 | -4,8% | 1 590 | -1,2% | 1 252 | 1 133 | -119 |
| Travail des grains | 1 258 | -4,8% | 1 073 | 0,8% | 257 | 185 | -72 |
| Fab. de prod. amylacés | 1 465 | -4,8% | 517 | -5,0% | 995 | 948 | -47 |
| Boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires | 1 641 | 1,2% | 2 059 | 0,8% | -421 | -418 | 3 |
| Fab. de pain et pâtisserie fraîche | 648 | -1,4% | 371 | 7,8% | 313 | 277 | -36 |
| Fab. biscuits, biscottes, pâtisseries cons. | 914 | 2,6% | 1 387 | -0,1% | -498 | -473 | 25 |
| Fab. de pâtes alimentaires | 79 | 6,8% | 301 | -2,9% | -236 | -222 | 14 |
| Fab. d'autres prod. alimentaires | 7 759 | 2,1% | 7 360 | 6,1% | 665 | 399 | -266 |
| Fab. de sucre | 1 112 | -11,6% | 365 | -3,2% | 881 | 747 | -134 |
| Fab. cacao, chocolat et prod. de confiserie | 1 990 | 7,5% | 2 618 | 10,1% | -525 | -628 | -103 |
| Transf. du thé et du café | 820 | 5,8% | 1 852 | 3,7% | -1 011 | -1 032 | -21 |
| Fab. condiments et assaisonnements | 365 | 0,8% | 677 | 8,0% | -265 | -312 | -47 |
| Fab. de plats préparés | 908 | 7,3% | 612 | 7,9% | 279 | 296 | 17 |
| Fab. aliments homogénéisés et diététiques | 682 | -4,3% | 154 | -19,8% | 521 | 528 | 7 |
| Fab. d'autres prod. alimentaires n c a | 1 882 | 5,0% | 1 082 | 7,3% | 785 | 800 | 15 |
| Fab. d'aliments pour animaux | 2 071 | 6,7% | 834 | -0,8% | 1 100 | 1 237 | 137 |
| Fab. d'aliments pour animaux de ferme | 812 | 4,0% | 435 | 0,9% | 350 | 377 | 27 |
| Fab. d'aliments pour animaux de compagnie | 1 259 | 8,5% | 399 | -2,7% | 750 | 860 | 110 |
| Fab. de boissons | 13 580 | -1,7% | 3 095 | -0,4% | 10 714 | 10 485 | -229 |
| Prod. boissons alcooliques distillées | 3 496 | -4,7% | 1 099 | 2,6% | 2 597 | 2 397 | -200 |
| Prod. de vin (de raisin) | 7 806 | -1,0% | 661 | -4,2% | 7 197 | 7 145 | -52 |
| Fab. de cidre et de vins de fruits | 39 | -2,5% | 23 | 4,5% | 18 | 16 | -2 |
| Autres boissons fermentées non distillées | 39 | 5,4% | 40 | -13,0% | -9 | -1 | 8 |
| Fab. de bière | 377 | 7,4% | 569 | 9,2% | -170 | -192 | -22 |
| Fab. de malt | 455 | -8,8% | 7 | -46,2% | 486 | 448 | -38 |
| Eaux et boissons rafraîchissantes | 1 368 | 2,2% | 696 | -6,5% | 595 | 672 | 77 |
| Fab. de prod. à base de tabac | 246 | -39,7% | 1 869 | -7,8% | -1 619 | -1 623 | -4 |

Source : Comptes nationaux, Insee (données provisoires)

Tableau 3
Exportations, importations et soldes agroalimentaires par zones géographiques, en 2014

En milliards d'euros

| Zones | Solde 2013 | Exportations 2014 | Importations 2014 | Solde 2014 |
|---|---------------|----------------------|----------------------|---------------|
| Monde | 11,2 | 57,9 | 48,7 | 9,2 |
| Union Européenne à 28 | 5,2 | 37,7 | 33,7 | 4,0 |
| dont Zone Euro | 2,2 | 30,1 | 28,5 | 1,5 |
| Pays Tiers | 6,0 | 20,2 | 15,0 | 5,2 |
| OCDE hors membres de l'UE | 2,6 | 7,5 | 5,1 | 2,4 |
| dont ALENA (EU, Canada, Mexique) | 2,4 | 3,6 | 1,3 | 2,3 |
| Japon | 1,1 | 1,1 | 0,0 | 1,1 |
| Amérique Centrale et Amérique du Sud (hors Mexique) | -2,4 | 0,7 | 3,2 | -2,5 |
| dont Brésil | -1,1 | 0,1 | 1,2 | -1,1 |
| Afrique du Nord | 1,9 | 3,0 | 1,0 | 1,9 |
| Afrique subsaharienne | 0,4 | 1,7 | 1,4 | 0,3 |
| PECO ¹ non membres de l'UE | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 |
| CEI ² | 0,4 | 0,8 | 0,5 | 0,3 |
| Proche et Moyen-Orient | 1,7 | 1,6 | 0,2 | 1,4 |
| Asie et Océanie hors Pays de l'OCDE | 1,8 | 4,4 | 2,5 | 1,9 |
| Reste du Monde | -0,4 | 0,4 | 0,9 | -0,5 |

1. Pays d'Europe Centrale et Orientale concernés ici : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine, Kosovo, Serbie

2. Communauté des Etats Indépendants

Sources : Douanes

Tableau 4
Exportations, importations et soldes agroalimentaires avec les pays de l'Union Européenne,
en 2014

En millions d'euros

| Pays | Solde 2013 | Exportations 2014 | Importations 2014 | Solde 2014 |
|---------------------------------|--------------|-------------------|-------------------|--------------|
| Union Européenne | 5 229 | 37 704 | 33 714 | 3 990 |
| Royaume-uni ¹ | 3 213 | 5 162 | 2 423 | 2 740 |
| Italie | 2 231 | 5 614 | 3 605 | 2 009 |
| Allemagne | 1 196 | 6 565 | 5 565 | 1 001 |
| Belgique | 884 | 6 233 | 5 688 | 545 |
| Grèce | 491 | 594 | 153 | 442 |
| Luxembourg | 355 | 509 | 127 | 382 |
| Suède ¹ | 322 | 527 | 172 | 356 |
| Portugal | 308 | 742 | 468 | 274 |
| Finlande | 238 | 222 | 20 | 202 |
| République Tchèque ¹ | 138 | 294 | 142 | 152 |
| Autriche | 105 | 361 | 256 | 104 |
| Lettonie ¹ | 78 | 94 | 9 | 85 |
| Chypre | 66 | 70 | 14 | 56 |
| Croatie | 42 | 52 | 5 | 47 |
| Malte | 33 | 37 | 2 | 35 |
| Slovaquie | 30 | 62 | 28 | 34 |
| Estonie | 49 | 53 | 21 | 32 |
| Slovénie | 28 | 40 | 10 | 30 |
| Roumanie ¹ | 49 | 203 | 180 | 23 |
| Hongrie ¹ | 0 | 233 | 214 | 18 |
| Danemark ¹ | 38 | 492 | 475 | 17 |
| Lituanie ¹ | 18 | 102 | 97 | 5 |
| Bulgarie ¹ | -117 | 129 | 171 | -42 |
| Irlande | -269 | 441 | 759 | -318 |
| Pologne ¹ | -669 | 543 | 1 400 | -857 |
| Espagne | -1 430 | 4 807 | 6 206 | -1 399 |
| Pays-Bas | -2 197 | 3 524 | 5 505 | -1 981 |

1. Pays en dehors de la zone euro en 2014

Source : Douanes

Tableau 5
Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2014

a) **Excédents**

En millions d'euros

| Pays | Solde | Exportations | Importations | Soldes |
|---------------------------------------|-------|--------------|--------------|--------|
| | 2013 | 2014 | 2014 | 2014 |
| États-Unis | 1 885 | 2 949 | 1 014 | 1 935 |
| <i>Alcools, champagne, vins</i> | | 2 060 | | |
| Algérie | 1 677 | 1 656 | 26 | 1 630 |
| <i>Blé</i> | | 940 | | |
| Chine | 1 151 | 1 660 | 566 | 1 094 |
| <i>Alcools, champagne, vins</i> | | 699 | | |
| Japon | 1 070 | 1 117 | 48 | 1 069 |
| <i>Champagne, vins, eaux, alcools</i> | | 584 | | |
| Singapour | 981 | 926 | 13 | 913 |
| <i>Alcools, champagne, vins</i> | | 801 | | |
| Hong Kong | 591 | 582 | 7 | 575 |
| <i>Alcools, champagne, vins</i> | | 372 | | |
| Arabie Saoudite | 708 | 525 | 0 | 524 |
| <i>Viandes (volailles)</i> | | 171 | | |
| Russie | 605 | 586 | 100 | 485 |
| <i>Alcools, champagne, vins</i> | | 112 | | |
| <i>Aliments pour animaux</i> | | 81 | | |
| <i>Semences</i> | | 64 | | |
| Égypte | 239 | 446 | 37 | 409 |
| <i>Blé</i> | | 254 | | |
| Émirats arabes unis | 345 | 383 | 7 | 376 |
| <i>Alcools, champagne, vins</i> | | 134 | | |
| Canada | 398 | 567 | 233 | 334 |
| <i>Alcools, champagne, vins</i> | | 367 | | |
| Corée du Sud | 296 | 323 | 32 | 291 |
| <i>Alcools, champagne, vins</i> | | 70 | | |
| <i>Produits laitiers</i> | | 57 | | |
| Taiïwan | 207 | 245 | 11 | 233 |
| <i>Alcools, champagne, vins</i> | | 100 | | |

Source : Douanes

b) Déficits

En millions d'euros

| Pays | Solde | Exportations | Importations | Soldes |
|---|--------|--------------|--------------|--------|
| | 2013 | 2014 | 2014 | 2014 |
| Brésil | -1 076 | 145 | 1 228 | -1 082 |
| <i>Tourteaux de soja</i> | | | 728 | |
| <i>Café</i> | | | 139 | |
| <i>Jus d'orange</i> | | | 134 | |
| Inde | -469 | 53 | 516 | -463 |
| <i>Crevettes</i> | | | 103 | |
| <i>Tourteaux de soja</i> | | | 97 | |
| <i>Huile de ricin</i> | | | 74 | |
| Norvège | -431 | 212 | 613 | -401 |
| <i>Produits de la pêche</i> | | | 598 | |
| Équateur | -314 | 4 | 332 | -328 |
| <i>Produits de la pêche</i> | | | 195 | |
| <i>Conserves (poissons, crustacés)</i> | | | 63 | |
| Côte-d'Ivoire | -254 | 316 | 596 | -280 |
| <i>Cacao</i> | | | 373 | |
| <i>Bananes</i> | | | 101 | |
| <i>Conserves et préparations (thon)</i> | | | 69 | |
| Chili | -273 | 48 | 309 | -261 |
| <i>Produits de la pêche</i> | | | 77 | |
| <i>Fruits</i> | | | 63 | |
| Nouvelle Zélande | -229 | 47 | 305 | -258 |
| <i>Viandes (ovins)</i> | | | 108 | |
| <i>Beurre</i> | | | 41 | |
| <i>Kiwis</i> | | | 31 | |
| Argentine | -354 | 21 | 271 | -250 |
| <i>Tourteaux de soja</i> | | | 103 | |
| <i>Produits de la pêche</i> | | | 36 | |
| Pérou | -222 | 12 | 258 | -246 |
| <i>Produits de la pêche</i> | | | 77 | |
| <i>Fruits</i> | | | 69 | |
| <i>Conserves (légumes)</i> | | | 41 | |
| Ukraine | -263 | 131 | 368 | -236 |
| <i>Tourteaux de tournesol</i> | | | 144 | |
| <i>Graines de colza</i> | | | 120 | |
| <i>Huile de tournesol</i> | | | 46 | |

Source : Douanes

En dehors des changements de base, les comptes d'une même année font l'objet de quatre estimations, en fonction des sources disponibles. La version prévisionnelle est présentée en décembre de l'année en cours, la version provisoire est présentée en juin de l'année n+1, la version semi-définitive en juin n+2 et la version définitive en juin n+3. Sont retracées ici les révisions des comptes publiés dans ce volume par rapport à la version de la campagne de comptes précédente.

Cette année, la correction d'une erreur sur les salaires lors du changement de base vient s'ajouter aux révisions habituelles.

Les indicateurs de revenu de l'agriculture présentés sont le revenu des facteurs de la branche agricole et le revenu net de la branche agricole.

Le revenu des facteurs de la branche agricole, encore appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs, est égal à :

valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation
- autres impôts sur la production.

Le revenu net de la branche agricole est le solde du compte de revenu. Il est égal à :

revenu des facteurs de la branche agricole
- rémunération des salariés - intérêts - charge locative nette.

Le revenu des facteurs de la branche agricole est exprimé par UTA (unité de travail annuel, équivalent temps plein de l'agriculture) et le revenu net de la branche agricole est exprimé en UTANS (unité de travail annuel non salarié). Ces indicateurs sont présentés en termes réels, c'est-à-dire déflatés par l'évolution du prix du PIB.

Le compte 2012 définitif

Dans le compte définitif 2012, l'évolution de la production hors subventions est révisée de -0,3 point par rapport à la version semi-définitive du compte. La révision de -194 millions d'euros, sur un total de 76 milliards, résulte de révisions de prix à la hausse pour les protéagineux et à la baisse pour les pommes de terre, le maïs et les oléagineux et de révision du volume à la baisse pour les betteraves.

Compte tenu d'une révision à la baisse (-0,2 point) sur les consommations intermédiaires, l'évolution du revenu des facteurs de la branche agricole est révisée de -0,6 point. La révision du revenu net de la branche agricole (-0,7 point) intègre une correction de -0,3 point sur la rémunération des salariés.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) est inchangée (-1,4 %) et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) passe de -2,0 % à -2,1 %.

L'évolution du prix du PIB est inchangée.

Dans le compte définitif 2012, l'évolution du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels est évaluée à +0,6 % au lieu de +1,2 % dans la version semi-définitive (**révision -0,6 point**). L'évolution du revenu net de la branche agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à -0,4 % au lieu de +0,2 % (**révision -0,6 point**).

Le compte 2013 semi-définitif

Dans le compte semi-définitif 2013, l'évolution de la production hors subventions est révisée de +1,1 point par rapport à la version provisoire du compte. La révision de +0,66 milliard d'euros, sur un total de 73 milliards, provient essentiellement d'une révision à la hausse des prix des COP partiellement atténuée par la baisse sur les betteraves et les pommes de terre ainsi que du relèvement du volume de production des betteraves.

Compte tenu des autres révisions —baisse des consommations intermédiaires et de la consommation de capital fixe et hausse des cotisations sociales—, le revenu des facteurs de la branche agricole est révisé de +4,1 points et le revenu net de la branche agricole de +7,3 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) passe de -0,9 % à -1,0 % et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) est inchangée.

L'évolution du prix du PIB est inchangée.

Dans le compte semi-définitif 2013, l'évolution du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels est évaluée à -15,6 % au lieu de -19,8 % dans la version provisoire (**révision +4,2 points**). L'évolution du revenu net de la branche agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à -27,5 % au lieu de -35,0 % (**révision +7,5 points**).

Le compte 2014 provisoire

Dans la version provisoire du compte 2014, l'évolution en valeur de la production hors subventions est passée de -0,9 % à +1,1 % par rapport à la version prévisionnelle, soit une révision de + 2,0 points.

La révision des prix atteint +0,9 point : les corrections à la hausse apportées aux pommes de terre, betteraves et COP ne sont pas compensées par la correction à la baisse apportée aux fourrages et au lait. Côté volumes, la révision à la hausse (+ 1,1°point) provient essentiellement des plantes et fleurs, volailles et pommes de terre, malgré la réduction du tabac, des gros bovins et des œufs.

L'évolution des consommations intermédiaires est baissée de 1 point en valeur, dont -1,2 sur les prix. Cette révision provient de révisions à la baisse sur les semences, produits énergétiques, aliments intra-consommés et sifim. En volume, l'augmentation des semences et des aliments intra-consommés équilibre la baisse des engrais, aliments achetés et sifim.

Compte tenu des corrections apportées à la production et aux consommations intermédiaires, la valeur ajoutée brute relevée de + 7,2 points.

Comme la consommation de capital fixe a été révisée de -1,0 point, la valeur ajoutée nette est révisée de +13,2 points.

Après prise en compte des subventions d'exploitation et des impôts sur la production, le revenu des facteurs de la branche agricole est révisé de + 9,1 points. La rémunération des salariés, les intérêts ont été revus à la hausse et les charges locatives à la baisse. Le revenu net de la branche agricole est donc augmenté de 14,3 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) passe de -0,9 % à -0,8% et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) reste à -2,2 %.

L'évolution du prix du PIB est passée de 0,8 % à 0,6 %, soit -0,2 point.

Dans le compte provisoire 2014, l'évolution du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels est évaluée à + 10,5 % au lieu de + 1,2 % dans la version prévisionnelle (**révision + 9,3 points**). L'évolution du revenu net de la branche agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à + 20,8 % au lieu de + 6,0 % (**révision + 14,8 points**).

Bilan des révisions des comptes¹

a) revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|----------------------------------|-------|--------|-------|-------|--------|--------|
| Prévisionnel | -19,9 | + 31,4 | -2,6 | + 4,3 | -16,4 | + 1,2 |
| Provisoire | -18,5 | + 37,2 | + 5,1 | + 5,4 | -19,8 | + 10,5 |
| Semi-définitif | -19,2 | + 39,0 | + 8,0 | + 1,2 | - 15,6 | |
| Définitif | -16,5 | + 36,9 | | | | |
| Définitif en base 2010 | -17,5 | + 41,2 | + 4,6 | + 0,6 | | |
| Révision (en point) ¹ | + 2,4 | + 9,8 | + 7,2 | -3,7 | + 0,8 | + 9,3 |

b) Revenu net de la branche agricole par actif non salarié en termes réels

| | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|----------------------------------|-------|--------|--------|-------|--------|--------|
| Prévisionnel | -34,4 | + 84,9 | -6,8 | + 6,2 | -27,3 | + 6,0 |
| Provisoire | -34,0 | + 96,2 | + 7,3 | + 8,2 | -35,0 | + 20,8 |
| Semi-définitif | -36,6 | + 99,0 | + 10,8 | + 0,2 | - 27,5 | |
| Définitif | -30,9 | + 91,4 | | | | |
| Définitif en base 2010 | -33,3 | 106,6 | 5,5 | - 0,4 | | |
| Révision (en point) ¹ | + 1,1 | + 21,7 | + 12,3 | - 6,6 | - 0,2 | + 14,8 |

1. Entre le premier et le dernier compte connu.

Les cases colorées correspondent à la base 2005.

NB. Le traitement des Sifim a un impact sur le revenu des facteurs de la branche agricole ; mais, par construction, il est neutre sur le revenu net de la branche agricole.

Le contexte européen

<http://ec.europa.eu/eurostat/web/agriculture/data>

<http://ec.europa.eu/eurostat/web/agriculture/data/database>

<http://ec.europa.eu/eurostat/web/products-press-releases/-/5-15122014-BP>

Compte national de l'Agriculture et tableau de bord

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=5.6.1

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=ip1527

Méthodologie des comptes nationaux en base 2010

http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/default.asp?page=base_2010/methodologie/methodo-b2010.htm

Comptes nationaux annuels

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=5

Comptes nationaux trimestriels

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=8